

4° une description de la manière utilisée par les associations professionnelles de contrôle et de promotion de la qualité du travail social dans les hôpitaux pour se faire connaître du groupe cible;

5° une description détaillée du personnel, reprenant au moins les points suivants:

- a. formation;
 - b. type de contrat;
 - c. ancienneté;
 - d. qualifications pertinentes;
- 6° des recommandations stratégiques;

§ 2. Dans le rapport financier doit être établi le bilan financier, il comprend au moins les points suivants :

- 1° les coûts liés au personnel;
- 2° détail des frais de fonctionnement incluant les factures, preuves de paiements,...;
- 3° autres frais effectués dans le cadre de ce projet.

Art. 6. En cas de promotion et de communication, le logo du SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire et Environnement, tel que décrit dans le Guide d'identité visuelle, doit toujours être repris.

Art. 7. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 juin 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
M. DE BLOCK

4° een beschrijving van de wijze waarop de beroepsvereniging de initiatieven ter bewaking en bevordering van de kwaliteit van het sociaal werk in de ziekenhuizen bekend gemaakt heeft aan de doelgroep;

5° een gedetailleerde beschrijving van het personeel, met minstens volgende punten:

- a. Opleiding;
 - b. soort overeenkomst;
 - c. anciënniteit;
 - d. relevante kwalificaties;
- 6° beleidsaanbevelingen;

§ 2. In het financieel rapport dient de financiële balans opgemaakt te worden, het omvat minstens volgende punten:

- 1° kosten eigen aan het personeel;
- 2° gedetailleerde kosten van de werkingsmiddelen inclusief facturen, betaalbewijzen,...;
- 3° andere kosten gedaan in het kader van dit project.

Art. 6. Indien er promotie en communicatie wordt gedaan dient dit steeds het logo van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, zoals beschreven in de huisstijlgids, te bevatten.

Art. 7. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 juni 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2017/202802]

Extrait de l'arrêt n° 59/2017 du 18 mai 2017

Numéro du rôle : 6343

En cause : le recours en annulation du décret flamand du 3 juillet 2015 « modifiant divers décrets portant le subventionnement des administrations locales et modifiant le décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du Vlaams Gemeentefonds », introduit par l'ASBL « Association de Promotion des Droits humains et des Minorités » et Charles Danis.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 25 janvier 2016 et parvenue au greffe le 26 janvier 2016, un recours en annulation du décret flamand du 3 juillet 2015 « modifiant divers décrets portant le subventionnement des administrations locales et modifiant le décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du Vlaams Gemeentefonds » (publié au *Moniteur belge* du 24 juillet 2015) a été introduit par l'ASBL « Association de Promotion des Droits humains et des Minorités » et Charles Danis, assistés et représentés par Me J. Sohier, avocat au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant au décret attaqué

B.1. Le recours en annulation est dirigé contre le décret flamand du 3 juillet 2015 « modifiant divers décrets portant le subventionnement des administrations locales et modifiant le décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du Vlaams Gemeentefonds » (ci-après : décret flamand du 3 juillet 2015), qui dispose :

« CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière communautaire et régionale.

CHAPITRE 2. — *Dispositions modificatives et abrogatoires relatives à divers décrets donnant exécution au décret du 15 juillet 2011 fixant les règles générales auxquelles dans la Communauté flamande et la Région flamande des obligations de planning et de rapportage périodiques peuvent être imposées à des administrations locales*

Art. 2. Dans la section 2 du chapitre VI du décret du 28 avril 1998 relatif à la politique flamande de l'intégration, remplacé par le décret du 30 avril 2009 et modifié par le décret du 6 juillet 2012, il est inséré un article 28/1, rédigé comme suit :

' Art. 28/1. Les dispositions de la présente section s'appliquent uniquement aux communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 '.

Art. 3. Dans l'article 29 du même décret, remplacé par le décret du 30 avril 2009, les mots ' villes et ' sont abrogés.

Art. 4. Dans l'article 30 du même décret, remplacé par le décret du 30 avril 2009, les mots ' villes et ' sont chaque fois abrogés.

Art. 5. Dans l'article 31 du même décret, remplacé par le décret du 30 avril 2009, les mots ' ville ou ' sont abrogés.

Art. 6. Dans l'article 2 du décret du 21 mars 2003 relatif à la lutte contre la pauvreté, modifié par les décrets des 18 juillet 2008 et 20 décembre 2013, le point 11 est remplacé par ce qui suit :

' 11° pouvoirs locaux : les communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et la Commission communautaire flamande, sauf disposition contraire '.

Art. 7. Dans le titre VII du décret du 22 juin 2007 relatif à la coopération au développement, modifié par le décret du 13 juillet 2012, il est inséré un article 15/1 qui est rédigé comme suit :

' Art. 15/1. Les articles 16/1 et 16/2 du présent titre s'appliquent uniquement aux communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 '.

Art. 8. L'article 17 du décret du 30 novembre 2007 relatif à la politique locale d'encadrement de l'enseignement, modifié par le décret du 29 juin 2012, est remplacé par ce qui suit :

' Art. 17. Le présent chapitre s'applique uniquement aux communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 '.

Art. 9. Dans le paragraphe 1^{er} de l'article 4 du décret du 6 juillet 2012 portant soutien et stimulation de la politique locale en matière de jeunesse et détermination de la politique provinciale en matière de jeunesse sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa premier, les mots ' communes de la région de langue néerlandaise ' sont remplacés par les mots " communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 " ;

2° dans l'alinéa dernier, les mots ' communes ' sont chaque fois remplacés par les mots ' communes périphériques '.

Art. 10. L'article 4, § 4, du même décret, est abrogé.

Art. 11. Dans l'article 5, § 1^{er}, du même décret, l'alinéa premier est remplacé par ce qui suit :

' Afin d'organiser la concertation et la participation lors de la préparation et l'exécution de la politique en matière de jeunesse, en particulier dans le cadre du plan pluriannuel, et en ce qui concerne les communes périphériques afin d'être éligibles au subventionnement, le conseil communal crée un conseil de la jeunesse ou le conseil communal reconnaît un conseil de la jeunesse existant déjà '.

Art. 12. L'article 3 du décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale est complété par un alinéa deux, rédigé comme suit :

' Les dispositions du titre 2 et du titre 3, chapitres 1^{er} à 3 inclus, s'appliquent uniquement aux communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 '.

Art. 13. Dans l'article 5 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa premier, les mots ' communes de la région linguistique de langue néerlandaise ' sont remplacés par les mots ' communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 ' ;

2° le point 3° de l'alinéa deux est abrogé ;

3° dans l'alinéa trois, les mots ' et au centre culturel ' sont abrogés.

Art. 14. Dans le titre 3, chapitre 1^{er}, du même décret, l'intitulé est remplacé par ce qui suit : ' La politique culturelle des communes périphériques '.

Art. 15. Dans le titre 3 du même décret, le chapitre 3 qui comprend les articles 10 et 11 est abrogé.

Art. 16. Dans l'article 38, alinéa deux, 1°, du même décret, les mots ' visées à l'article 10 ' sont remplacés par les mots ' jointes en annexe au présent décret '.

Art. 17. Dans le titre 3, chapitre 6, du même décret, la section 2 qui comprend l'article 49 est abrogée.

Art. 18. L'article 2 du décret du 6 juillet 2012 portant la promotion et le subventionnement d'une politique sportive locale est complété par un point 15°, rédigé comme suit :

' 15° communes périphériques : les communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 '.

Art. 19. Dans l'article 4 du même décret, le mot ' communes ' est remplacé par les mots ' communes périphériques '.

Art. 20. Dans le même décret, dans l'intitulé du chapitre 2, le mot ' communes ' est remplacé par les mots ' communes périphériques '.

Art. 21. Dans le chapitre 2 du même décret, dans l'intitulé de la section 17, le mot ' communes ' est remplacé par les mots ' communes périphériques '.

Art. 22. Dans le chapitre 2, section 17, du même décret, dans l'intitulé de la sous-section 17, le mot ' communes ' est remplacé par les mots ' communes périphériques '.

Art. 23. Dans l'article 5 du même décret, le mot ' communes ' est remplacé par les mots ' communes périphériques '.

Art. 24. Dans l'article 9 du même décret, les mots ' les communes ' sont chaque fois remplacés par les mots ' la commune périphérique '.

Art. 25. Dans l'article 10 du même décret, le mot ' communes ' est remplacé par les mots ' communes périphériques '.

Art. 26. Dans le chapitre 2 du même décret, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit :

' Chapitre 2/1. — Le conseil sportif communal et le conseil sportif de la Commission communautaire flamande '.

Art. 27. Dans le même décret, dans l'intitulé du chapitre 4, les mots ' des priorités politiques " Sport pour tous " ' sont remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " '.

Art. 28. Dans le chapitre 4 du même décret, dans l'intitulé de la section 1°, les mots ' des priorités politiques flamandes en matière de " Sport pour tous " ' sont remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " '.

Art. 29. Dans l'article 22 du même décret, les mots ' des priorités politiques flamandes en matière de " Sport pour tous " ' sont remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " '.

Dans le même article 22, § 1^{er}, 4°, les mots ' , figurant dans le présent décret, ' sont abrogés.

Art. 30. Dans l'article 23 du même décret, les mots ' des priorités politiques flamandes en matière de " Sport pour tous " ' sont remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " '.

Art. 31. Dans l'article 24 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa premier, les mots ' des priorités politiques flamandes en matière de " Sport pour tous " ' sont remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " ' ;

2° dans le point 1°, les mots ' des priorités politiques flamandes en matière de " Sport pour tous " ' sont remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " ' ;

3° dans le point 2°, les mots ' des priorités politiques flamandes en matière de " Sport pour tous " ' sont remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " ' .

Art. 32. Dans les articles 25 à 27 inclus du même décret, les mots ' des priorités politiques flamandes en matière de " Sport pour tous " ' sont chaque fois remplacés par les mots ' de la politique locale en matière de " Sport pour tous " ' .

Art. 33. L'article 2, alinéa premier, du décret du 7 juin 2013 relatif à la politique flamande d'intégration et d'intégration civique, est complété par un point 31°, rédigé comme suit :

' 31° communes périphériques : les communes périphériques, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 ' .

Art. 34. Dans l'article 13 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans les paragraphes 1^{er} à 3 inclus, les mots ' villes et communes ' sont chaque fois remplacés par les mots ' communes périphériques ' ;

2° dans le paragraphe 5, les mots ' ville ou commune ' sont remplacés par les mots ' commune périphérique ' ;

3° dans le paragraphe 6, les mots ' villes et communes ' sont remplacés par les mots ' communes périphériques ' .

CHAPITRE 3. — *Modifications du décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du « Vlaams Gemeentefonds »*

Art. 35. Dans le décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du « Vlaams Gemeentefonds », modifié en dernier lieu par le décret du 5 juillet 2013, il est inséré un chapitre III^{quater}, rédigé comme suit :

' Chapitre III^{quater}. — Dispositions particulières relatives à la fixation de la dotation complémentaire ' .

Art. 36. Dans le même décret, le chapitre III^{quater}, inséré par l'article 35, est complété par un article 19^{novies}, rédigé comme suit :

' Art. 19^{novies}. A partir de l'année budgétaire 2016, il est inscrit au budget de la Région flamande une dotation complémentaire relative au « Vlaams Gemeentefonds ». La dotation complémentaire s'élève à 130 390 328,71 euros pour l'année budgétaire 2016 et n'est pas indexée ' .

Art. 37. Dans le même décret, le même chapitre III^{quater} est complété par un article 19^{decies}, rédigé comme suit :

' Art. 19^{decies}. La liste des communes et leurs quotes-parts de la dotation complémentaire, visée à l'article 19^{novies}, auxquelles elles ont droit à partir de l'année budgétaire 2016, sont fixées à l'annexe 1^{er} qui est jointe au présent décret ' .

Art. 38. Dans le même décret, le même chapitre III^{quater} est complété par un article 19^{undecies}, rédigé comme suit :

' Art. 19^{undecies}. Les quotes-parts communales de la dotation complémentaire, visées à l'article 19^{decies}, sont payées aux communes jusqu'à concurrence de 50 % à la fin du mois d'avril de l'année budgétaire, jusqu'à concurrence de 25 % à la fin d'octobre de l'année budgétaire et jusqu'à concurrence de 25 % à la fin de janvier de l'année budgétaire suivante ' .

Art. 39. Dans le même décret, le même chapitre III^{quater} est complété par un article 19^{duodecies}, rédigé comme suit :

' Art. 19^{duodecies}. Les dispositions, visées aux articles 6 à 15 inclus, ne s'appliquent pas la dotation complémentaire, visée à l'article 19^{novies} ' .

Art. 40. Le même décret est complété par une annexe 1°, qui est jointe au présent décret.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 41. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016, étant entendu que les subventions octroyées au cours de l'année d'activité 2015, doivent être justifiées selon les dispositions qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent décret ».

« Annexe au décret du 3 juillet 2015 modifiant divers décrets portant le subventionnement des administrations locales et modifiant le décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du « Vlaams Gemeentefonds ».

COMMUNE	Total	%
AALST	2.057.780,34	1,5698 %
AALTER	318.796,75	0,2432 %
AARSCHOT	655.847,64	0,5003 %
AARTSELAAR	258.149,03	0,1969 %
AFFLIGEM	199.766,54	0,1524 %
ALKEN	198.240,31	0,1512 %
ALVERINGEM	107.251,64	0,0818 %
ANTWERPEN	11.751.089,72	8,9643 %
ANZEGEM	248.850,77	0,1898 %
ARDOOIE	122.684,89	0,0936 %
ARENDONK	225.542,66	0,1721 %
AS	123.156,89	0,0940 %
ASSE	814.611,16	0,6214 %
ASSENEDE	212.323,91	0,1620 %
AVELGEM	153.218,90	0,1169 %
BAARLE-HERTOG	152.137,40	0,1161 %
BALEN	351.320,49	0,2680 %
BEERNEM	244.881,45	0,1868 %
BEERSE	289.254,20	0,2207 %

COMMUNE	Total	%
BEERSEL	607.609,90	0,4635 %
BEGIJNENDIJK	93.330,51	0,0712 %
BEKKEVOORT	79.006,96	0,0603 %
BERINGEN	992.112,81	0,7568 %
BERLAAR	115.876,77	0,0884 %
BERLARE	240.954,76	0,1838 %
BERTEM	96.422,48	0,0736 %
BEVER	4.947,11	0,0038 %
BEVEREN	893.880,58	0,6819 %
BIERBEEK	309.168,53	0,2358 %
BILZEN	640.514,71	0,4886 %
BLANKENBERGE	488.238,04	0,3725 %
BOCHOLT	215.222,34	0,1642 %
BOECHOUT	218.009,78	0,1663 %
BONHEIDEN	266.704,82	0,2035 %
BOOM	626.237,73	0,4777 %
BOORTMEERBEEK	177.593,29	0,1355 %
BORGLOON	240.362,23	0,1834 %
BORNEM	641.997,88	0,4897 %
BORSBEEK	236.868,29	0,1807 %
BOUTERSEM	120.754,01	0,0921 %
BRAKEL	149.891,59	0,1143 %
BRASSCHAAT	748.570,77	0,5710 %
BRECHT	380.855,30	0,2905 %
BREDENE	271.868,08	0,2074 %
BREE	355.148,93	0,2709 %
BRUGGE	2.614.389,16	1,9944 %
BUGGENHOUT	219.035,63	0,1671 %
DAMME	178.466,18	0,1361 %
DE HAAN	219.004,85	0,1671 %
DE PANNE	217.494,41	0,1659 %
DE PINTE	195.835,52	0,1494 %
DEERLIJK	185.021,37	0,1411 %
DEINZE	557.916,77	0,4256 %
DENDERLEEUV	393.605,81	0,3003 %
DENDERMONDE	773.883,42	0,5904 %
DENTERGEM	89.646,93	0,0684 %
DESSEL	128.528,47	0,0980 %
DESTELBERGEN	283.115,20	0,2160 %
DIEPENBEEK	267.150,79	0,2038 %
DIEST	670.445,23	0,5114 %
DIKSMUIDE	389.036,19	0,2968 %
DILBEEK	1.197.631,10	0,9136 %
DILSEN-STOKKEM	463.117,40	0,3533 %
DUFFEL	289.708,64	0,2210 %
EDEGEM	407.395,54	0,3108 %
EKLO	592.924,13	0,4523 %
ERPE-MERE	203.785,99	0,1555 %
ESSEN	311.035,75	0,2373 %
EVERGEM	618.799,03	0,4721 %
GALMAARDEN	129.526,16	0,0988 %

COMMUNE	Total	%
GAVERE	199.538,48	0,1522 %
GEEL	982.045,52	0,7492 %
GEETBETS	77.948,22	0,0595 %
GENK	2.198.359,29	1,6770 %
GENT	5.687.578,08	4,3388 %
GERAARDSBERGEN	740.530,64	0,5649 %
GINGELOM	88.061,38	0,0672 %
GISTEL	192.943,95	0,1472 %
GLABBEEK	143.503,83	0,1095 %
GOOIK	132.891,29	0,1014 %
GRIMBERGEN	1.099.121,34	0,8385 %
GROBBENDONK	181.822,49	0,1387 %
HAACHT	217.659,36	0,1660 %
HAALERT	256.953,01	0,1960 %
HALEN	129.282,77	0,0986 %
HAM	228.309,90	0,1742 %
HAMME	357.168,32	0,2725 %
HAMONT-ACHEL	219.065,42	0,1671 %
HARELBEKE	483.157,88	0,3686 %
HASSELT	2.210.368,27	1,6862 %
HECHTEL-EKSEL	199.898,10	0,1525 %
HEERS	141.581,38	0,1080 %
HEIST-OP-DEN-BERG	818.177,10	0,6241 %
HEMIKSEM	192.379,34	0,1468 %
HERENT	363.154,30	0,2770 %
HERENTALS	736.458,17	0,5618 %
HERENTHOUT	125.521,10	0,0958 %
HERK-DE-STAD	222.722,19	0,1699 %
HERNE	81.824,36	0,0624 %
HERSELT	218.721,79	0,1669 %
HERSTAPPE	0,00	0,0000 %
HERZELE	271.002,34	0,2067 %
HEUSDEN-ZOLDER	996.395,87	0,7601 %
HEUVELLAND	121.725,35	0,0929 %
HOEGAARDEN	116.188,73	0,0886 %
HOEILAART	208.114,98	0,1588 %
HOESELT	170.009,47	0,1297 %
HOLSBEEK	137.486,27	0,1049 %
HOOGLEDE	192.157,33	0,1466 %
HOOGSTRATEN	334.202,13	0,2549 %
HOREBEKE	3.675,06	0,0028 %
HOUTHALEN-HELCHTEREN	826.248,30	0,6303 %
HOUTHULST	168.362,75	0,1284 %
HOVE	147.390,78	0,1124 %
HULDENBERG	132.233,16	0,1009 %
HULSHOUT	159.125,47	0,1214 %
ICHTEGEM	227.150,88	0,1733 %
IEPER	824.673,22	0,6291 %
INGELMUNSTER	178.683,67	0,1363 %
IZEGEM	515.432,00	0,3932 %
JABBEKE	214.786,06	0,1638 %

COMMUNE	Total	%
KALMTHOUT	272.979,47	0,2082 %
KAMPENHOUT	187.180,79	0,1428 %
KAPellen	431.008,29	0,3288 %
KAPELLE-OP-DEN-BOS	134.328,89	0,1025 %
KAPRIJKE	80.130,16	0,0611 %
KASTERLEE	265.958,70	0,2029 %
KEERBERGEN	202.288,01	0,1543 %
KINROOI	196.696,08	0,1500 %
KLUISBERGEN	114.418,66	0,0873 %
KNESSELARE	123.284,24	0,0940 %
KNOKKE-HEIST	661.699,53	0,5048 %
KOEKELARE	88.359,40	0,0674 %
KOKSIJDE	458.631,02	0,3499 %
KONTICH	297.437,54	0,2269 %
KORTEMARK	204.675,25	0,1561 %
KORTENAKEN	125.195,27	0,0955 %
KORTENBERG	291.707,31	0,2225 %
KORTESSEM	124.176,58	0,0947 %
KORTRIJK	2.223.064,63	1,6959 %
KRUIBEKE	241.281,96	0,1841 %
KRUISSHOUTEM	123.692,85	0,0944 %
KUURNE	228.669,63	0,1744 %
LAAKDAL	245.659,88	0,1874 %
LAARNE	222.969,09	0,1701 %
LANAKEN	361.463,70	0,2757 %
LANDEN	309.008,03	0,2357 %
LANGEMARK-POELKAPELLE	124.495,23	0,0950 %
LEBBEKE	266.063,22	0,2030 %
LEDE	260.491,95	0,1987 %
LEDEGEM	131.395,94	0,1002 %
LENDELEDE	109.323,37	0,0834 %
LENNIK	131.512,40	0,1003 %
LEOPOLDSBURG	513.989,49	0,3921 %
LEUVEN	2.331.722,77	1,7788 %
LICHTERVELDE	124.084,90	0,0947 %
LIEDEKERKE	331.426,14	0,2528 %
LIER	929.413,20	0,7090 %
LIERDE	114.193,89	0,0871 %
LILLE	174.280,60	0,1330 %
LINT	182.549,84	0,1393 %
LINTER	66.662,54	0,0509 %
LOCHRISTI	306.704,72	0,2340 %
LOKEREN	986.373,46	0,7525 %
LOMMEL	741.409,57	0,5656 %
LONDERZEEL	267.625,20	0,2042 %
LO-RENINGE	14.406,56	0,0110 %
LOVENDEGEM	138.203,59	0,1054 %
LUBBEEK	214.282,51	0,1635 %
LUMMEN	219.432,51	0,1674 %
MAARKEDAL	113.581,78	0,0866 %
MAASEIK	530.007,80	0,4043 %

COMMUNE	Total	%
MAASMECHELEN	1.053.409,46	0,8036 %
MACHELEN	419.587,62	0,3201 %
MALDEGEM	361.630,90	0,2759 %
MALLE	268.754,65	0,2050 %
MECHELEN	2.322.477,30	1,7717 %
MEERHOUT	145.639,96	0,1111 %
MEEUWEN-GRUITRODE	220.148,09	0,1679 %
MEISE	281.826,92	0,2150 %
MELLE	182.360,01	0,1391 %
MENEN	927.696,69	0,7077 %
MERCHTEM	194.943,42	0,1487 %
MERELBEKE	388.453,77	0,2963 %
MERKSPLAS	127.307,66	0,0971 %
MESEN	110.661,78	0,0844 %
MEULEBEKE	183.237,14	0,1398 %
MIDDELKERKE	341.679,87	0,2607 %
MOERBEKE	79.664,40	0,0608 %
MOL	938.637,28	0,7160 %
MOORSLEDE	180.893,72	0,1380 %
MORTSEL	575.138,45	0,4387 %
NAZARETH	214.147,67	0,1634 %
NEERPELT	292.240,31	0,2229 %
NEVELE	200.383,12	0,1529 %
NIEL	136.818,76	0,1044 %
NIEUWERKERKEN	60.243,45	0,0460 %
NIEUWPOORT	225.852,77	0,1723 %
NIJLEN	308.000,36	0,2350 %
NINOVE	801.496,60	0,6114 %
OLEN	205.620,41	0,1569 %
OOSTENDE	1.844.455,70	1,4070 %
OOSTERZELE	178.326,82	0,1360 %
OOSTKAMP	374.223,21	0,2855 %
OOSTROZEBEKE	121.179,95	0,0924 %
OPGLABBEEK	185.971,27	0,1419 %
OPWIJK	234.460,16	0,1789 %
OUDENAARDE	413.093,15	0,3151 %
OUDENBURG	92.064,41	0,0702 %
OUD-HEVERLEE	198.691,34	0,1516 %
OUD-TURNHOUT	217.541,01	0,1660 %
OVERIJSE	561.565,83	0,4284 %
OVERPELT	358.248,98	0,2733 %
PEER	270.256,11	0,2062 %
PEPINGEN	108.169,89	0,0825 %
PITTEM	82.820,52	0,0632 %
POPERINGE	313.263,81	0,2390 %
PUTTE	258.987,89	0,1976 %
PUURS	309.293,86	0,2359 %
RANST	269.626,08	0,2057 %
RAVELS	236.596,65	0,1805 %
RETIE	179.829,08	0,1372 %
RIEMST	171.410,97	0,1308 %

COMMUNE	Total	%
RIJKEVORSEL	187.345,84	0,1429 %
ROESELARE	1.980.822,17	1,5111 %
RONSE	776.123,96	0,5921 %
ROOSDAAL	189.818,51	0,1448 %
ROTSELAAR	243.706,95	0,1859 %
RUISELEDE	53.854,08	0,0411 %
RUMST	226.578,49	0,1728 %
SCHELLE	137.353,75	0,1048 %
SCHERPENHEUVEL-ZICHEM	322.061,23	0,2457 %
SCHILDE	291.079,39	0,2221 %
SCHOTEN	628.732,52	0,4796 %
SINT-AMANDS	123.159,22	0,0940 %
SINT-GILLIS-WAAS	274.977,45	0,2098 %
SINT-KATELIJNE-WAVER	341.240,11	0,2603 %
SINT-LAUREINS	114.754,60	0,0875 %
SINT-LIEVENS-HOUTEM	162.441,72	0,1239 %
SINT-MARTENS-LATEM	123.748,14	0,0944 %
SINT-NIKLAAS	2.115.258,52	1,6136 %
SINT-PIETERS-LEEUV	626.608,28	0,4780 %
SINT-TRUIDEN	1.059.243,49	0,8080 %
SPIERE-HELKIJN	38.241,10	0,0292 %
STABROEK	263.722,98	0,2012 %
STADEN	183.324,58	0,1398 %
STEENOKKERZEEL	194.184,92	0,1481 %
STEKENE	257.737,00	0,1966 %
TEMSE	720.426,49	0,5496 %
TERNAT	433.982,68	0,3311 %
TERVUREN	382.494,03	0,2918 %
TESSENDERLO	385.777,26	0,2943 %
TIELT	533.467,11	0,4070 %
TIELT-WINGE	194.156,69	0,1481 %
TIENEN	802.983,51	0,6126 %
TONGEREN	718.543,41	0,5481 %
TORHOUT	410.220,51	0,3129 %
TREMELO	153.711,14	0,1173 %
TURNHOUT	1.543.621,89	1,1776 %
VEURNE	224.058,72	0,1709 %
VILVOORDE	1.049.281,89	0,8004 %
VLETEREN	46.036,26	0,0351 %
VOEREN	61.646,68	0,0470 %
VORSELAAR	148.245,83	0,1131 %
VOSELAAR	176.841,09	0,1349 %
WAARSCHOOT	130.989,64	0,0999 %
WAASMUNSTER	218.328,11	0,1666 %
WACHTEBEKE	118.238,23	0,0902 %
WAREGEM	876.378,62	0,6685 %
WELLEN	83.664,43	0,0638 %
WERVIK	328.846,08	0,2509 %
WESTERLO	396.326,83	0,3023 %
WETTEREN	619.810,76	0,4728 %
WEVELGEM	629.203,26	0,4800 %

COMMUNE	Total	%
WICHELEN	184.262,13	0,1406 %
WIELSBEKE	130.506,18	0,0996 %
WIJNEGEM	141.355,39	0,1078 %
WILLEBROEK	552.746,01	0,4217 %
WINGENE	229.315,30	0,1749 %
WOMMELGEM	132.064,37	0,1007 %
WORTEGEM-PETEGEM	80.614,02	0,0615 %
WUUSTWEZEL	284.339,11	0,2169 %
ZANDHOVEN	197.881,36	0,1510 %
ZAVENTEM	646.866,66	0,4935 %
ZEDELGEM	315.864,76	0,2410 %
ZELE	408.104,48	0,3113 %
ZELZATE	247.946,04	0,1891 %
ZEMST	409.077,38	0,3121 %
ZINGEM	119.293,47	0,0910 %
ZOERSEL	349.896,85	0,2669 %
ZOMERGEM	131.902,55	0,1006 %
ZONHOVEN	309.350,63	0,2360 %
ZONNEBEKE	199.268,22	0,1520 %
ZOTTEGEM	381.928,89	0,2914 %
ZOUTLEEUW	127.389,49	0,0972 %
ZUIENKERKE	5.014,44	0,0038 %
ZULTE	231.455,78	0,1766 %
ZUTENDAAL	127.551,74	0,0973 %
ZWALM	122.822,19	0,0937 %
ZWEVEGEM	378.987,29	0,2891 %
ZWIJNDRECHT	345.107,02	0,2633 %
TOTAL	130.390.328,71	100 %

».

B.2.1. Le décret flamand du 3 juillet 2015 comporte essentiellement deux objets, qui se complètent, réglés respectivement dans le chapitre 2, d'une part, et dans le chapitre 3 et l'annexe du décret attaqué, d'autre part.

B.2.2. En premier lieu, le chapitre 2 du décret flamand du 3 juillet 2015 modifie ou abroge les dispositions de huit décrets flamands, organisant le subventionnement de politiques locales dans différents domaines :

- dans le décret du 28 avril 1998 relatif à la politique flamande de l'intégration : un nouvel article 28/1 est inséré et les articles 29 à 31 sont modifiés (articles 2 à 5);

- dans le décret du 21 mars 2003 relatif à la lutte contre la pauvreté : l'article 2, 11°, est remplacé (article 6);

- dans le décret cadre du 22 juin 2007 relatif à la coopération au développement : un nouvel article 15/1 est inséré (article 7);

- dans le décret du 30 novembre 2007 relatif à la politique locale d'encadrement de l'enseignement : l'article 17 est remplacé (article 8);

- dans le décret du 6 juillet 2012 portant soutien et stimulation de la politique locale en matière de jeunesse et détermination de la politique provinciale en matière de jeunesse : l'article 4, § 1^{er}, est modifié, l'article 4, § 4, est abrogé et l'article 5, § 1^{er}, est remplacé (articles 9 à 11);

- dans le décret du 6 juillet 2012 relatif à la politique culturelle locale : un alinéa 2 est inséré dans l'article 3, l'article 5 est modifié, l'intitulé du titre 3, chapitre 1^{er}, est modifié, le titre 3, chapitre 3, et le titre 3, chapitre 6, section 2, sont abrogés, et l'article 38, alinéa 2, 1^o, est modifié (articles 12 à 17);

- dans le décret du 6 juillet 2012 portant la promotion et le subventionnement d'une politique sportive locale : un 15° est inséré dans l'article 2, les articles 4, 5, 9 et 10, 22 à 27, de même que l'intitulé du chapitre 2, l'intitulé de la section 1ère du chapitre 2 et l'intitulé de la sous-section 1ère de la section 1ère du chapitre 2, l'intitulé de la section 3 du chapitre 2, l'intitulé de la section 1ère du chapitre 4, sont modifiés (articles 18 à 32) et

- dans le décret du 7 juin 2013 relatif à la politique flamande d'intégration et d'intégration civique : un 31° est inséré dans l'article 2 et l'article 13 est modifié (articles 33 et 34).

Ces huit décrets organisent différents modes de subventionnement pour des politiques d'exécution au plan local dans les domaines de la jeunesse, du sport, de la culture, de l'enseignement, de l'intégration, de la lutte contre la pauvreté des enfants et de la coopération au développement.

Le champ d'application des dispositions décrétales ainsi modifiées est désormais limité, en ce qui concerne les communes de la région de langue néerlandaise, aux six communes périphériques visées à l'article 7 des lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative (ci-après : les communes périphériques).

B.2.3. En second lieu, le chapitre 3 du décret flamand du 3 juillet 2015 modifie le décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du « Vlaams Gemeentefonds », en inscrivant au budget de la Région flamande, à partir de l'année budgétaire 2016, une dotation complémentaire relative au « Vlaams Gemeentefonds », dont le montant s'élève à 130 390 328,71 EUR et qui n'est pas indexée (article 36).

La liste des communes flamandes et de leur quote-part dans cette dotation complémentaire est fixée dans l'annexe 1ère du décret flamand du 3 juillet 2015 (article 37), qui complète également le décret précité du 5 juillet 2002 (article 40). La quote-part dans cette dotation complémentaire est payée aux communes de manière échelonnée, fin avril, fin octobre et fin janvier de l'année budgétaire suivante (article 38). Les montants de cette quote-part, repris dans l'annexe au décret flamand du 3 juillet 2015, varient de 0 à plusieurs millions d'euros.

Les communes périphériques ne figurent pas parmi les communes mentionnées dans l'annexe du décret flamand du 3 juillet 2015.

B.2.4. Le décret attaqué entre en vigueur le 1^{er} janvier 2016, les subventions octroyées au cours de l'année d'activité 2015 devant être justifiées selon les dispositions qui étaient en vigueur avant l'entrée en vigueur du décret flamand du 3 juillet 2015 (article 41).

B.3.1. Le décret flamand du 3 juillet 2015 remplace ainsi un système d'octroi conditionnel de différents subsides sectoriels aux pouvoirs locaux, organisé par les huit décrets énumérés en B.2.2, par une quote-part fixe dans une dotation complémentaire globale du « Vlaams Gemeentefonds », déterminée dans l'annexe du décret.

La dotation complémentaire de 130 390 328,71 EUR, non indexée, du « Vlaams Gemeentefonds » est répartie entre les 302 communes de la région de langue néerlandaise énumérées dans l'annexe du décret attaqué, qui bénéficient d'un pourcentage forfaitaire dans cette dotation complémentaire, calculé en tenant compte de tous les subsides reçus par les communes flamandes en 2014 sur la base du régime antérieur de subventionnement.

Seules les communes périphériques restent soumises au régime antérieur de subventionnement des politiques locales.

B.3.2. Les travaux préparatoires exposent que le décret flamand du 3 juillet 2015 s'inscrit dans la continuité du décret flamand du 15 juillet 2011 « fixant les règles générales auxquelles dans la Communauté flamande et la Région flamande des obligations de planning et de rapportage périodiques peuvent être imposées à des administrations locales » (ci-après : décret flamand du 15 juillet 2011) qui tend à canaliser des réglementations très diverses et détaillées en matière de plans sectoriels, de rapports et de subventionnements, et à réduire substantiellement la charge administrative résultant de ces réglementations (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2014-2015, n° 357/1, p. 3). L'objectif est de trouver un équilibre entre, d'une part, la détermination par l'autorité flamande des priorités politiques flamandes dans certains secteurs et, d'autre part, une plus grande autonomie des pouvoirs locaux (*ibid.*).

Il est également expliqué que le décret attaqué met en œuvre l'accord de Gouvernement du Gouvernement flamand 2014-2019, qui précise :

« Nous intégrons les subsides sectoriels suivants aux administrations locales dans le Fonds des communes : politique culturelle locale, politique locale de la jeunesse, politique locale des sports, politique d'encadrement en matière d'enseignement, lutte contre la pauvreté infantile, coopération communale au développement, subsides à l'intégration. La répartition du montant total qui sera ajouté ainsi au Fonds des communes se fera conformément à la part que les communes reçoivent en 2014 du fait de tous ces régimes de subsides. Le taux de croissance du Fonds des communes n'est pas d'application à ce montant. Pour les communes dans la Région de Bruxelles-Capitale et pour les communes à facilités dans la périphérie flamande, la réglementation actuelle reste en vigueur » (*ibid.*, pp. 3-4).

B.3.3. L'exposé des motifs du décret attaqué justifie le régime spécifique des communes périphériques comme suit :

« Cette réglementation distincte se justifie par le statut particulier de ces communes, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et par la coordination avec l'ASBL 'De Rand', qui met déjà sa politique en œuvre dans certaines communes de la périphérie, notamment en matière de jeunesse, de sport et de culture. Etant donné que, dans certaines communes périphériques, le subventionnement alloué via l'ASBL 'De Rand' va donc spécifiquement à des initiatives liées, par exemple, aux objectifs fixés dans le cadre de la politique sportive, il s'indique de lier aussi les subsides accordés directement à certaines communes périphériques (notamment à celles qui ont adhéré à certaines priorités politiques flamandes) aux mêmes objectifs et donc de ne pas les reprendre dans le financement général. Les communes concernées conservent la liberté nécessaire pour développer leur propre politique dans le cadre de ces priorités politiques flamandes » (*ibid.*, p. 4; voy. aussi p. 7).

B.3.4. Examinant la différence de traitement entre les communes périphériques et les autres communes de la région de langue néerlandaise au regard du principe d'égalité et de non-discrimination, la section de législation du Conseil d'Etat a observé :

« 4. Le projet comporte plusieurs différences de traitement entre, d'une part, les communes de la périphérie, qui ne peuvent prétendre à la dotation complémentaire et, d'autre part, les autres communes de la région de langue néerlandaise, qui peuvent, elles, prétendre à la dotation complémentaire. Le projet crée aussi une différence de traitement entre les communes de la région de langue néerlandaise qui peuvent prétendre à cette dotation complémentaire, dans la mesure où la quote-part de chaque commune est définie sur la base de la quote-part dans les subsides sectoriels que chacune d'elles a reçue en 2014. A cet égard, il convient de formuler les observations qui suivent.

En ce qui concerne les différences de traitement entre les communes de la périphérie et les autres communes de la région de langue néerlandaise

5.1. Le projet a pour effet d'instaurer une double différence de traitement entre les communes de la périphérie et les autres communes situées en région de langue néerlandaise. D'une part, dans les secteurs précités, des obligations spécifiques sont imposées aux communes de la périphérie, où des subsides sont mis à disposition dans le cadre de missions spécifiques, alors que ces obligations et subventions ne concernent pas les autres communes situées en région de langue néerlandaise. D'autre part, les communes de la périphérie ne peuvent prétendre à la dotation complémentaire pour mettre en œuvre une politique générale en matière d'autonomie locale, alors que les autres communes situées en région de langue néerlandaise peuvent prétendre à la dotation complémentaire, même si – du fait du critère de répartition utilisé – elles n'en reçoivent pas toutes une quote-part. Ainsi, les communes de la périphérie disposent de moins de moyens pour les matières d'intérêt communal qu'elles ont choisies.

5.2. En vertu de l'article 7bis de la loi spéciale du 8 août 1980, sans préjudice des dispositions visées à l'article 7, § 1^{er}, premier et troisième alinéas, et des articles 279 et 280 de la nouvelle loi communale, la composition, l'organisation, la compétence, le fonctionnement, la désignation ou l'élection des organes des communes situées sur le territoire d'une même région, ainsi que la tutelle administrative sur celles-ci, sont réglées par cette Région de façon identique'.

Dans son arrêt n° 35/2003 du 25 mars 2003, la Cour constitutionnelle a jugé ce qui suit, en ce qui concerne cette disposition de la loi spéciale :

' B.14.4. En disposant que les matières qu'il énumère doivent être réglées par la région " de façon identique ", le législateur spécial a voulu éviter que la compétence régionale en matière de pouvoirs subordonnés soit utilisée pour accorder sans justification à certaines communes moins de compétences ou moins d'autonomie qu'aux autres. Il n'est

pas interdit aux régions de tenir compte de différences objectives justifiant un traitement différent. Il ressort en effet des travaux préparatoires qu'une disposition régionale peut prévoir qu'une commune ou une série de communes disposera de moins de compétences ou d'une moins grande autonomie par rapport aux autres communes de la région lorsque cette différenciation s'impose (*Doc. parl., Sénat, 2000-2001, n° 2-709/1, pp. 20-21, et n° 2-709/7, p. 12; Doc. parl., Chambre, 2000-2001, n° 1280/003, pp. 10-11*).

B.14.5. La disposition attaquée n'empêche dès lors pas que des catégories de communes qui se trouvent dans des situations essentiellement différentes à l'égard d'une mesure déterminée soient traitées de manière différente ni que ces mêmes communes puissent invoquer les articles 10 et 11 de la Constitution si elles sont traitées de façon égale sans justification raisonnable '.

L'article 7bis de la loi spéciale du 8 août 1980 n'ajoute donc rien à la signification classique du principe d'égalité, qui admet en effet une différence de traitement lorsque cette dernière est raisonnablement justifiée.

5.3. Dans l'exposé des motifs relatif au projet, les différences de traitement mentionnées au point 5.1 sont justifiées comme suit :

' Cette réglementation distincte se justifie par le statut particulier de ces communes, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et par la coordination avec l'ASBL " de Rand ", qui met déjà sa politique en œuvre dans certaines communes de la périphérie, notamment en matière de jeunesse, de sport et de culture. Étant donné que, dans certaines communes périphériques, le subventionnement alloué via l'ASBL " de Rand " va donc spécifiquement à des initiatives liées, par exemple, aux objectifs fixés dans le cadre de la politique sportive, il s'indique de lier aussi les subsides accordés directement à certaines communes périphériques (notamment à celles qui ont adhéré à certaines priorités politiques flamandes) aux mêmes objectifs et donc de ne pas les reprendre dans le financement général. Les communes concernées conservent la liberté nécessaire pour développer leur propre politique dans le cadre de ces priorités politiques flamandes '.

En réponse à la critique formulée par certains conseils consultatifs, il est encore ajouté que :

' En ce qui concerne les communes à facilités de la périphérie flamande, il faut continuer à souligner le statut particulier de ces communes et la coordination avec l'ASBL " de Rand ", qui subventionne déjà spécifiquement des initiatives en faveur de ces communes et de ces secteurs. Il s'indique donc de lier les subsides qui sont directement octroyés à certaines communes périphériques au même objectif et donc de ne pas les reprendre dans le financement général '.

5.4. La justification de la nécessité de coordination avec le subventionnement de l'ASBL ' de Rand ' semble tenir pour les secteurs dans lesquels cette institution accorde effectivement des subsides, ce qui, selon l'exposé des motifs, semble être le cas en ce qui concerne la politique de la jeunesse, du sport et de la culture. L'exposé des motifs n'explique toutefois pas en quoi le ' statut particulier ' de commune périphérique peut justifier une différence de traitement en ce qui concerne les autres secteurs, ce qui est pourtant nécessaire pour justifier la compatibilité de cette différence de traitement avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

Invité à donner des précisions à cet égard, le délégué a déclaré ce qui suit :

' Il est décidé de traiter de la même manière les subsides octroyés aux communes à facilités de la périphérie flamande dans le cadre des compétences communautaires, de sorte qu'elles puissent mener, dans leurs plans stratégiques pluriannuels, une politique cohérente et transversale dans le cadre de ces compétences. En leur attribuant un code de rapport partiel, la commune comme l'autorité de tutelle savent clairement dans quelle mesure la politique menée est transversale et le financement qui est prévu par la commune pour mettre en œuvre cette politique '.

L'objectif consistant à traiter de la même manière les subsides sectoriels octroyés aux communes de la périphérie dans tous les secteurs visés par le projet semble pouvoir justifier raisonnablement les différences de traitement, mentionnées au point 5.1, pour les secteurs auxquels la nécessité de coordination avec le subventionnement par l'ASBL ' de Rand ' ne s'applique pas. Il se recommande d'incorporer la précision susdite dans l'exposé des motifs.

5.5. Toutefois, il y a lieu d'observer que les subsides sectoriels octroyés aux communes dans les secteurs de l'intégration et de l'assimilation, de la lutte contre la pauvreté, de la coopération au développement, de la politique d'encadrement de l'enseignement, de la politique locale de la jeunesse, de la politique culturelle locale et de la politique sportive locale ne sont dans les limites des crédits budgétaires disponibles. Les conséquences des différences de traitement mentionnées au point 5.1 seraient disproportionnées si le législateur décrétrait ne prévoyait pas de crédits budgétaires pour les régimes de subventionnement sectoriel qui restent en vigueur pour les communes de la périphérie, alors que les autres communes de la région de langue néerlandaise bénéficieraient de la dotation complémentaire prévue par les dispositions du chapitre 3 du projet » (*ibid.*, pp. 99-101).

Quant à l'intérêt à agir

B.4. La première partie requérante est une ASBL dont l'objet social est de promouvoir les droits humains et les droits des minorités, tels qu'ils sont consacrés par la Constitution et par divers instruments de droit international, et, le cas échéant, d'ester en justice pour dénoncer une atteinte à ces droits; elle justifie son intérêt à agir en annulation contre le décret attaqué par le fait que celui-ci contient, à son estime, des discriminations fondées sur la langue.

La seconde partie requérante est un particulier domicilié dans la commune de Kraainem; elle estime justifier d'un intérêt personnel et direct à agir en annulation, dès lors que sa commune ne pourra plus, à l'avenir, bénéficier des mêmes subventions que les autres communes de la Région flamande, ce qui, à terme, pourrait réduire ses droits culturels.

B.5. Le Gouvernement flamand soulève l'irrecevabilité du recours pour défaut d'intérêt, estimant que les parties requérantes n'ont aucun intérêt individuel et direct à agir en annulation. Le décret attaqué ne contiendrait en effet aucune discrimination fondée sur la langue et un habitant d'une commune périphérique ne justifie pas d'un intérêt à attaquer le système de financement de sa commune puisqu'il ne pourrait être affecté par ce dernier que de manière indirecte ou hypothétique.

B.6.1. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée; il s'ensuit que l'action populaire n'est pas admissible.

B.6.2. Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.6.3. Par le décret attaqué, la Région flamande remplace le système de subventionnement conditionnel des communes dans différents domaines par une intervention forfaitaire et automatique du « Vlaams Gemeentefonds » pour toutes les communes flamandes, à l'exception des six communes périphériques, qui demeurent soumises au régime antérieur de subventionnement sectoriel.

Sans que la description de l'objet social de la première partie requérante doive être interprétée littéralement comme un moyen qu'elle emploie pour attaquer quelque norme que ce soit au prétexte que toute norme a une incidence sur les droits d'autrui, il peut être admis que celui-ci se distingue de l'intérêt général.

Selon la première partie requérante, le décret attaqué porterait atteinte à son objet social, en ce que la Région flamande aurait établi de la sorte une discrimination fondée sur un critère linguistique et en ce que ce décret pourrait affecter la situation juridique des communes périphériques et des habitants de ces communes, qui bénéficient de garanties particulières.

Ainsi limité, l'examen de cet intérêt est lié à la portée qu'il convient de donner au décret attaqué. Par conséquent, l'examen de la recevabilité, en ce qui concerne la première partie requérante, se confond avec celui du fond de l'affaire.

B.6.4. La seconde partie requérante n'invoque pas à l'appui de son intérêt une atteinte aux garanties spécifiques dont elle bénéficie en tant qu'habitant d'une commune périphérique, mais uniquement une atteinte à ses droits culturels, que sa commune pourrait, à terme, réduire en l'absence d'un subventionnement dans le domaine culturel au sens large.

La seconde partie requérante n'est pas susceptible d'être affectée directement et défavorablement par un décret qui règle le financement des communes flamandes. S'il est vrai qu'un tel décret qui détermine l'importance des moyens financiers des communes pourrait avoir des répercussions indirectes sur la situation des habitants de ces communes, il n'en demeure pas moins que ce sont les communes périphériques elles-mêmes qui sont, en l'espèce, susceptibles d'être directement atteintes par ce décret. Le fait de se prévaloir des effets du décret ne suffit pas à démontrer que la seconde partie requérante pourrait être affectée directement dans sa situation individuelle. Pour le surplus, il convient de constater que le décret attaqué modifie le régime de subventionnement des communes dans des domaines dépassant le seul domaine culturel.

La seconde partie requérante ne justifie donc pas de l'intérêt requis, de sorte que le recours en annulation est, dans cette mesure, irrecevable.

Quant au fond

B.7. La partie requérante estime que les dispositions attaquées contiennent une double différence de traitement entre les communes périphériques et les autres communes de la région de langue néerlandaise, d'une part, en ce que les six communes périphériques restent soumises à certaines obligations spécifiques et administratives pour pouvoir bénéficier des subsides sectoriels, et, d'autre part, en ce que ces communes sont exclues de la dotation complémentaire visant à assurer la mise en œuvre de l'autonomie locale, particulièrement en matière culturelle.

Selon la partie requérante, cette double différence de traitement méconnaîtrait :

- l'article 7bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, combiné ou non avec les articles 10 et 11 de la Constitution (premier moyen);
- l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, combiné ou non avec les articles 10 et 11 de la Constitution (deuxième moyen) et
- les articles 10 et 11 de la Constitution et le principe de proportionnalité (troisième moyen).

Quant au premier moyen

B.8.1. L'article 7bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par l'article 8 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, dispose :

« Sans préjudice des dispositions visées à l'article 7, § 1^{er}, premier et troisième alinéas, et des articles 279 et 280 de la nouvelle loi communale, la composition, l'organisation, la compétence, le fonctionnement, la désignation ou l'élection des organes des communes situées sur le territoire d'une même région, ainsi que la tutelle administrative sur celles-ci, sont réglées par cette Région de façon identique ».

B.8.2. En vertu de l'article 7bis de la loi spéciale du 8 août 1980, les régions sont tenues de régler de façon identique « la composition, l'organisation, la compétence, le fonctionnement, la désignation ou l'élection des organes des communes situées sur le territoire d'une même région, ainsi que la tutelle administrative sur celles-ci », sans préjudice des dispositions explicitement mentionnées.

Cette disposition visait à encadrer l'exercice par les régions « de leurs compétences nouvellement acquises concernant la composition, l'organisation, la compétence, le fonctionnement, la désignation ou l'élection de leurs organes, ainsi que la tutelle » (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-709/1, p. 20; voy. aussi *ibid.*, p. 12), à la suite de la régionalisation de la législation organique relative aux communes et aux provinces, par l'article 4 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 précitée.

L'article 7bis de la loi spéciale du 8 août 1980 ne concerne cependant que les compétences énumérées dans cette disposition, sans viser toutes les compétences des régions à l'égard des pouvoirs subordonnés, dont celles – attribuées avant l'extension des compétences régionales à l'égard des pouvoirs subordonnés, opérée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 – relatives au financement général des communes (article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi spéciale du 8 août 1980) ou au financement des missions par les communes dans les matières qui relèvent de la compétence des régions, sauf lorsque les missions se rapportent à une matière qui est de la compétence de l'autorité fédérale ou des communautés (article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 10^o, de la loi spéciale du 8 août 1980).

B.8.3. Comme il est dit en B.2 et B.3, le décret attaqué modifie, d'une part, des règles touchant au subventionnement de missions sectorielles des communes dans les domaines de la jeunesse, du sport, de la culture, de l'enseignement, de l'intégration, de la lutte contre la pauvreté des enfants et de la coopération au développement, et instaure, d'autre part, un financement général des communes par une dotation complémentaire relevant du « Vlaams Gemeentefonds ».

Pour toutes les communes de la région de langue néerlandaise autres que les communes périphériques, les subventions sectorielles relevant des domaines précités sont remplacées par une quote-part globale dans cette dotation complémentaire, relevant de la compétence régionale en matière de financement général des communes, conçu comme un financement attribué aux communes « suivant les critères qui ne sont pas directement liés à une mission ou tâche spécifique » (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n° 516/1, p. 18).

B.8.4. En ce qui concerne ses deux objets, complémentaires, portant sur le financement, soit sectoriel, soit général, des communes, le décret attaqué n'entre pas dans le champ d'application de l'article 7bis de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.8.5. Le premier moyen n'est pas fondé.

Quant au deuxième moyen

B.9.1. L'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, inséré par l'article 9 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 et modifié par l'article 2 de la loi spéciale du 19 juillet 2012, dispose :

« Les décrets, règlements et actes administratifs des communautés et des régions et les actes, règlements et ordonnances des pouvoirs locaux ne peuvent porter préjudice aux garanties existantes au 14 octobre 2012 dont bénéficient les francophones dans les communes citées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, ainsi que celles dont bénéficient les néerlandophones, les francophones et germanophones dans les communes citées à l'article 8 des mêmes lois ».

B.9.2. Les travaux préparatoires de cette disposition indiquent qu'elle « vise à garantir aux communes de la périphérie et aux communes à facilités que les garanties existant actuellement seront maintenues intégralement, même après la régionalisation de la loi communale organique et électorale » (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-709/1, p. 21), et que, par l'utilisation du terme « garanties », le législateur visait « l'ensemble des dispositions actuellement en vigueur qui organisent un régime spécifique au profit des particuliers cités dans le texte et, de manière générale, [...] toute disposition qui peut être identifiée comme protégeant les particuliers et, notamment, les mandataires publics dans les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, DOC 50-1280/003, p. 10; voy. aussi *Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-709/7, pp. 11-12).

B.9.3. Si l'article 2 de la loi spéciale du 19 juillet 2012 « modifiant l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et l'article 5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises » a modifié l'article 16bis, en opérant une « actualisation » au 14 octobre 2012 de la clause de « *standstill* » contenue dans cette disposition (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1566/1, p. 1 et n° 5-1563/4, p. 10), et a expressément précisé que cette clause de « *standstill* » s'applique aux communautés et aux pouvoirs locaux (*Doc. parl.*, Sénat, 2011-2012, n° 5-1566/1, p. 3 et n° 5-1563/4, pp. 11 et 39), il n'a toutefois pas modifié les bénéficiaires des « garanties existantes », conçus, dès l'adoption de l'article 16bis, comme les particuliers dans les communes visées aux articles 7 et 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

B.9.4. Comme il est dit en B.2 et B.3, le décret attaqué modifie, d'une part, des règles touchant au subventionnement de missions sectorielles des communes dans les domaines de la jeunesse, du sport, de la culture, de l'enseignement, de l'intégration, de la lutte contre la pauvreté des enfants et de la coopération au développement, et instaure, d'autre part, un financement général des communes par une dotation complémentaire relevant du « Vlaams Gemeentefonds ».

Au regard de son objet, qui concerne le financement, soit sectoriel, soit général, des communes, le décret attaqué n'est pas susceptible de porter atteinte aux garanties dont bénéficient les francophones dans les communes périphériques en vertu de l'article 16bis de la loi spéciale du 8 août 1980 et il n'est pas susceptible de méconnaître cette disposition.

B.9.5. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

Quant au troisième moyen

B.10.1. Le principe d'égalité et de non-discrimination n'exclut pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure attaquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité et de non-discrimination est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.10.2. Par ailleurs, le principe de proportionnalité est inhérent à l'exercice de toute compétence.

B.11.1. Comme il est dit en B.2 et B.3, le décret attaqué modifie, d'une part, des règles touchant au subventionnement de missions sectorielles des communes dans les domaines de la jeunesse, du sport, de la culture, de l'enseignement, de l'intégration, de la lutte contre la pauvreté des enfants et de la coopération au développement, et instaure, d'autre part, un financement général des communes par une dotation complémentaire relevant du « Vlaams Gemeentefonds ».

Les possibilités de subventionnement sectoriel des communes organisées dans les huit décrets modifiés par le décret du 3 juillet 2015 ne concernent désormais plus, en ce qui concerne les communes de la région de langue néerlandaise, que les communes périphériques (chapitre 2), tandis que ces communes périphériques sont exclues de la dotation complémentaire du « Vlaams Gemeentefonds » (chapitre 3 et annexe).

Le décret attaqué instaure dès lors, en ce qui concerne le financement des communes, une double différence de traitement entre les communes périphériques et toutes les autres communes de la région de langue néerlandaise.

B.11.2. La Cour doit examiner si cette double différence de traitement est compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, notamment en ce qui concerne les effets du décret attaqué à l'égard des communes périphériques, dans la mesure où elles restent soumises au régime antérieur de subventionnement et sont exclues de la dotation complémentaire.

B.12.1. Telles qu'elles ont été modifiées par le décret attaqué, les différentes dispositions décrétales énumérées en B.2.2 ne s'appliquent plus, en ce qui concerne les communes de la région de langue néerlandaise, qu'aux communes périphériques.

B.12.2. Conformément aux articles 28 et 28/1 du décret flamand du 28 avril 1998 relatif à la politique flamande de l'intégration, les communes périphériques ont le « rôle régisseur » concernant la politique d'intégration sur leur territoire, en assurant l'élaboration, la coordination et l'harmonisation de la politique d'intégration inclusive. Conformément aux articles 29 à 31 du même décret, le Gouvernement flamand peut octroyer une subvention à l'intégration à ces communes, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, sur la base du planning pluriannuel stratégique des communes, les communes éligibles pour cette subvention étant en principe celles qui ont déjà bénéficié d'une telle subvention par le passé - dont la liste a été établie par l'arrêté ministériel du 4 novembre 2013 -, sous réserve de la procédure fixée dans l'arrêté ministériel du 20 février 2014 permettant à une autre commune de solliciter l'octroi de cette subvention au cours du cycle politique 2014-2019, dans la limite des moyens budgétaires supplémentaires disponibles.

En vertu de l'article 32 du même décret, les dispositions du décret relatif aux charges de planning - soit le décret flamand du 15 juillet 2011 - s'appliquent à la politique locale d'intégration.

B.12.3. Conformément à l'article 18/1 du décret flamand du 21 mars 2003 relatif à la lutte contre la pauvreté, le Gouvernement flamand peut octroyer, dans les limites des crédits budgétaires, une subvention aux pouvoirs locaux - les communes périphériques et la Commission communautaire flamande, conformément à l'article 2, 11°, du même décret - en vue de la lutte contre la pauvreté des enfants.

Le subventionnement des communes périphériques est soumis au décret flamand du 15 juillet 2011, et pour être éligibles à ce subventionnement, les communes périphériques doivent mener une politique de lutte contre la pauvreté des enfants, qui est reprise au planning pluriannuel stratégique des pouvoirs locaux.

Le Gouvernement flamand arrête les modalités et conditions d'octroi de ces subventions, la liste des communes éligibles et des montants de ces subventions ayant été établie par l'arrêté ministériel du 7 février 2014.

B.12.4. Conformément à l'article 15/1 du décret-cadre flamand du 22 juin 2007 relatif à la coopération au développement, les articles 16/1 et 16/2 du même décret s'appliquent uniquement aux communes périphériques. Ces articles prévoient que le Gouvernement flamand soutient la coopération au développement au niveau communal, en particulier à travers la politique d'impulsion à la coopération au développement au niveau communal, notamment au moyen d'un cofinancement par les autorités locales.

Les articles 3 à 9 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 décembre 2012 déterminent les modalités d'attribution et le montant de la subvention dans le cadre de la politique d'impulsion de la coopération communale au développement, dans les limites des crédits budgétaires affectés à cet effet.

B.12.5. Conformément à l'article 17 du décret flamand du 30 novembre 2007 relatif à la politique locale d'encadrement de l'enseignement, le chapitre IV intitulé « Subventions visant à stimuler la politique d'encadrement de l'enseignement » s'applique uniquement aux communes périphériques. Les articles 18 et suivants du même décret prévoient que, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des subventions sont prévues pour des projets dans les communes qui renforcent la politique flamande de l'enseignement. Pour être éligibles aux subventions, visées à l'article 18, les communes doivent mener une politique d'encadrement de l'enseignement neutre, inter-écoles et interréseaux, reprise au planning pluriannuel stratégique de la commune, et se charger en partie du soutien financier des plans d'action mis en place par la commune en collaboration avec les acteurs locaux afin de concrétiser la politique d'encadrement de l'enseignement.

En vertu de l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 octobre 2012 « relatif à la détermination des priorités politiques et de la procédure d'octroi de subventions dans le cadre du décret du 30 novembre 2007 relatif à la politique locale d'encadrement de l'enseignement », tel qu'il a été modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 juillet 2013, la concrétisation locale des priorités politiques flamandes dans le cadre de la politique locale d'encadrement de l'enseignement et la demande de subvention relative à la politique locale d'encadrement de l'enseignement sont évaluées par une commission, qui établit un classement des communes en vue de la répartition des subventions (articles 2/1 à 7). Cette commission peut également contrôler sur place l'exécution de la concrétisation locale des priorités politiques et l'utilisation des subventions (article 8).

B.12.6. En vertu de l'article 4, § 1^{er}, du décret flamand du 6 juillet 2012 « portant soutien et stimulation de la politique locale en matière de jeunesse et détermination de la politique provinciale en matière de jeunesse », le Gouvernement flamand accorde, selon les conditions établies dans ce décret, des subventions à l'appui de l'animation des jeunes aux communes périphériques, en vue de l'exécution des politiques prioritaires flamandes en matière de la jeunesse et de l'animation des jeunes, fixées dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 novembre 2012.

Conformément à l'article 4, § 3, du même décret, les subventions reçues par les administrations communales peuvent uniquement être affectées au soutien d'initiatives d'animation des jeunes dont le siège est établi en région de langue néerlandaise ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale; ces initiatives d'animation pour les jeunes doivent fonctionner en langue néerlandaise.

En vertu de l'article 3 du décret précité du 6 juillet 2012, le décret flamand du 15 juillet 2011 s'applique aux priorités politiques flamandes en matière de jeunesse, conformément à l'article 4, § 1^{er}.

L'article 5, § 1^{er}, du même décret prévoit qu'afin d'organiser la concertation et la participation lors de la préparation et l'exécution de la politique en matière de jeunesse, et en ce qui concerne les communes périphériques afin d'être éligibles au subventionnement, le conseil communal crée un conseil de la jeunesse ou le conseil communal reconnaît un conseil de la jeunesse existant déjà.

Les articles 2 à 3/1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 2012 fixent les conditions d'octroi des subventions aux communes, notamment le respect des obligations de rapportage prévues par l'article 10 du décret flamand du 15 juillet 2011.

B.12.7. En vertu de l'article 3, alinéa 2, du décret flamand du 6 juillet 2012 relatif à la politique culturelle locale, les dispositions du titre 2 et du titre 3, chapitres 1^{er} à 3 inclus, du même décret s'appliquent uniquement aux communes périphériques. En vertu de son article 5, le décret précité du 6 juillet 2012 a pour objet de soutenir la politique culturelle locale des communes périphériques, définie dans un plan stratégique pluriannuel. En vertu des articles 6 à 9 du même décret, des subventions sont accordées, selon les conditions et modalités de répartition fixées par le Gouvernement flamand, pour l'appui à la politique culturelle locale, en fonction des priorités politiques flamandes liées à une politique culturelle locale qualitative et durable ou à une bibliothèque publique, à la portée de tous, adaptée aux besoins modernes, qui doit, notamment, affecter au moins 75 % de son budget à des publications néerlandophones. Conformément à l'article 4, les subventions sont calculées en fonction des chiffres de la population.

L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 octobre 2012 « portant exécution du décret du 6 juillet 2012 relatif à la politique culturelle locale », modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 juillet 2012, prévoit que les demandes de subventions sont soumises au décret flamand du 15 juillet 2011. Les articles 4 et 8 du même arrêté organisent un système dans lequel la subvention est octroyée soit sur la base de la subvention pendant l'année d'activité 2013 si la commune a déjà été subventionnée, soit sur la base d'une enveloppe forfaitaire, en fonction du chiffre de la population de la commune. Conformément à l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2015, les subventions sont indexées selon l'indice santé lissé.

B.12.8. Le décret flamand du 6 juillet 2012 « portant la promotion et le subventionnement d'une politique sportive locale » organise le subventionnement des communes périphériques pour la réalisation d'une politique « Sport pour tous ». Ce subventionnement doit, dans les limites budgétaires, viser à l'exécution des priorités politiques flamandes énumérées à l'article 5 du même décret, à concurrence de 2,4 euros par an par habitant lorsqu'il est satisfait aux conditions fixées dans ce décret et aux conditions fixées par le Gouvernement flamand (article 8). Ces subventions sont majorées d'au moins 30 % par la commune périphérique (article 9). Une organisation peut être agréée et subventionnée pour l'accompagnement des communes dans le cadre de la politique locale « Sport pour tous » (articles 22 et suivants).

Les articles 4 et suivants et 23 et suivants de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 novembre 2012 « portant exécution du décret du 6 juillet 2012 portant la promotion et le subventionnement d'une politique sportive locale » déterminent, respectivement, les conditions du subventionnement pour les priorités politiques flamandes en matière de « Sport pour tous » par les communes, et d'une organisation agréée pour l'accompagnement des communes.

B.12.9. L'article 13 du décret flamand du 7 juin 2013 « relatif à la politique flamande d'intégration et d'intégration civique » prévoit que le Gouvernement flamand peut, dans les limites des crédits budgétaires disponibles, octroyer aux communes périphériques une subvention d'intégration en vue de la réalisation des objectifs de la politique d'intégration, visés à l'article 4 du même décret. Au début du planning pluriannuel 2014-2016, seules les communes périphériques qui ont déjà reçu une subvention pour un service d'intégration ou la création d'un service d'intégration dans le passé sont éligibles à une subvention d'intégration; les autres communes périphériques ne peuvent être éligibles au subventionnement que dans la mesure où suffisamment de moyens budgétaires supplémentaires sont disponibles.

Cette disposition n'est toutefois pas encore en vigueur.

B.12.10. Il résulte de ce qui précède que, par le chapitre 2 du décret flamand du 3 juillet 2015, les communes périphériques restent soumises à différents régimes de subventionnements sectoriels, indexés selon l'indice santé lissé, conformément à l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2015.

L'octroi de ces subsides sectoriels est non seulement conditionné par le respect des politiques prioritaires flamandes et des obligations de rapportage prévues par le décret flamand du 15 juillet 2011, mais dépend aussi, le cas échéant, d'un subventionnement antérieur, et des limites des crédits budgétaires disponibles.

B.13.1. Comme il est dit en B.2, le décret attaqué entend remplacer les subsides sectoriels attribués aux administrations locales en matière de politique culturelle, de la jeunesse, des sports, de l'encadrement en matière d'enseignement, de lutte contre la pauvreté, de coopération au développement et de subsides à l'intégration et à l'intégration civique par une quote-part fixe dans une dotation complémentaire du « Vlaams Gemeentefonds ». Le législateur décréte ainsi pour objectif d'étendre la liberté d'action des autorités locales dans l'affectation de ces moyens publics. En ce qui concerne les six communes périphériques, la réglementation relative aux subsides reste toutefois en vigueur dans les matières précitées.

B.13.2. Les travaux préparatoires du décret attaqué justifient la différence de traitement des communes périphériques de la manière suivante :

« Cette réglementation distincte se justifie par le statut particulier de ces communes, visées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et par la coordination avec l'ASBL ' de Rand ', qui met déjà sa politique en œuvre dans certaines communes de la périphérie, notamment en matière de jeunesse, de sport et de culture. Etant donné que, dans certaines communes périphériques, le subventionnement alloué via l'ASBL ' de Rand ' va donc spécifiquement à des initiatives liées, par exemple, aux objectifs fixés dans le cadre de la politique sportive, il s'indique de lier aussi les subsides accordés directement à certaines communes périphériques (notamment à celles qui ont adhéré à certaines priorités politiques flamandes) aux mêmes objectifs et donc de ne pas les reprendre dans le financement général. Les communes concernées conservent la liberté nécessaire pour développer leur propre politique dans le cadre de ces priorités politiques flamandes.

Le projet a donc volontairement décidé de traiter de la même manière les subsides octroyés aux communes à facilités de la périphérie flamande dans le cadre des compétences communautaires, de sorte qu'elles puissent mener, dans leurs plannings stratégiques pluriannuels, une politique cohérente et transversale dans le cadre de ces compétences. En leur attribuant un code de rapport partiel, la commune comme l'autorité de tutelle savent clairement dans quelle mesure la politique menée est transversale et le financement qui est prévu par la commune pour mettre en œuvre cette politique » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2014-2015, n° 357/1, p. 4).

B.13.3. La différence de traitement entre les communes périphériques et les autres communes flamandes est dès lors justifiée, dans les travaux préparatoires, par le statut particulier des communes périphériques et par la coordination des différents subsides sectoriels par l'ASBL « de Rand ».

B.14.1. Avant l'adoption du décret attaqué, toutes les communes flamandes, dont les communes périphériques, étaient traitées de manière identique en ce qui concerne l'octroi aux communes des subsides sectoriels précités. Ces subsides sectoriels n'étaient octroyés aux communes que moyennant le respect des conditions prévues dans les différentes législations rappelées en B.12, qui continuent à s'appliquer aux communes périphériques.

B.14.2. Avant l'adoption des dispositions attaquées, il existait toutefois, en ce qui concerne la politique de la jeunesse, des sports et de la culture, des possibilités de subventionnement additionnelles dans les communes périphériques via l'agence autonomisée externe « de Rand » (ci-après : l'ASBL « de Rand »).

B.14.3. Les travaux préparatoires du décret du 12 juillet 2013 « modifiant l'intitulé du décret du 7 mai 2004 portant transformation de l'ASBL ' de Rand ' en une agence autonomisée externe de droit privé » mentionnent à ce sujet :

« Afin d'éviter que des initiatives néerlandophones locales prises dans les communes périphériques ne puissent plus être financées par les autorités flamandes au motif que l'administration communale concernée n'adhère pas aux priorités politiques flamandes, il a été convenu que les crédits réservés seront transférés à l'ASBL ' de Rand ', une agence autonomisée externe, qui reçoit la mission de soutenir ces initiatives » (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2012-2013, n° 2062/1, p. 4).

B.14.4. L'article 3 du décret précité du 12 juillet 2013 a inséré dans le décret du 7 mai 2004 un nouvel article 10/1 rédigé comme suit :

« Le Gouvernement flamand peut accorder une subvention à l'ASBL ' De Rand ' pour l'exécution d'une ou plusieurs priorités politiques pour la politique de la jeunesse, la politique sportive (locale) et la politique culturelle au bénéfice des initiatives néerlandophones dans la périphérie flamande de Bruxelles.

Les priorités politiques visées à l'alinéa premier sont les priorités politiques fixées par ou en vertu de :

1° l'article 4, § 1^{er}, alinéas [premier] et deux, du décret du 6 juillet 2012 portant soutien et stimulation de la politique locale en matière de jeunesse et détermination de la politique provinciale en matière de jeunesse;

2° l'article 5, alinéa deux, 2°, du décret du 6 juillet 2012 relatif à la politique culturelle locale, dans la mesure où il concerne le soutien aux bibliothèques de droit privé de Kraainem et Drogenbos;

3° l'article 5 du décret du 6 juillet 2012 portant la promotion et le subventionnement d'une politique sportive locale.

La subvention est accordée en faveur des initiatives locales dans les six communes périphériques qui n'ont pas demandé des subventions dans le cadre des régimes de subventionnement visés à l'alinéa deux, et doit être affectée pour l'appui de ces initiatives.

Pour être admissibles aux subventions, l'ASBL « de Rand » doit établir, en collaboration avec les initiatives néerlandophones locales, un plan politique indiquant la façon dont les priorités politiques flamandes visées à l'alinéa deux, peuvent être concrétisées.

La subvention est accordée sous les conditions et aux modalités fixées aux décrets visés à l'alinéa deux. Ces conditions et modalités sont concrétisées dans un accord de coopération entre les Ministres flamands compétents pour la Jeunesse, les Sports et la Culture et l'ASBL ' de Rand ' ».

B.14.5. Le décret précité confère à l'ASBL « de Rand » la mission d'introduire, en collaboration avec les initiatives locales néerlandophones en matière de jeunesse, des sports et de la culture, des plans d'action communs auprès du Gouvernement flamand. Ces plans d'action doivent concrétiser les priorités politiques fixées par le Gouvernement flamand dans les différents secteurs (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2012-2013, n° 2062/1, p. 4).

B.14.6. L'ASBL « de Rand » a été créée par le décret de la Communauté flamande du 17 décembre 1996 « portant création de l'ASBL ' de Rand ' en vue d'appuyer le caractère néerlandophone de la périphérie flamande de Bruxelles », abrogé et remplacé par le décret du 7 mai 2004 « portant transformation de l'ASBL ' de Rand ' en une agence autonomisée externe de droit privé et portant fixation des compétences de la province du Brabant flamand relatives à l'appui du ' Vlaamse Rand ' », modifié par les décrets du 12 juillet 2013 et du 25 avril 2014.

L'ASBL « de Rand » est une agence autonomisée externe de droit privé, au sens des articles 29 à 31 du décret-cadre flamand du 18 juillet 2003 relatif à la politique administrative, à laquelle le Gouvernement flamand est habilité à participer (article 3). Sa mission est de « soutenir, faire rayonner et promouvoir le caractère néerlandophone de la

périphérie flamande de Bruxelles » (article 4). En exécution de l'article 8, l'ASBL « de Rand », le Gouvernement flamand et la province du Brabant flamand ont conclu un accord de coopération, qui a été approuvé par le Gouvernement flamand le 17 juillet 2015 et par la députation du Brabant flamand le 20 août 2015. Le Gouvernement flamand est habilité à mettre du personnel à disposition de l'ASBL « de Rand » (article 11) et à lui transférer la gestion d'infrastructures culturelles (article 12).

B.14.7. L'ASBL « de Rand » reçoit une subvention annuelle inscrite au budget de la Communauté flamande (article 10). Le Gouvernement flamand peut également accorder une subvention à l'ASBL « de Rand » pour l'exécution d'une ou de plusieurs priorités politiques en matière de jeunesse, de politique sportive locale et de politique culturelle, au bénéfice des initiatives néerlandophones dans la périphérie flamande de Bruxelles. La subvention est accordée pour soutenir des initiatives locales dans les six communes périphériques qui n'ont pas introduit de demande de subvention pour les matières précitées dans le cadre du régime de subvention sectoriel et elle doit être affectée au soutien de ces initiatives (article 10/1).

B.15.1. Il appartient au législateur décentralisé, en ce qui concerne les compétences qui lui ont été attribuées et compte tenu de ses possibilités budgétaires, de décider si et à quelles conditions il entend subventionner par des fonds publics certaines initiatives ou institutions.

C'est aussi à lui qu'il appartient, dans l'exercice de sa compétence relative au financement général des communes (article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 9^o, de la loi spéciale du 8 août 1980), de déterminer les moyens et les critères de répartition des moyens du « Vlaams Gemeentefonds » et de fixer le coefficient de pondération à appliquer.

B.15.2. Le subventionnement d'initiatives ou d'institutions telles que l'ASBL « de Rand » ne peut cependant être comparé au financement, général ou spécifique, des communes.

B.15.3. Comme il est dit en B.14.2 à B.14.4, le nouvel article 10/1 du décret du 7 mai 2004, inséré par le décret du 12 juillet 2013, organise à l'égard de l'ASBL « de Rand » un mécanisme de subventionnement complémentaire, qui tend à éviter que des initiatives locales néerlandophones en matière de jeunesse, de sport et de culture n'obtiennent pas les subventions des autorités flamandes lorsque les communes périphériques s'abstiennent d'adhérer aux priorités d'action flamandes dans ces matières.

Ce subventionnement complémentaire permet ainsi à l'autorité flamande de soutenir financièrement, par le biais de l'ASBL « de Rand », certaines activités et initiatives locales en langue néerlandaise, en tenant compte du fait que les bénéficiaires finaux de ce subventionnement sont des établissements, associations et citoyens situés dans les communes périphériques, qui jouissent d'un statut linguistique spécial dans la région unilingue néerlandaise.

B.15.4. Il ressort du tableau de répartition annexé à l'exposé des motifs du décret attaqué (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2014-2015, n° 357/1, pp. 13-19) que certaines des communes périphériques ont reçu en 2014 des subsides dans les trois domaines de la jeunesse, du sport et de la culture, dans lesquels intervient l'ASBL « de Rand », ce qui suppose qu'elles ont satisfait aux conditions d'obtention de ces subsides sectoriels.

B.16.1. Il résulte de ce qui précède que le subventionnement d'initiatives locales néerlandophones, par le biais de l'ASBL « de Rand », est organisé de manière parallèle aux subsides sectoriels des communes, maintenus par le décret attaqué à l'égard des seules communes périphériques. Ce subventionnement via une agence autonomisée externe ne peut ni être comparé ni avoir vocation à se substituer à un régime de subsides ou de financement, général ou spécifique, des pouvoirs locaux que sont les communes.

B.16.2. Le choix d'organiser un subventionnement complémentaire dans le domaine de la jeunesse, du sport et de la culture dans les communes périphériques ne permet pas davantage de justifier l'exclusion de ces communes du financement forfaitaire des pouvoirs locaux, par le biais d'une dotation complémentaire provenant du « Vlaams Gemeentefonds ».

B.16.3. Cette dotation complémentaire forfaitaire créée par le décret attaqué intègre en effet les subsides sectoriels dans les domaines concernés, en supprimant tout lien entre le montant octroyé et la politique effectivement menée au niveau local dans les domaines auparavant subsidiés de manière conditionnelle.

Le décret attaqué concrétise ainsi un des objectifs de l'accord du Gouvernement flamand 2014-2019, visant à accroître l'autonomie locale des villes et des communes, en optant pour un financement général inconditionnel (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2014-2015, n° 357/1, p. 3).

En étant exclues d'une quote-part de cette dotation forfaitaire, les communes périphériques sont privées, dans les matières visées en B.2.2, de l'exercice de l'autonomie locale que reconnaît le décret attaqué à toutes les autres communes de la région de langue néerlandaise.

B.16.4. Les travaux préparatoires du décret attaqué démontrent d'ailleurs qu'une proposition de répartition de la dotation complémentaire créée avait été élaborée compte tenu des communes périphériques, et que, selon le projet de décret, ces communes périphériques auraient reçu un pourcentage de cette dotation complémentaire.

Il ressort en effet du tableau de répartition annexé à l'exposé des motifs du décret attaqué (*Doc. parl.*, Parlement flamand, 2014-2015, n° 357/1, pp. 13-19) que les communes périphériques auraient bénéficié d'un pourcentage de la dotation complémentaire : la commune de Drogenbos aurait bénéficié de 25 000 EUR (soit 0,0191 %), la commune de Kraainem de 32 534,40 EUR (0,0248 %), la commune de Linkebeek de 68 527,68 EUR (0,0523 %), la commune de Rhode-Saint-Genèse de 205 158,34 EUR (0,1565 %), la commune de Wemmel de 305 876,51 EUR (0,2333 %) et la commune de Wezembeek-Oppeem de 59 787,36 EUR (0,0456 %).

Ce même tableau dégageait en outre deux montants pour le total de la dotation complémentaire : un total de 131 087 213,00 EUR, et un autre total « sans les communes à facilités », de 130 390 328,71 EUR (*ibid.*, p. 19). C'est ce dernier montant qui constitue, finalement, l'enveloppe globale de la dotation complémentaire du « Vlaams Gemeentefonds ».

Ce tableau confirme qu'il n'était ni impossible ni injustifié de prendre en compte les communes périphériques dans la répartition de la dotation complémentaire du « Vlaams Gemeentefonds ».

B.16.5. En privant les communes périphériques d'un pourcentage dans la dotation complémentaire du « Vlaams Gemeentefonds », le décret attaqué prive ces communes des montants précités et de la garantie d'obtenir un financement automatique en vue de la réalisation des différentes politiques locales que cette dotation complémentaire globale tend pourtant à soutenir de manière inconditionnelle à l'égard de toutes les autres communes de la région de langue néerlandaise. Les communes périphériques sont donc traitées différemment, sans qu'existe une justification raisonnable, dans l'exercice de l'autonomie locale reconnue à toutes les autres communes de la région de langue néerlandaise.

B.17. Le troisième moyen est fondé.

Quant au maintien des effets

B.18. Afin de tenir compte des difficultés budgétaires qui pourraient résulter de cette annulation et de permettre au législateur décrétal d'adopter de nouvelles dispositions, il y a lieu de maintenir les effets des dispositions annulées, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, comme il est indiqué dans le dispositif.

Par ces motifs,

la Cour

- annule le décret flamand du 3 juillet 2015 « modifiant divers décrets portant le subventionnement des administrations locales et modifiant le décret du 5 juillet 2002 réglant la dotation et la répartition du Vlaams Gemeentefonds »;

- maintient les effets des dispositions annulées jusqu'à l'adoption par le législateur décrétal d'un nouveau décret et, au plus tard, jusqu'à la fin de l'année budgétaire 2018.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 18 mai 2017.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2017/202802]

Uittreksel uit arrest nr. 59/2017 van 18 mei 2017

Rolnummer 6343

In zake : het beroep tot vernietiging van het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 « tot wijziging van diverse decreten houdende de subsidiëring aan de lokale besturen en tot wijziging van het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds », ingesteld door de vzw « Association de Promotion des Droits humains et des Minorités » en Charles Danis.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 25 januari 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 26 januari 2016, is beroep tot vernietiging ingesteld van het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 « tot wijziging van diverse decreten houdende de subsidiëring aan de lokale besturen en tot wijziging van het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 juli 2015) door de vzw « Association de Promotion des Droits humains et des Minorités » en Charles Danis, bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. J. Sohier, advocaat bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van het bestreden decreet

B.1. Het beroep tot vernietiging is gericht tegen het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 « tot wijziging van diverse decreten houdende de subsidiëring aan de lokale besturen en tot wijziging van het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds » (hierna : het Vlaamse decreet van 3 juli 2015), dat bepaalt :

« HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een gemeenschaps- en gewestaangelegenheid.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen betreffende diverse decreten die uitvoering geven aan het decreet van 15 juli 2011 houdende vaststelling van de algemene regels waaronder in de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest periodieke plan- en rapporteringsverplichtingen aan lokale besturen kunnen worden opgelegd*

Art. 2. In afdeling 2 van hoofdstuk VI van het decreet van 28 april 1998 betreffende het Vlaamse integratiebeleid, vervangen bij het decreet van 30 april 2009 en gewijzigd bij het decreet van 6 juli 2012, wordt een artikel 28/1 ingevoegd, dat luidt als volgt :

' Art. 28/1. De bepalingen van deze afdeling zijn alleen van toepassing op de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 '.

Art. 3. In artikel 29 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden ' steden en ' opgeheven.

Art. 4. In artikel 30 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden ' steden en ' telkens opgeheven.

Art. 5. In artikel 31 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 30 april 2009, worden de woorden ' stad of ' opgeheven.

Art. 6. In artikel 2 van het decreet van 21 maart 2003 betreffende de armoedebestrijding, gewijzigd bij de decreten van 18 juli 2008 en 20 december 2013, wordt punt 11° vervangen door wat volgt :

' 11° lokale besturen : de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 en de Vlaamse Gemeenschapscommissie, tenzij anders is bepaald '.

Art. 7. In titel VII van het decreet van 22 juni 2007 inzake ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij het decreet van 13 juli 2012, wordt een artikel 15/1 ingevoegd dat luidt als volgt :

' Art. 15/1. Artikel 16/1 en 16/2 van deze titel zijn alleen van toepassing op de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 '.

Art. 8. Artikel 17 van het decreet van 30 november 2007 betreffende het flankerend onderwijsbeleid op lokaal niveau, gewijzigd bij het decreet van 29 juni 2012, wordt vervangen door wat volgt :

' Art. 17. Dit hoofdstuk is alleen van toepassing op de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 '.

Art. 9. In paragraaf 1 van artikel 4 van het decreet van 6 juli 2012 houdende de ondersteuning en stimulering van het lokaal jeugdbeleid en de bepaling van het provinciaal jeugdbeleid, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ' gemeenten uit het Nederlandse taalgebied ' vervangen door de woorden ' de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 ';

2° in het laatste lid wordt het woord ' gemeenten ' telkens vervangen door het woord ' randgemeenten '.

Art. 10. Artikel 4, § 4, van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 5, § 1, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

' Om het overleg en de inspraak bij de voorbereiding en de uitvoering van het jeugdbeleid te organiseren, inzonderheid in het kader van het meerjarenplan, en wat de randgemeenten betreft om voor subsidiëring in aanmerking te komen, richt de gemeenteraad een jeugdraad op of erkent de gemeenteraad een al bestaande jeugdraad '.

Art. 12. In artikel 3 van het decreet van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid wordt een tweede lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

' De bepalingen van titel 2 en titel 3, hoofdstuk 1 tot en met 3, zijn alleen van toepassing op de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 '.

Art. 13. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ' de gemeenten in het Nederlandse taalgebied ' vervangen door de woorden ' de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 ';

2° punt 3° van het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden ' en het cultuurcentrum ' opgeheven.

Art. 14. In titel 3, hoofdstuk 1, van hetzelfde decreet wordt het opschrift vervangen door wat volgt :

' Het cultuurbeleid van de randgemeenten '.

Art. 15. In titel 3 van hetzelfde decreet wordt het hoofdstuk 3 dat bestaat uit de artikelen 10 en 11, opgeheven.

Art. 16. In artikel 38, tweede lid, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden ' vermeld in artikel 10 ' vervangen door ' toegevoegd als bijlage bij dit decreet '.

Art. 17. In titel 3, hoofdstuk 6, van hetzelfde decreet wordt afdeling 2, die bestaat uit artikel 49, opgeheven.

Art. 18. In artikel 2 van het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren en subsidiëren van een lokaal sportbeleid, wordt een punt 15° toegevoegd, dat luidt als volgt :

' 15° randgemeenten : de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 '.

Art. 19. In artikel 4 van hetzelfde decreet wordt het woord ' gemeenten ' vervangen door het woord ' randgemeenten '.

Art. 20. In hetzelfde decreet worden in het opschrift van hoofdstuk 2 het woord ' gemeenten ' vervangen door het woord ' randgemeenten '.

Art. 21. In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet wordt in het opschrift van afdeling 1 het woord ' gemeenten ' vervangen door het woord ' randgemeenten '.

Art. 22. In hoofdstuk 2, afdeling 1, van hetzelfde decreet wordt in het opschrift van onderafdeling 1 het woord ' gemeenten ' vervangen door het woord ' randgemeenten '.

Art. 23. In artikel 5 van hetzelfde decreet wordt het woord ' gemeenten ' vervangen door het woord ' randgemeenten '.

Art. 24. In artikel 9 van hetzelfde decreet wordt het woord ' gemeente ' telkens vervangen door het woord ' randgemeente '.

Art. 25. In artikel 10 van hetzelfde decreet wordt het woord ' gemeente ' vervangen door het woord ' randgemeente '.

Art. 26. In hoofdstuk 2 van hetzelfde decreet wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen door wat volgt :

' Hoofdstuk 2/1. — De gemeentelijke sportraad en de sportraad voor de Vlaamse Gemeenschapscommissie '.

Art. 27. In hetzelfde decreet worden in het opschrift van hoofdstuk 4 de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid '.

Art. 28. In hoofdstuk 4 van hetzelfde decreet worden in het opschrift van afdeling 1 de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid '.

Art. 29. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid '.

In hetzelfde artikel 22, § 1, 4°, worden de woorden ' opgenomen in dit decreet ' opgeheven.

Art. 30. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid '.

Art. 31. In artikel 24 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid ';

2° in punt 1° worden de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid ';

3° in punt 2° worden de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid '.

Art. 32. In artikel 25 tot en met 27 van hetzelfde decreet worden de woorden ' de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen ' telkens vervangen door de woorden ' het lokaal Sport voor Allen-beleid '.

Art. 33. In artikel 2, eerste lid, van het decreet van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid wordt een punt 31° toegevoegd, dat luidt als volgt :

' 31° randgemeenten : de randgemeenten, vermeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 '.

Art. 34. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 tot en met 3 worden de woorden ' steden en gemeenten ' telkens vervangen door het woord ' randgemeenten ' ;

2° in paragraaf 5 worden de woorden ' stad of gemeente ' vervangen door het woord ' randgemeente ' ;

3° in paragraaf 6 worden de woorden ' steden en gemeenten ' vervangen door het woord ' randgemeenten ' .

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds*

Art. 35. In het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds, het laatst gewijzigd bij het decreet van 5 juli 2013, wordt een hoofdstuk III^{quater} ingevoegd, dat luidt als volgt :

' Hoofdstuk III^{quater}. — Bijzondere bepalingen inzake de vaststelling van de aanvullende dotatie ' .

Art. 36. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III^{quater}, ingevoegd bij artikel 35, een artikel 19^{novies} ingevoegd, dat luidt als volgt :

' Art. 19^{novies}. Vanaf het begrotingsjaar 2016 wordt op de begroting van het Vlaamse Gewest een aanvullende dotatie met betrekking tot het Vlaams Gemeentefonds ingeschreven. De aanvullende dotatie bedraagt 130.390.328,71 euro voor het begrotingsjaar 2016 en wordt niet geïndexeerd ' .

Art. 37. In hetzelfde decreet wordt in hetzelfde hoofdstuk III^{quater} een artikel 19^{decies} ingevoegd, dat luidt als volgt :

' Art. 19^{decies}. De lijst met gemeenten en hun aandelen in de aanvullende dotatie, vermeld in artikel 19^{novies}, waarop ze vanaf het begrotingsjaar 2016 recht hebben, worden bepaald in bijlage 1 die bij dit decreet is gevoegd ' .

Art. 38. In hetzelfde decreet wordt in hetzelfde hoofdstuk III^{quater} een artikel 19^{undecies} ingevoegd, dat luidt als volgt :

' Art. 19^{undecies}. De gemeentelijke aandelen in de aanvullende dotatie, vermeld in artikel 19^{decies}, worden aan de gemeenten uitbetaald voor 50 % op het einde van april van het begrotingsjaar, voor 25 % op het einde van oktober van het begrotingsjaar en voor 25 % op het einde van januari van het volgende begrotingsjaar ' .

Art. 39. In hetzelfde decreet wordt in hetzelfde hoofdstuk III^{quater} een artikel 19^{duodecies} ingevoegd, dat luidt als volgt :

' Art. 19^{duodecies}. De bepalingen, vermeld in artikel 6 tot en met 15, zijn niet van toepassing op de aanvullende dotatie, vermeld in artikel 19^{novies} ' .

Art. 40. Aan hetzelfde decreet wordt een bijlage 1 toegevoegd, die bij dit decreet is gevoegd.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 41. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2016, met dien verstande dat de subsidies die toegekend werden in het werkjaar 2015, verantwoord moeten worden volgens de bepalingen die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van dit decreet ».

« Bijlage bij het decreet van 3 juli 2015 tot wijziging van diverse decreten houdende de subsidiëring aan de lokale besturen en tot wijziging van het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds

GEMEENTE	Totaal	%
AALST	2.057.780,34	1,5698 %
AALTER	318.796,75	0,2432 %
AARSCHOT	655.847,64	0,5003 %
AARTSELAAR	258.149,03	0,1969 %
AFFLIGEM	199.766,54	0,1524 %
ALKEN	198.240,31	0,1512 %
ALVERINGEM	107.251,64	0,0818 %
ANTWERPEN	11.751.089,72	8,9643 %
ANZEGEM	248.850,77	0,1898 %
ARDOOIE	122.684,89	0,0936 %
ARENDONK	225.542,66	0,1721 %
AS	123.156,89	0,0940 %
ASSE	814.611,16	0,6214 %
ASSENEDE	212.323,91	0,1620 %
AVELGEM	153.218,90	0,1169 %
BAARLE-HERTOG	152.137,40	0,1161 %
BALEN	351.320,49	0,2680 %
BEERNEM	244.881,45	0,1868 %
BEERSE	289.254,20	0,2207 %
BEERSEL	607.609,90	0,4635 %
BEGIJNENDIJK	93.330,51	0,0712 %
BEKKEVOORT	79.006,96	0,0603 %

GEMEENTE	Totaal	%
BERINGEN	992.112,81	0,7568 %
BERLAAR	115.876,77	0,0884 %
BERLARE	240.954,76	0,1838 %
BERTEM	96.422,48	0,0736 %
BEVER	4.947,11	0,0038 %
BEVEREN	893.880,58	0,6819 %
BIERBEEK	309.168,53	0,2358 %
BILZEN	640.514,71	0,4886 %
BLANKENBERGE	488.238,04	0,3725 %
BOCHOLT	215.222,34	0,1642 %
BOECHOUT	218.009,78	0,1663 %
BONHEIDEN	266.704,82	0,2035 %
BOOM	626.237,73	0,4777 %
BOORTMEERBEEK	177.593,29	0,1355 %
BORGLOON	240.362,23	0,1834 %
BORNEM	641.997,88	0,4897 %
BORSBEEK	236.868,29	0,1807 %
BOUTERSEM	120.754,01	0,0921 %
BRAKEL	149.891,59	0,1143 %
BRASSCHAAT	748.570,77	0,5710 %
BRECHT	380.855,30	0,2905 %
BREDENE	271.868,08	0,2074 %
BREE	355.148,93	0,2709 %
BRUGGE	2.614.389,16	1,9944 %
BUGGENHOUT	219.035,63	0,1671 %
DAMME	178.466,18	0,1361 %
DE HAAN	219.004,85	0,1671 %
DE PANNE	217.494,41	0,1659 %
DE PINTE	195.835,52	0,1494 %
DEERLIJK	185.021,37	0,1411 %
DEINZE	557.916,77	0,4256 %
DENDERLEEUV	393.605,81	0,3003 %
DENDERMONDE	773.883,42	0,5904 %
DENTERGEM	89.646,93	0,0684 %
DESSEL	128.528,47	0,0980 %
DESTELBERGEN	283.115,20	0,2160 %
DIEPENBEEK	267.150,79	0,2038 %
DIEST	670.445,23	0,5114 %
DIKSMUIDE	389.036,19	0,2968 %
DILBEEK	1.197.631,10	0,9136 %
DILSEN-STOKKEM	463.117,40	0,3533 %
DUFFEL	289.708,64	0,2210 %
EDEGEM	407.395,54	0,3108 %
EKLO	592.924,13	0,4523 %
ERPE-MERE	203.785,99	0,1555 %
ESSEN	311.035,75	0,2373 %
EVERGEM	618.799,03	0,4721 %
GALMAARDEN	129.526,16	0,0988 %
GAVERE	199.538,48	0,1522 %
GEEL	982.045,52	0,7492 %
GEETBETS	77.948,22	0,0595 %

GEMEENTE	Totaal	%
GENK	2.198.359,29	1,6770 %
GENT	5.687.578,08	4,3388 %
GERAARDSBERGEN	740.530,64	0,5649 %
GINGELOM	88.061,38	0,0672 %
GISTEL	192.943,95	0,1472 %
GLABBEEK	143.503,83	0,1095 %
GOOIK	132.891,29	0,1014 %
GRIMBERGEN	1.099.121,34	0,8385 %
GROBBENDONK	181.822,49	0,1387 %
HAACHT	217.659,36	0,1660 %
HAALERT	256.953,01	0,1960 %
HALEN	129.282,77	0,0986 %
HAM	228.309,90	0,1742 %
HAMME	357.168,32	0,2725 %
HAMONT-ACHEL	219.065,42	0,1671 %
HARELBEKE	483.157,88	0,3686 %
HASSELT	2.210.368,27	1,6862 %
HECHTEL-EKSEL	199.898,10	0,1525 %
HEERS	141.581,38	0,1080 %
HEIST-OP-DEN-BERG	818.177,10	0,6241 %
HEMIKSEM	192.379,34	0,1468 %
HERENT	363.154,30	0,2770 %
HERENTALS	736.458,17	0,5618 %
HERENTHOUT	125.521,10	0,0958 %
HERK-DE-STAD	222.722,19	0,1699 %
HERNE	81.824,36	0,0624 %
HERSELT	218.721,79	0,1669 %
HERSTAPPE	0,00	0,0000 %
HERZELE	271.002,34	0,2067 %
HEUSDEN-ZOLDER	996.395,87	0,7601 %
HEUVELLAND	121.725,35	0,0929 %
HOEGAARDEN	116.188,73	0,0886 %
HOEILAART	208.114,98	0,1588 %
HOESELT	170.009,47	0,1297 %
HOLSBEEK	137.486,27	0,1049 %
HOOGLEDE	192.157,33	0,1466 %
HOOGSTRATEN	334.202,13	0,2549 %
HOREBEKE	3.675,06	0,0028 %
HOUTHALEN-HELCHTEREN	826.248,30	0,6303 %
HOUTHULST	168.362,75	0,1284 %
HOVE	147.390,78	0,1124 %
HULDENBERG	132.233,16	0,1009 %
HULSHOUT	159.125,47	0,1214 %
ICHTEGEM	227.150,88	0,1733 %
IEPER	824.673,22	0,6291 %
INGELMUNSTER	178.683,67	0,1363 %
IZEGEM	515.432,00	0,3932 %
JABBEKE	214.786,06	0,1638 %
KALMTHOUT	272.979,47	0,2082 %
KAMPENHOUT	187.180,79	0,1428 %
KAPELLEN	431.008,29	0,3288 %

GEMEENTE	Totaal	%
KAPELLE-OP-DEN-BOS	134.328,89	0,1025 %
KAPRIJKE	80.130,16	0,0611 %
KASTERLEE	265.958,70	0,2029 %
KEERBERGEN	202.288,01	0,1543 %
KINROOI	196.696,08	0,1500 %
KLUISBERGEN	114.418,66	0,0873 %
KNESSELARE	123.284,24	0,0940 %
KNOKKE-HEIST	661.699,53	0,5048 %
KOEKELARE	88.359,40	0,0674 %
KOKSIJDE	458.631,02	0,3499 %
KONTICH	297.437,54	0,2269 %
KORTEMARK	204.675,25	0,1561 %
KORTENAKEN	125.195,27	0,0955 %
KORTENBERG	291.707,31	0,2225 %
KORTESSEM	124.176,58	0,0947 %
KORTRIJK	2.223.064,63	1,6959 %
KRUIBEKE	241.281,96	0,1841 %
KRUISSHOUTEM	123.692,85	0,0944 %
KUURNE	228.669,63	0,1744 %
LAAKDAL	245.659,88	0,1874 %
LAARNE	222.969,09	0,1701 %
LANAKEN	361.463,70	0,2757 %
LANDEN	309.008,03	0,2357 %
LANGEMARK-POELKAPELLE	124.495,23	0,0950 %
LEBBEKE	266.063,22	0,2030 %
LEDE	260.491,95	0,1987 %
LEDEGEM	131.395,94	0,1002 %
LENDELEDE	109.323,37	0,0834 %
LENNIK	131.512,40	0,1003 %
LEOPOLDSBURG	513.989,49	0,3921 %
LEUVEN	2.331.722,77	1,7788 %
LICHTERVELDE	124.084,90	0,0947 %
LIEDEKERKE	331.426,14	0,2528 %
LIER	929.413,20	0,7090 %
LIERDE	114.193,89	0,0871 %
LILLE	174.280,60	0,1330 %
LINT	182.549,84	0,1393 %
LINTER	66.662,54	0,0509 %
LOCHRISTI	306.704,72	0,2340 %
LOKEREN	986.373,46	0,7525 %
LOMMEL	741.409,57	0,5656 %
LONDERZEEL	267.625,20	0,2042 %
LO-RENINGE	14.406,56	0,0110 %
LOVENDEGEM	138.203,59	0,1054 %
LUBBEEK	214.282,51	0,1635 %
LUMMEN	219.432,51	0,1674 %
MAARKEDAL	113.581,78	0,0866 %
MAASEIK	530.007,80	0,4043 %
MAASMECHELEN	1.053.409,46	0,8036 %
MACHELEN	419.587,62	0,3201 %
MALDEGEM	361.630,90	0,2759 %

GEMEENTE	Totaal	%
MALLE	268.754,65	0,2050 %
MECHELEN	2.322.477,30	1,7717 %
MEERHOUT	145.639,96	0,1111 %
MEEUWEN-GRUITRODE	220.148,09	0,1679 %
MEISE	281.826,92	0,2150 %
MELLE	182.360,01	0,1391 %
MENEN	927.696,69	0,7077 %
MERCHTEM	194.943,42	0,1487 %
MERELBEKE	388.453,77	0,2963 %
MERKSPLAS	127.307,66	0,0971 %
MESEN	110.661,78	0,0844 %
MEULEBEKE	183.237,14	0,1398 %
MIDDELKERKE	341.679,87	0,2607 %
MOERBEKE	79.664,40	0,0608 %
MOL	938.637,28	0,7160 %
MOORSLEDE	180.893,72	0,1380 %
MORTSEL	575.138,45	0,4387 %
NAZARETH	214.147,67	0,1634 %
NEERPELT	292.240,31	0,2229 %
NEVELE	200.383,12	0,1529 %
NIEL	136.818,76	0,1044 %
NIEUWERKERKEN	60.243,45	0,0460 %
NIEUWPOORT	225.852,77	0,1723 %
NIJLEN	308.000,36	0,2350 %
NINOVE	801.496,60	0,6114 %
OLEN	205.620,41	0,1569 %
OOSTENDE	1.844.455,70	1,4070 %
OOSTERZELE	178.326,82	0,1360 %
OOSTKAMP	374.223,21	0,2855 %
OOSTROZEBEKE	121.179,95	0,0924 %
OPGLABBEEK	185.971,27	0,1419 %
OPWIJK	234.460,16	0,1789 %
OUDENAARDE	413.093,15	0,3151 %
OUDENBURG	92.064,41	0,0702 %
OUD-HEVERLEE	198.691,34	0,1516 %
OUD-TURNHOUT	217.541,01	0,1660 %
OVERIJSE	561.565,83	0,4284 %
OVERPELT	358.248,98	0,2733 %
PEER	270.256,11	0,2062 %
PEPINGEN	108.169,89	0,0825 %
PITTEM	82.820,52	0,0632 %
POPERINGE	313.263,81	0,2390 %
PUTTE	258.987,89	0,1976 %
PUURS	309.293,86	0,2359 %
RANST	269.626,08	0,2057 %
RAVELS	236.596,65	0,1805 %
RETIE	179.829,08	0,1372 %
RIEMST	171.410,97	0,1308 %
RIJKEVORSEL	187.345,84	0,1429 %
ROESELARE	1.980.822,17	1,5111 %
RONSE	776.123,96	0,5921 %

GEMEENTE	Totaal	%
ROOSDAAL	189.818,51	0,1448 %
ROTSELAAR	243.706,95	0,1859 %
RUISELEDE	53.854,08	0,0411 %
RUMST	226.578,49	0,1728 %
SCHELLE	137.353,75	0,1048 %
SCHERPENHEUVEL-ZICHEM	322.061,23	0,2457 %
SCHILDE	291.079,39	0,2221 %
SCHOTEN	628.732,52	0,4796 %
SINT-AMANDS	123.159,22	0,0940 %
SINT-GILLIS-WAAS	274.977,45	0,2098 %
SINT-KATELIJNE-WAVER	341.240,11	0,2603 %
SINT-LAUREINS	114.754,60	0,0875 %
SINT-LIEVENS-HOUTEM	162.441,72	0,1239 %
SINT-MARTENS-LATEM	123.748,14	0,0944 %
SINT-NIKLAAS	2.115.258,52	1,6136 %
SINT-PIETERS-LEEUEW	626.608,28	0,4780 %
SINT-TRUIDEN	1.059.243,49	0,8080 %
SPIERE-HELKIJN	38.241,10	0,0292 %
STABROEK	263.722,98	0,2012 %
STADEN	183.324,58	0,1398 %
STEENOKKERZEEL	194.184,92	0,1481 %
STEKENE	257.737,00	0,1966 %
TEMSE	720.426,49	0,5496 %
TERNAT	433.982,68	0,3311 %
TERVUREN	382.494,03	0,2918 %
TESSENDERLO	385.777,26	0,2943 %
TIELT	533.467,11	0,4070 %
TIELT-WINGE	194.156,69	0,1481 %
TIENEN	802.983,51	0,6126 %
TONGEREN	718.543,41	0,5481 %
TORHOUT	410.220,51	0,3129 %
TREMELO	153.711,14	0,1173 %
TURNHOUT	1.543.621,89	1,1776 %
VEURNE	224.058,72	0,1709 %
VILVOORDE	1.049.281,89	0,8004 %
VLETEREN	46.036,26	0,0351 %
VOEREN	61.646,68	0,0470 %
VORSELAAR	148.245,83	0,1131 %
VOSELAAR	176.841,09	0,1349 %
WAARSCHOOT	130.989,64	0,0999 %
WAASMUNSTER	218.328,11	0,1666 %
WACHTEBEKE	118.238,23	0,0902 %
WAREGEM	876.378,62	0,6685 %
WELLEN	83.664,43	0,0638 %
WERVIK	328.846,08	0,2509 %
WESTERLO	396.326,83	0,3023 %
WETTEREN	619.810,76	0,4728 %
WEVELGEM	629.203,26	0,4800 %
WICHELEN	184.262,13	0,1406 %
WIELSBEKE	130.506,18	0,0996 %
WIJNEGEM	141.355,39	0,1078 %

GEMEENTE	Totaal	%
WILLEBROEK	552.746,01	0,4217 %
WINGENE	229.315,30	0,1749 %
WOMMELGEM	132.064,37	0,1007 %
WORTEGEM-PETEGEM	80.614,02	0,0615 %
WUUSTWEZEL	284.339,11	0,2169 %
ZANDHOVEN	197.881,36	0,1510 %
ZAVENTEM	646.866,66	0,4935 %
ZEDELGEM	315.864,76	0,2410 %
ZELE	408.104,48	0,3113 %
ZELZATE	247.946,04	0,1891 %
ZEMST	409.077,38	0,3121 %
ZINGEM	119.293,47	0,0910 %
ZOERSEL	349.896,85	0,2669 %
ZOMERGEM	131.902,55	0,1006 %
ZONHOVEN	309.350,63	0,2360 %
ZONNEBEKE	199.268,22	0,1520 %
ZOTTEGEM	381.928,89	0,2914 %
ZOUTLEEUV	127.389,49	0,0972 %
ZUIENKERKE	5.014,44	0,0038 %
ZULTE	231.455,78	0,1766 %
ZUTENDAAL	127.551,74	0,0973 %
ZWALM	122.822,19	0,0937 %
ZWEVEGEM	378.987,29	0,2891 %
ZWIJNDRECHT	345.107,02	0,2633 %
TOTAL	130.390.328,71	100 %

».

B.2.1. Het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 omvat in essentie twee – elkaar aanvullende – onderwerpen, respectievelijk geregeld in hoofdstuk 2, enerzijds, en in hoofdstuk 3 en de bijlage bij het bestreden decreet, anderzijds.

B.2.2. In de eerste plaats worden de bepalingen van acht Vlaamse decreten, waarbij de subsidiëring van het lokaal beleid in verschillende domeinen wordt georganiseerd, bij hoofdstuk 2 van het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 gewijzigd of opgeheven :

- in het decreet van 28 april 1998 betreffende het Vlaamse integratiebeleid : een nieuw artikel 28/1 wordt ingevoegd en de artikelen 29 tot 31 worden gewijzigd (artikelen 2 tot 5);

- in het decreet van 21 maart 2003 betreffende de armoedebestrijding : artikel 2, 11°, wordt vervangen (artikel 6);

- in het kaderdecreet van 22 juni 2007 inzake ontwikkelingssamenwerking : een nieuw artikel 15/1 wordt ingevoegd (artikel 7);

- in het decreet van 30 november 2007 betreffende het flankerend onderwijsbeleid op lokaal niveau : artikel 17 wordt vervangen (artikel 8);

- in het decreet van 6 juli 2012 houdende de ondersteuning en stimulering van het lokaal jeugdbeleid en de bepaling van het provinciaal jeugdbeleid : artikel 4, § 1, wordt gewijzigd, artikel 4, § 4, wordt opgeheven en artikel 5, § 1, wordt vervangen (artikelen 9 tot 11);

- in het decreet van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid : een tweede lid wordt ingevoegd in artikel 3, artikel 5 wordt gewijzigd, het opschrift van titel 3, hoofdstuk 1, wordt gewijzigd, titel 3, hoofdstuk 3, en titel 3, hoofdstuk 6, afdeling 2, worden opgeheven, en artikel 38, tweede lid, 1°, wordt gewijzigd (artikelen 12 tot 17);

- in het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren en subsidiëren van een lokaal sportbeleid : een 15° wordt ingevoegd in artikel 2, de artikelen 4, 5, 9 en 10, 22 tot 27, alsook het opschrift van hoofdstuk 2, het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk 2 en het opschrift van onderafdeling 1 van afdeling 1 van hoofdstuk 2, het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk 2 en het opschrift van afdeling 1 van hoofdstuk 4 worden gewijzigd (artikelen 18 tot 32) en

- in het decreet van 7 juni 2013 betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid : een 31° wordt ingevoegd in artikel 2 en artikel 13 wordt gewijzigd (artikelen 33 en 34).

Die acht decreten organiseren verschillende subsidiëringwijzen voor het uitvoerend beleid op lokaal vlak in de domeinen jeugd, sport, cultuur, onderwijs, integratie, strijd tegen kinderarmoede en ontwikkelingssamenwerking.

Het toepassingsgebied van de aldus gewijzigde decreetsbepalingen is, voor wat de gemeenten van het Nederlandse taalgebied betreft, voortaan beperkt tot de zes randgemeenten bedoeld in artikel 7 van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken (hierna : de randgemeenten).

B.2.3. In de tweede plaats wijzigt hoofdstuk 3 van het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds, door vanaf het begrotingsjaar 2016 op de begroting van het Vlaamse Gewest een aanvullende dotatie met betrekking tot het Vlaams Gemeentefonds in te schrijven, waarvan het bedrag 130 390 328,71 euro bedraagt en die niet wordt geïndexeerd (artikel 36).

De lijst met de Vlaamse gemeenten en hun aandeel in die aanvullende dotatie wordt bepaald in bijlage 1 bij het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 (artikel 37), die eveneens wordt toegevoegd aan het voormelde decreet van 5 juli 2002 (artikel 40). Het aandeel in die aanvullende dotatie wordt aan de gemeenten gespreid uitbetaald, namelijk eind april, eind oktober en eind januari van het volgende begrotingsjaar (artikel 38). De bedragen van dat aandeel, opgenomen in de bijlage bij het Vlaamse decreet van 3 juli 2015, variëren van 0 tot verscheidene miljoenen euro.

De randgemeenten zijn niet vermeld in de bijlage bij het Vlaamse decreet van 3 juli 2015.

B.2.4. Het bestreden decreet treedt in werking op 1 januari 2016, waarbij de subsidies die toegekend werden in het werkjaar 2015, verantwoord moeten worden volgens de bepalingen die van kracht waren vóór de inwerkingtreding van het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 (artikel 41).

B.3.1. Het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 vervangt aldus een systeem van voorwaardelijke toekenning van verschillende sectorale subsidies aan de lokale besturen, georganiseerd door de acht decreten opgesomd in B.2.2, door een - in de bijlage bij het decreet bepaald - vast aandeel in een algemene aanvullende dotatie van het Vlaams Gemeentefonds.

De niet-geïndexeerde, aanvullende dotatie van 130 390 328,71 euro van het Vlaams Gemeentefonds wordt verdeeld onder de 302 gemeenten van het Nederlandse taalgebied opgesomd in de bijlage bij het bestreden decreet, die een forfaitair percentage van die aanvullende dotatie genieten, dat berekend is rekening houdend met alle subsidies die in 2014 door de Vlaamse gemeenten werden ontvangen op basis van de vroegere subsidieregeling.

Alleen de randgemeenten blijven onderworpen aan de vroegere subsidiëringsregeling voor lokaal beleid.

B.3.2. In de parlementaire voorbereiding wordt uiteengezet dat het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 in het verlengde ligt van het Vlaamse decreet van 15 juli 2011 « houdende vaststelling van de algemene regels waaronder in de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest periodieke plan- en rapporteringsverplichtingen aan lokale besturen kunnen worden opgelegd » (hierna: het Vlaamse decreet van 15 juli 2011), dat ertoe strekt « zeer diverse en gedetailleerde sectorale plan-, rapporterings- en subsidieregelingen te stroomlijnen en de bureaucratische last die hiermee gepaard ging substantieel te verminderen » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2014-2015, nr. 357/1, p. 3). De doelstelling bestaat erin een evenwicht te vinden tussen, enerzijds, de formulering, door de Vlaamse overheid, van Vlaamse beleidsprioriteiten in bepaalde sectoren en, anderzijds, meer bewegingsvrijheid voor de lokale besturen (*ibid.*).

Ook wordt uitgelegd dat het bestreden decreet uitvoering geeft aan het Regeerakkoord van de Vlaamse Regering 2014-2019, waarin wordt gepreciseerd :

« We integreren volgende sectorale subsidies aan lokale besturen in het Gemeentefonds : lokaal cultuurbeleid, lokaal jeugdbeleid, lokaal sportbeleid, flankerend onderwijsbeleid, bestrijding kinderarmoede, gemeentelijke ontwikkelingsamenwerking, integratiesubsidies. De verdeling van het totale bedrag dat hierdoor wordt toegevoegd aan het Gemeentefonds, zal gebeuren overeenkomstig het aandeel dat de gemeenten in 2014 krijgen uit al deze subsidieregelingen samen. De groeiwet van het Gemeentefonds is niet van toepassing op dit bedrag. Voor de gemeenten in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en voor de faciliteitengemeenten in de Vlaamse Rand blijft de huidige regeling van kracht » (*ibid.*, pp. 3-4).

B.3.3. In de memorie van toelichting bij het bestreden decreet wordt de aparte regeling voor de randgemeenten als volgt verantwoord :

« Deze aparte regeling is te verantwoorden gelet op het bijzonder statuut van deze gemeenten, bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 en gelet op de coördinatie met vzw De Rand, die in bepaalde randgemeenten al een beleid uitvoert, onder andere met betrekking tot het jeugd-, sport-, en cultuurbeleid. Aangezien in bepaalde randgemeenten de subsidies via vzw De Rand dus specifiek naar initiatieven gaan, bijvoorbeeld met betrekking tot de doelstellingen in het kader van het sportbeleid, is het aangewezen om ook de subsidies die rechtstreeks aan bepaalde randgemeenten (namelijk degenen die ingetekend hebben op bepaalde Vlaamse beleidsprioriteiten) worden toegekend, te laten kaderen binnen dezelfde doelstellingen en dus niet op te nemen in de algemene financiering. De betrokken gemeenten behouden de nodige vrijheid om binnen deze Vlaamse beleidsprioriteiten een eigen beleid te ontwikkelen » (*ibid.*, p. 4; zie ook p. 7).

B.3.4. Bij het onderzoeken van het verschil in behandeling tussen de randgemeenten en de andere gemeenten van het Nederlandse taalgebied in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State opgemerkt :

« 4. Het ontwerp bevat een aantal verschillen in behandeling tussen, enerzijds, de randgemeenten, die niet in aanmerking komen voor de aanvullende dotatie en, anderzijds, de overige gemeenten in het Nederlandse taalgebied, die wel in aanmerking komen voor die dotatie. Het ontwerp leidt ook tot een verschil in behandeling tussen de gemeenten in het Nederlandse taalgebied die in aanmerking komen voor die aanvullende dotatie, in zoverre het aandeel van elke gemeente wordt bepaald aan de hand van het aandeel in de sectorale subsidies dat elk van hen in 2014 ontving. Hierbij moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt.

Wat de verschillen in behandeling tussen de randgemeenten en de overige gemeenten in het Nederlandse taalgebied betreft

5.1. Het ontwerp heeft tot gevolg dat er een dubbel verschil in behandeling wordt ingevoerd tussen de randgemeenten en de overige gemeenten gelegen in het Nederlandse taalgebied. Enerzijds worden er in de voormelde sectoren specifieke verplichtingen opgelegd aan of subsidies voor specifieke opdrachten ter beschikking gesteld van de randgemeenten, terwijl die verplichtingen en subsidies niet gelden ten aanzien van de overige gemeenten van het Nederlandse taalgebied. Anderzijds komen de randgemeenten niet in aanmerking voor de aanvullende dotatie om een algemeen beleid in het kader van de lokale autonomie te voeren, terwijl de overige gemeenten van het Nederlandse taalgebied wel in aanmerking komen voor de aanvullende dotatie, ook al ontvangen ze - door het gehanteerde verdelingscriterium - niet allen een aandeel ervan. Zodoende beschikken de randgemeenten over minder middelen voor de door hen gekozen aangelegenheden van gemeentelijk belang.

5.2. Luidens artikel 7bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 worden ' [o]nverminderd de bepalingen vermeld in artikel 7, § 1, eerste en derde lid, en de artikelen 279 en 280 van de nieuwe gemeentewet, [...] de samenstelling, organisatie, bevoegdheid, werking, aanstelling of verkiezing van de organen van en het administratief toezicht op de gemeenten die gelegen zijn op het grondgebied van eenzelfde gewest door dit gewest op identieke wijze geregeld '.

In arrest nr. 35/2003 van 25 maart 2003 heeft het Grondwettelijk Hof omtrent deze bijzondere wetsbepaling het volgende geoordeeld :

' B.14.4. Doordat de bijzondere wetgever bepaalt dat de door hem opgesomde aangelegenheden door het gewest " op identieke wijze " moeten worden geregeld, heeft hij willen vermijden dat de gewestbevoegdheid inzake ondergeschikte besturen zou worden aangewend om aan bepaalde gemeenten zonder verantwoording minder bevoegdheden of minder autonomie toe te kennen dan aan de andere gemeenten. Het is de gewesten niet verboden om rekening te houden met objectieve verschillen die een verschillende behandeling verantwoorden. Uit de parlementaire voorbereiding blijkt immers dat een gewestelijke bepaling kan voorschrijven dat een gemeente of een groep van gemeenten in vergelijking met de andere gemeenten van het gewest over minder bevoegdheden of over een minder ruime autonomie zal beschikken, wanneer het onderscheid noodzakelijk is (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, pp. 20-21, en nr. 2-709/7, p. 12; *Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, nr. 1280/003, pp. 10-11).

B.14.5. De bestreden bepaling staat derhalve niet eraan in de weg dat categorieën van gemeenten die zich ten aanzien van een bepaalde maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op verschillende wijze worden behandeld, noch dat diezelfde gemeenten, wanneer zij zonder redelijke verantwoording gelijk worden behandeld, zich op de artikelen 10 en 11 van de Grondwet beroepen '.

Aldus voegt artikel 7bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 niets toe aan de klassieke betekenis van het gelijkheidsbeginsel, dat immers een verschil in behandeling toelaat wanneer hiervoor een redelijke verantwoording bestaat.

5.3. In de memorie van toelichting bij het ontwerp worden de in randnummer 5.1 vermelde verschillen in behandeling als volgt verantwoord :

' Deze aparte regeling is te verantwoorden gelet op het bijzonder statuut van deze gemeenten bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 en gelet op de coördinatie met VZW De Rand, die in bepaalde randgemeenten al een beleid uitvoert onder andere met betrekking tot het jeugd-, sport-, en cultuurbeleid. Aangezien in bepaalde randgemeenten de subsidies via vzw De Rand dus specifiek naar initiatieven gaan bijvoorbeeld m.b.t. de doelstellingen in het kader van het sportbeleid, is het aangewezen om ook de subsidies die rechtstreeks aan bepaalde randgemeenten (nl. degenen die ingetekend hebben op bepaalde Vlaamse beleidsprioriteiten) worden toegekend, te laten kaderen binnen dezelfde doelstellingen en dus niet op te nemen in de algemene financiering. De betrokken gemeenten behouden de nodige vrijheid om binnen deze Vlaamse beleidsprioriteiten een eigen beleid te ontwikkelen '.

In antwoord op de kritiek van sommige adviesraden wordt hier nog het volgende aan toegevoegd :

' Wat betreft de faciliteitengemeenten in de Vlaamse Rand moet blijvend worden gewezen op het bijzonder statuut van deze gemeenten en op de coördinatie met de werking van vzw De Rand die specifiek naar deze gemeenten en naar deze sectoren toe, reeds initiatieven subsidieert. Het is derhalve aangewezen om de subsidies die rechtstreeks aan bepaalde randgemeenten worden toegekend, te laten kaderen binnen dezelfde doelstelling en dus niet op te nemen in de algemene financiering '.

5.4. De verantwoording van noodzaak tot coördinatie met de subsidiëring door de vzw De Rand lijkt op te gaan voor die sectoren waarvoor die instelling effectief subsidies verleent, wat volgens de memorie van toelichting het geval lijkt te zijn met betrekking tot het jeugd-, sport-, en cultuurbeleid. Hoe het ' bijzonder statuut ' van de randgemeenten wat betreft de andere sectoren een verschil in behandeling kan verantwoorden, wordt evenwel niet in de memorie van toelichting geëxpliciteerd, wat nochtans noodzakelijk is om de bestaanbaarheid van dit verschil in behandeling met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet te verantwoorden.

Hieromtrent om nadere uitleg gevraagd, verklaarde de gemachtigde :

' Er wordt voor geopteerd om de subsidies aan de faciliteitengemeenten in de Vlaamse Rand in het kader van de gemeenschapsbevoegdheden op eenzelfde wijze te behandelen, zodat ze in hun strategische meerjarenplanningen een coherent en transversaal beleid kunnen voeren m.b.t. deze bevoegdheden. Door de koppeling van deelrapportagecodes wordt het zowel voor de gemeente als de toezichhoudende overheid duidelijk in welke mate er een transversaal beleid gevoerd wordt en welke financiering de gemeente hieraan koppelt '.

De doelstelling om de sectorale subsidies aan de randgemeenten in alle in het ontwerp bedoelde sectoren op eenzelfde wijze te behandelen, lijkt de onder 5.1 vermelde verschillen in behandeling voor de sectoren waarvoor de noodzaak tot coördinatie met de subsidiëring door de vzw De Rand niet geldt, redelijk te kunnen verantwoorden. Het verdient aanbeveling de voormelde toelichting in de memorie van toelichting op te nemen.

5.5. Evenwel dient te worden opgemerkt dat de sectorale subsidies aan de gemeenten in de sectoren integratie en inburgering, armoedebestrijding, ontwikkelingssamenwerking, flankerend onderwijsbeleid, lokaal jeugdbeleid, lokaal cultuurbeleid en lokaal sportbeleid worden toegekend binnen de beschikbare begrotingskredieten. De in randnummer 5.1 vermelde verschillen in behandeling zouden onevenredige gevolgen hebben indien er niet in begrotingskredieten zou worden voorzien voor de sectorale subsidieregelingen die blijven gelden voor de randgemeenten, terwijl de overige gemeenten van het Nederlandse taalgebied van de aanvullende dotatie zouden genieten waarin de bepalingen van hoofdstuk 3 van het ontwerp voorzien » (*ibid.*, pp. 99-101).

Ten aanzien van het belang om in rechte op te treden

B.4. De eerste verzoekende partij is een vzw waarvan het maatschappelijk doel erin bestaat de mensenrechten en de rechten van de minderheden zoals zij zijn verankerd in de Grondwet en in diverse internationaalrechtelijke instrumenten te bevorderen en, in voorkomend geval, in rechte op te treden om een aantasting van die rechten aan te klagen; zij verantwoordt haar belang om de vernietiging van het bestreden decreet te vorderen door het feit dat dat decreet, naar haar mening, discriminaties op grond van de taal bevat.

De tweede verzoekende partij is een particulier die haar woonplaats heeft in de gemeente Kraainem; zij is van mening dat zij doet blijken van een persoonlijk en rechtstreeks belang om de vernietiging te vorderen, aangezien haar gemeente in de toekomst niet langer dezelfde subsidies zal kunnen genieten als de andere gemeenten van het Vlaamse Gewest, hetgeen op termijn haar culturele rechten zou kunnen verminderen.

B.5. De Vlaamse Regering werpt de onontvankelijkheid van het beroep wegens gebrek aan belang op, omdat zij van mening is dat de verzoekende partijen geen enkel individueel en rechtstreeks belang erbij hebben de vernietiging te vorderen. Het bestreden decreet zou immers geen enkele discriminatie op grond van de taal bevatten en een inwoner van een randgemeente doet niet blijken van een belang om het financieringssysteem van zijn gemeente aan te vechten, aangezien hij daardoor slechts op indirecte of hypothetische wijze zou kunnen worden geraakt.

B.6.1. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt; bijgevolg is de *actio popularis* niet toelaatbaar.

B.6.2. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.6.3. Bij het bestreden decreet vervangt het Vlaamse Gewest het systeem van voorwaardelijke subsidiëring van de gemeenten in verschillende domeinen door een forfaitaire en automatische tegemoetkoming van het Vlaams Gemeentefonds voor alle Vlaamse gemeenten, met uitzondering van de zes randgemeenten, die onderworpen blijven aan de vroegere regeling van sectorale subsidiëring.

Zonder dat de omschrijving van het maatschappelijk doel van de eerste verzoekende partij letterlijk moet worden genomen als een middel dat zij aanwendt om gelijk welke norm aan te vechten onder het voorwendsel dat elke norm een weerslag heeft op iemands rechten, kan ervan worden uitgegaan dat het zich onderscheidt van het algemeen belang.

Volgens de eerste verzoekende partij zou het bestreden decreet afbreuk doen aan haar maatschappelijk doel, in zoverre het Vlaamse Gewest aldus een discriminatie op grond van een taalcriterium zou hebben ingesteld en in zoverre dat decreet de rechtssituatie van de randgemeenten en van de inwoners van die gemeenten, die bijzondere waarborgen genieten, zou kunnen raken.

Aldus beperkt, hangt het onderzoek van dat belang samen met de draagwijdte die aan het bestreden decreet moet worden gegeven. Bijgevolg valt het onderzoek van de ontvankelijkheid, wat de eerste verzoekende partij betreft, samen met het onderzoek van de grond van de zaak.

B.6.4. De tweede verzoekende partij voert ter staving van haar belang geen aantasting aan van de specifieke waarborgen die zij als inwoner van een randgemeente geniet, maar alleen een aantasting van haar culturele rechten, die haar gemeente op termijn zou kunnen verminderen bij ontstentenis van subsidiëring in het culturele domein in de ruime zin.

De tweede verzoekende partij kan niet rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door een decreet dat de financiering van de Vlaamse gemeenten regelt. Al zou een dergelijk decreet dat de omvang bepaalt van de financiële middelen van de gemeenten weliswaar indirect een weerslag kunnen hebben op de situatie van de inwoners van die gemeenten, dan neemt zulks toch niet weg dat het de randgemeenten zelf zijn die te dezen door dat decreet rechtstreeks kunnen worden geraakt. Het zich beroepen op de gevolgen van het decreet, volstaat niet om aan te tonen dat de tweede verzoekende partij rechtstreeks in haar individuele situatie zou kunnen worden geraakt. Voor het overige dient te worden vastgesteld dat het bestreden decreet de regeling wijzigt voor de subsidiëring van de gemeenten in domeinen die het culturele domein alleen overstijgen.

De tweede verzoekende partij doet dus niet blijken van het vereiste belang, zodat het beroep tot vernietiging in die mate onontvankelijk is.

Ten gronde

B.7. De verzoekende partij is van mening dat de bestreden bepalingen een dubbel verschil in behandeling tussen de randgemeenten en de andere gemeenten van het Nederlandse taalgebied inhouden, enerzijds, in zoverre de zes randgemeenten onderworpen blijven aan bepaalde specifieke en administratieve verplichtingen om sectorale subsidies te kunnen genieten, en, anderzijds, in zoverre die gemeenten worden uitgesloten van de aanvullende dotatie die ertoe strekt de inwerkingstelling van de lokale autonomie, in het bijzonder in culturele aangelegenheden, te verzekeren.

Volgens de verzoekende partij zou dat dubbele verschil in behandeling een schending inhouden van :

- artikel 7bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (eerste middel);
- artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet (tweede middel) en
- de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en het evenredigheidsbeginsel (derde middel).

Ten aanzien van het eerste middel

B.8.1. Artikel 7bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij artikel 8 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen, bepaalt :

« Onverminderd de bepalingen vermeld in artikel 7, § 1, eerste en derde lid, en de artikelen 279 en 280 van de nieuwe gemeentewet, worden de samenstelling, organisatie, bevoegdheid, werking, aanstelling of verkiezing van de organen van en het administratief toezicht op de gemeenten die gelegen zijn op het grondgebied van eenzelfde gewest door dit gewest op identieke wijze geregeld ».

B.8.2. Krachtens artikel 7bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn de gewesten ertoe gehouden, onverminderd de uitdrukkelijk vermelde bepalingen, « de samenstelling, organisatie, bevoegdheid, werking, aanstelling of verkiezing van de organen van en het administratief toezicht op de gemeenten die gelegen zijn op het grondgebied van eenzelfde gewest », op identieke wijze te regelen.

Die bepaling strekte ertoe te voorzien in een wetgevend kader voor de uitoefening, door de gewesten, « van hun nieuwverworven bevoegdheden met betrekking tot de samenstelling, organisatie, bevoegdheid, werking, aanstelling of verkiezing van hun organen of het toezicht » (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, p. 20; zie ook *ibid.*, p. 12), na de regionalisering van de organieke wetgeving met betrekking tot de gemeenten en de provincies, bij artikel 4 van de voormelde bijzondere wet van 13 juli 2001.

Artikel 7bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreft echter slechts de in die bepaling opgesomde bevoegdheden, zonder alle bevoegdheden van de gewesten ten aanzien van de ondergeschikte besturen te beogen, waaronder de bevoegdheden – toegewezen vóór de bij de bijzondere wet van 13 juli 2001 doorgevoerde uitbreiding van de gewestbevoegdheden ten aanzien van de ondergeschikte besturen – met betrekking tot de algemene financiering van de gemeenten (artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 9°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980) of met betrekking tot de financiering van de opdrachten uit te voeren door de gemeenten in de tot de bevoegdheid van de gewesten behorende aangelegenheden, behalve wanneer de opdrachten betrekking hebben op een aangelegenheid waarvoor de federale overheid of de gemeenschappen bevoegd zijn (artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 10°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980).

B.8.3. Zoals in B.2 en B.3 is vermeld, wijzigt het bestreden decreet regels in verband met de subsidiëring van sectorale opdrachten van de gemeenten in de domeinen jeugd, sport, cultuur, onderwijs, integratie, strijd tegen kinderarmoede en ontwikkelingssamenwerking, enerzijds, en stelt het een algemene financiering van de gemeenten in via een onder de bevoegdheid van het Vlaams Gemeentefonds vallende aanvullende dotatie, anderzijds.

Voor alle andere gemeenten van het Nederlandse taalgebied dan de randgemeenten worden de sectorale subsidies die onder de voormelde domeinen vallen, vervangen door een algemeen aandeel in die aanvullende dotatie, die valt onder de gewestbevoegdheid inzake de algemene financiering van de gemeenten, opgevat als een financiering toegekend aan de gemeenten « volgens criteria die niet rechtstreeks gebonden zijn aan een specifieke taak of opdracht » (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/1, p. 18).

B.8.4. Wat betreft de twee, elkaar aanvullende, onderdelen die betrekking hebben op hetzij de sectorale, hetzij de algemene financiering van de gemeenten, valt het bestreden decreet niet onder het toepassingsgebied van artikel 7bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

B.8.5. Het eerste middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

B.9.1. Artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, ingevoegd bij artikel 9 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 en gewijzigd bij artikel 2 van de bijzondere wet van 19 juli 2012, bepaalt :

« De decreten, reglementen en administratieve handelingen van de gemeenschappen en de gewesten en de handelingen, reglementen en verordeningen van de plaatselijke besturen mogen geen afbreuk doen aan de op 14 oktober 2012 bestaande waarborgen die de Franstaligen genieten in de gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en de Nederlandstaligen, respectievelijk Franstaligen en Duitstaligen genieten in de gemeenten genoemd in artikel 8 van diezelfde wetten ».

B.9.2. In de parlementaire voorbereiding van die bepaling wordt aangegeven dat er mee « wordt beoogd aan de rand- en faciliteitengemeenten te garanderen dat de thans bestaande garanties ook na de regionalisering van de organieke gemeentewet en gemeentekieswet onverkort zullen worden gehandhaafd » (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/1, p. 21), en dat de wetgever, met het begrip « garanties », « het geheel [beoogde] van de thans geldende bepalingen die een specifieke regeling voor de in de tekst vermelde particulieren instellen, en in het algemeen alle bepalingen die particulieren, en voornamelijk de mandatarissen in de gemeenten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten, beschermen » (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, DOC 50-1280/003, p. 10; zie ook *Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-709/7, pp. 11-12).

B.9.3. Hoewel artikel 2 van de bijzondere wet van 19 juli 2012 « houdende wijziging van artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en van artikel 5bis van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen » artikel 16bis heeft gewijzigd, door een « bijwerking » tot 14 oktober 2012 uit te voeren van de « *standstill* »-clausule vervat in die bepaling (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1566/1, p. 1, en nr. 5-1563/4, p. 10), en uitdrukkelijk heeft gepreciseerd dat die « *standstill* »-clausule van toepassing is op de gemeenschappen en de lokale besturen (*Parl. St.*, Senaat, 2011-2012, nr. 5-1566/1, p. 3 en nr. 5-1563/4, pp. 11 en 39), heeft het evenwel niet de begunstigden van de « bestaande waarborgen » gewijzigd die, sinds de aanneming van artikel 16bis, worden opgevat als de particulieren in de gemeenten beoogd in de artikelen 7 en 8 van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

B.9.4. Zoals in B.2 en B.3 is vermeld, wijzigt het bestreden decreet regels in verband met de subsidiëring van sectorale opdrachten van de gemeenten in de domeinen jeugd, sport, cultuur, onderwijs, integratie, strijd tegen kinderarmoede en ontwikkelingssamenwerking, enerzijds, en stelt het een algemene financiering van de gemeenten in via een onder de bevoegdheid van het Vlaams Gemeentefonds vallende aanvullende dotatie, anderzijds.

Met betrekking tot het onderwerp ervan, dat ofwel de sectorale, ofwel de algemene financiering van de gemeenten betreft, kan het bestreden decreet geen afbreuk doen aan de waarborgen die de Franstaligen in de randgemeenten genieten krachtens artikel 16bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en kan het decreet die bepaling niet schenden.

B.9.5. Het tweede middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het derde middel

B.10.1. Het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie sluit niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.10.2. Daarenboven is het evenredigheidsbeginsel inherent aan de uitoefening van elke bevoegdheid.

B.11.1. Zoals in B.2 en B.3 is vermeld, wijzigt het bestreden decreet regels in verband met de subsidiëring van sectorale opdrachten van de gemeenten in de domeinen jeugd, sport, cultuur, onderwijs, integratie, strijd tegen kinderarmoede en ontwikkelingssamenwerking, enerzijds, en stelt het een algemene financiering van de gemeenten in via een onder de bevoegdheid van het Vlaams Gemeentefonds vallende aanvullende dotatie, anderzijds.

De mogelijkheden tot sectorale subsidiëring van de gemeenten, die zijn georganiseerd in de acht decreten die worden gewijzigd bij het decreet van 3 juli 2015, betreffen voortaan, voor wat de gemeenten van het Nederlandse taalgebied betreft, slechts de randgemeenten (hoofdstuk 2), terwijl die randgemeenten worden uitgesloten van de aanvullende dotatie van het Vlaams Gemeentefonds (hoofdstuk 3 en bijlage).

Het bestreden decreet stelt derhalve, wat de financiering van de gemeenten betreft, een dubbel verschil in behandeling in tussen de randgemeenten en alle andere gemeenten van het Nederlandse taalgebied.

B.11.2. Het Hof dient te onderzoeken of dat dubbele verschil in behandeling bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, inzonderheid voor wat de gevolgen van het bestreden decreet betreft voor de randgemeenten, in zoverre zij aan de vroegere subsidiëeringsregeling onderworpen blijven en van de aanvullende dotatie worden uitgesloten.

B.12.1. Zoals zij zijn gewijzigd bij het bestreden decreet, zijn de verschillende in B.2.2 opgesomde decreetsbepalingen, voor wat de gemeenten van het Nederlandse taalgebied betreft, enkel nog van toepassing op de randgemeenten.

B.12.2. Overeenkomstig de artikelen 28 en 28/1 van het Vlaamse decreet van 28 april 1998 betreffende het Vlaamse integratiebeleid hebben de randgemeenten « de regierol » over het integratiebeleid op hun grondgebied door voor de uitwerking, sturing, afstemming en uitvoering van het inclusieve integratiebeleid te zorgen. Overeenkomstig de artikelen 29 tot 31 van hetzelfde decreet, kan de Vlaamse Regering, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, aan die gemeenten een integratiesubsidie toekennen op basis van de strategische meerjarenplanning van de gemeenten, waarbij de gemeenten die voor die subsidie in aanmerking komen in beginsel de gemeenten zijn die in het verleden reeds een dergelijke subsidie hebben genoten - waarvan de lijst is opgesteld bij het ministerieel besluit van 4 november 2013 -, onder voorbehoud van de procedure vastgelegd in het ministerieel besluit van 20 februari 2014, dat een andere gemeente de mogelijkheid biedt om, binnen de grenzen van de beschikbare extra budgettaire middelen, tijdens de beleidscyclus 2014-2019 de toekenning van die subsidie aan te vragen.

Krachtens artikel 32 van hetzelfde decreet zijn de bepalingen van het Planlastendecreet - dat wil zeggen het Vlaamse decreet van 15 juli 2011 - van toepassing op het lokale integratiebeleid.

B.12.3. Overeenkomstig artikel 18/1 van het Vlaamse decreet van 21 maart 2003 betreffende de armoedebestrijding kan de Vlaamse Regering, binnen de perken van de begrotingskredieten, aan de lokale besturen - de randgemeenten en de Vlaamse Gemeenschapscommissie, overeenkomstig artikel 2, 11°, van hetzelfde decreet - een subsidie toekennen met het oog op de bestrijding van kinderarmoede.

De subsidiëring van de randgemeenten is onderworpen aan het Vlaamse decreet van 15 juli 2011 en om voor die subsidiëring in aanmerking te komen, moeten de randgemeenten een kinderarmoedebestrijdingsbeleid voeren dat is opgenomen in de strategische meerjarenplanning van de lokale besturen.

De Vlaamse Regering legt de modaliteiten van en de voorwaarden voor de toekenning van die subsidies vast, waarbij de lijst van de in aanmerking komende gemeenten en van de bedragen van die subsidies is vastgesteld bij het ministerieel besluit van 7 februari 2014.

B.12.4. Overeenkomstig artikel 15/1 van het Vlaamse kaderdecreet van 22 juni 2007 inzake ontwikkelingssamenwerking zijn de artikelen 16/1 en 16/2 van hetzelfde decreet alleen van toepassing op de randgemeenten. Die artikelen bepalen dat de Vlaamse Regering de gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking ondersteunt, inzonderheid via het impulsbeleid gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking, met name door middel van cofinanciering door de lokale overheid.

De artikelen 3 tot 9 van het besluit van de Vlaamse Regering van 7 december 2012 bepalen de toekenningsmodaliteiten en de hoogte van de subsidie in het kader van het impulsbeleid gemeentelijke ontwikkelingssamenwerking, binnen de perken van de daarvoor bestemde begrotingskredieten.

B.12.5. Overeenkomstig artikel 17 van het Vlaamse decreet van 30 november 2007 betreffende het flankerend onderwijsbeleid op lokaal niveau is hoofdstuk IV, met als opschrift «Subsidies ter stimulering van het flankerend onderwijsbeleid», alleen van toepassing op de randgemeenten. De artikelen 18 en volgende van hetzelfde decreet bepalen dat, binnen de beschikbare begrotingskredieten, in subsidies wordt voorzien voor projecten in de gemeenten die het Vlaamse onderwijsbeleid versterken. Om voor de subsidies, vermeld in artikel 18, in aanmerking te komen, moeten de gemeenten een neutraal school- en netoverschrijdend flankerend onderwijsbeleid voeren dat is opgenomen in de strategische meerjarenplanning van de gemeente, en de actieplannen die de gemeente in samenwerking met lokale actoren opzet om vorm te geven aan het flankerend onderwijsbeleid, gedeeltelijk mee financieel ondersteunen.

Krachtens het besluit van de Vlaamse Regering van 19 oktober 2012 «betreffende de bepaling van de beleidsprioriteiten en de regeling van de procedure voor de toekenning van subsidies in het kader van het decreet van 30 november 2007 betreffende het flankerend onderwijsbeleid op lokaal niveau», zoals gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 12 juli 2013, worden de lokale invulling van de Vlaamse beleidsprioriteiten in het kader van het lokale flankerend onderwijsbeleid en de subsidieaanvraag met betrekking tot het lokale flankerend onderwijsbeleid beoordeeld door een commissie, die een rangschikking van de gemeenten opmaakt met het oog op de verdeling van de subsidies (artikelen 2/1 tot 7). Die Commissie kan ook de uitvoering van de lokale invulling van de beleidsprioriteiten en de aanwending van de subsidies ter plaatse bekijken (artikel 8).

B.12.6. Krachtens artikel 4, § 1, van het Vlaamse decreet van 6 juli 2012 «houdende de ondersteuning en stimulering van het lokaal jeugdbeleid en de bepaling van het provinciaal jeugdbeleid» verleent de Vlaamse Regering, onder de voorwaarden vermeld in dat decreet, aan de randgemeenten subsidies voor de ondersteuning van het jeugdwerk, met het oog op de uitvoering van de Vlaamse beleidsprioriteiten inzake het jeugdbeleid en het jeugdwerk die zijn bepaald in het besluit van de Vlaamse Regering van 9 november 2012.

Overeenkomstig artikel 4, § 3, van hetzelfde decreet kunnen de subsidies die de gemeentebesturen ontvangen, uitsluitend aangewend worden voor de ondersteuning van jeugdwerkinitiatieven die hun zetel hebben in het Nederlandse taalgebied of in het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad; die jeugdwerkinitiatieven moeten het Nederlands gebruiken bij hun werking.

Krachtens artikel 3 van het voormelde decreet van 6 juli 2012 is het Vlaamse decreet van 15 juli 2011 van toepassing op de Vlaamse beleidsprioriteiten voor het jeugdbeleid, overeenkomstig artikel 4, § 1.

Artikel 5, § 1, van hetzelfde decreet bepaalt dat om het overleg en de inspraak bij de voorbereiding en de uitvoering van het jeugdbeleid te organiseren, en wat de randgemeenten betreft, om voor subsidiëring in aanmerking te komen, de gemeenteraad een jeugdraad opricht of de gemeenteraad een al bestaande jeugdraad erkent.

De artikelen 2 tot 3/1 van het besluit van de Vlaamse Regering van 21 december 2012 leggen de voorwaarden vast voor de toekenning van subsidies aan de gemeenten, met name de inachtneming van de rapporteringsverplichtingen waarin is voorzien bij artikel 10 van het Vlaamse decreet van 15 juli 2011.

B.12.7. Krachtens artikel 3, tweede lid, van het Vlaamse decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid zijn de bepalingen van titel 2 en titel 3, hoofdstuk 1 tot en met 3, van hetzelfde decreet alleen van toepassing op de randgemeenten. Krachtens artikel 5 ervan heeft het voormelde decreet van 6 juli 2012 tot doel het lokaal cultuurbeleid van de randgemeenten, uitgewerkt in een strategische meerjarenplanning, te ondersteunen. Krachtens de artikelen 6 tot 9 van hetzelfde decreet worden, volgens de door de Vlaamse Regering vastgelegde voorwaarden en modaliteiten voor de verdeling, subsidies toegekend voor de ondersteuning van het lokale cultuurbeleid, op basis van de Vlaamse beleidsprioriteiten inzake een kwalitatief en duurzaam lokaal cultuurbeleid of inzake een laagdrempelige openbare bibliotheek, aangepast aan de hedendaagse behoeften, die, met name, minstens 75 pct. van haar budget aan Nederlandstalige publicaties moet besteden. Overeenkomstig artikel 4 worden de subsidies berekend op basis van de bevolkingscijfers.

Artikel 2 van het besluit van de Vlaamse Regering van 26 oktober 2012 «ter uitvoering van het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid», gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 4 juli 2012, bepaalt dat de aanvragen voor subsidies onderworpen zijn aan het Vlaamse decreet van 15 juli 2011. De artikelen 4 en 8 van hetzelfde besluit organiseren een systeem waarbij de subsidie wordt toegekend ofwel op basis van de subsidie tijdens het werkjaar 2013 indien de gemeente reeds is gesubsidieerd, ofwel op basis van een forfaitaire enveloppe naar gelang van het bevolkingscijfer van de gemeente. Overeenkomstig het besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 2015 worden de subsidies geïndexeerd op grond van de afgevlakte gezondheidsindex.

B.12.8. Het Vlaamse decreet van 6 juli 2012 «houdende het stimuleren en subsidiëren van een lokaal sportbeleid» organiseert de subsidiëring van de randgemeenten voor het voeren van een Sport voor Allen-beleid. Die subsidiëring, met een bedrag van 2,4 euro per jaar per inwoner als voldaan is aan de voorwaarden vermeld in dat decreet en aan de voorwaarden bepaald door de Vlaamse Regering, moet, binnen de perken van de begroting, de uitvoering beogen van de Vlaamse beleidsprioriteiten opgesomd in artikel 5 van hetzelfde decreet (artikel 8). Die subsidies worden door de randgemeente met minstens 30 pct. vermeerderd (artikel 9). Een organisatie kan worden erkend en gesubsidieerd voor de begeleiding van de gemeenten in het kader van het lokaal Sport voor Allen-beleid (artikelen 22 en volgende).

De artikelen 4 en volgende en 23 en volgende van het besluit van de Vlaamse Regering van 16 november 2012 «betreffende de uitvoering van het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren en subsidiëren van een lokaal sportbeleid» bepalen, respectievelijk, de subsidiëeringsvoorwaarden voor de Vlaamse beleidsprioriteiten Sport voor Allen voor de gemeenten, en voor een erkende organisatie voor de begeleiding van de gemeenten.

B.12.9. Artikel 13 van het Vlaamse decreet van 7 juni 2013 «betreffende het Vlaamse integratie- en inburgeringsbeleid» bepaalt dat de Vlaamse Regering, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, aan de randgemeenten een integratiesubsidie kan toekennen met het oog op de realisatie van de doelstellingen van het integratiebeleid, vermeld in artikel 4 van hetzelfde decreet. Bij de aanvang van de meerjarenplanning 2014-2019 komen alleen randgemeenten die in het verleden al een subsidie voor een integratiedienst of voor het opstarten van een integratiedienst hebben ontvangen, voor een integratiesubsidie in aanmerking; de overige randgemeenten kunnen alleen voor subsidiëring in aanmerking komen voor zover er voldoende extra middelen op de begroting beschikbaar zijn.

Die bepaling is echter nog niet in werking.

B.12.10. Uit het voorgaande volgt dat de randgemeenten door hoofdstuk 2 van het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 onderworpen blijven aan verschillende regelingen inzake sectorale subsidiëring, geïndexeerd op grond van de afgevlakte gezondheidsindex, overeenkomstig het besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 2015.

De toekenning van die sectorale subsidies is niet alleen afhankelijk gemaakt van de inachtneming van de Vlaamse beleidsprioriteiten en van de rapporteringsverplichtingen waarin is voorzien bij het Vlaamse decreet van 15 juli 2011, maar hangt, in voorkomend geval, ook af van een vroegere subsidiëring, en van de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.

B.13.1. Zoals is vermeld in B.2, beoogt het bestreden decreet de sectorale subsidies aan de lokale besturen inzake cultuur, jeugdbeleid, sportbeleid, flankerend onderwijsbeleid, armoedebestrijding, ontwikkelingssamenwerking en integratie- en inburgeringsbeleid te vervangen door een vast aandeel in een aanvullende dotatie van het Vlaams Gemeentefonds. Aldus beoogt de decreetgever de beleidsvrijheid van de lokale besturen bij de aanwending van die overheidsmiddelen te verruimen. Voor de zes randgemeenten blijven evenwel in de voormelde aangelegenheden de subsidieregelingen van kracht.

B.13.2. In de parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet wordt de verschillende behandeling van de randgemeenten als volgt verantwoord :

« Deze aparte regeling is te verantwoorden gelet op het bijzonder statuut van deze gemeenten, bedoeld in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 en gelet op de coördinatie met VZW De Rand, die in bepaalde randgemeenten al een beleid uitvoert, onder andere met betrekking tot het jeugd-, sport-, en cultuurbeleid. Aangezien in bepaalde randgemeenten de subsidies via vzw De Rand dus specifiek naar initiatieven gaan bijvoorbeeld m.b.t. de doelstellingen in het kader van het sportbeleid, is het aangewezen om ook de subsidies die rechtstreeks aan bepaalde randgemeenten (nl. degenen die ingetekend hebben op bepaalde Vlaamse beleidsprioriteiten) worden toegekend, te laten kaderen binnen dezelfde doelstellingen en dus niet op te nemen in de algemene financiering. De betrokken gemeenten behouden de nodige vrijheid om binnen deze Vlaamse beleidsprioriteiten een eigen beleid te ontwikkelen.

Het ontwerp opteert er dus bewust voor om de subsidies aan de faciliteitengemeenten in de Vlaamse Rand in het kader van de gemeenschapsbevoegdheden op eenzelfde wijze te behandelen, zodat ze in hun strategische meerjarenplanningen een coherent en transversaal beleid kunnen voeren met betrekking tot deze bevoegdheden. Door de koppeling van deelrapportagecodes wordt het zowel voor de gemeente als de toezichhoudende overheid duidelijk in welke mate er een transversaal beleid gevoerd wordt en welke financiering de gemeente hieraan koppelt » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2014-2015, nr. 357/1, p. 4).

B.13.3. Het verschil in behandeling tussen de randgemeenten en de andere Vlaamse gemeenten wordt dus in de parlementaire voorbereiding verantwoord door het bijzondere statuut van de randgemeenten en door de coördinatie van de verschillende sectorale subsidies door de vzw « de Rand ».

B.14.1. Vóór de aanneming van het bestreden decreet werden alle Vlaamse gemeenten, waaronder de randgemeenten, op dezelfde wijze behandeld met betrekking tot de toekenning van de voormelde sectorale subsidies aan de gemeenten. Die sectorale subsidies werden enkel aan de gemeenten toegekend mits voldaan werd aan de voorwaarden bedoeld in de verschillende in B.12 in herinnering gebrachte wetgevingen, die van toepassing blijven op de randgemeenten.

B.14.2. Vóór de totstandkoming van de bestreden bepalingen bestonden er met betrekking tot het jeugd-, sport- en cultuurbeleid evenwel aanvullende subsidiëringmogelijkheden in de randgemeenten via het extern verzelfstandigd agentschap vzw « de Rand » (hierna : de vzw « de Rand »).

B.14.3. De parlementaire voorbereiding van het decreet van 12 juli 2013 « tot wijziging van diverse bepalingen van het decreet van 7 mei 2004 houdende omvorming van de vzw ' De Rand ' tot een privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap » vermeldt hieromtrent :

« Om te voorkomen dat lokale Nederlandstalige initiatieven in de randgemeenten niet meer kunnen gefinancierd worden door de Vlaamse overheid omdat het betrokken gemeentebestuur niet intekent op de Vlaamse beleidsprioriteiten, werd afgesproken dat de voorbehouden kredieten zullen worden overgeheveld naar het EVA (extern verzelfstandigd agentschap) vzw ' De Rand ' die de opdracht krijgt deze initiatieven te ondersteunen » (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2012-2013, nr. 2062/1, p. 4).

B.14.4. Bij artikel 3 van het voormelde decreet van 12 juli 2013 werd in het decreet van 7 mei 2004 een nieuw artikel 10/1 ingevoegd dat luidt :

« De Vlaamse Regering kan een subsidie verlenen aan de VZW de Rand voor de uitvoering van een of meer beleidsprioriteiten voor het jeugdbeleid, het (lokaal) sportbeleid en het cultuurbeleid, ten behoeve van de Nederlandstalige initiatieven in de Vlaamse Rand rond Brussel.

De beleidsprioriteiten, vermeld in het eerste lid, zijn de beleidsprioriteiten vastgelegd door of krachtens :

1° artikel 4, § 1, eerste en tweede lid, van het decreet van 6 juli 2012 houdende de ondersteuning en stimulering van het lokaal jeugdbeleid en de bepaling van het provinciaal jeugdbeleid;

2° artikel 5, tweede lid, 2°, van het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid, voor zover het de ondersteuning betreft van de privaatrechtelijke bibliotheken van Kraainem en Drogenbos;

3° artikel 5 van het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren en subsidiëren van een lokaal sportbeleid.

De subsidie wordt verleend voor de ondersteuning van plaatselijke initiatieven in de zes randgemeenten die geen subsidie hebben aangevraagd in het kader van de subsidieregelingen, vermeld in het tweede lid, en dient aangewend te worden voor de ondersteuning van deze initiatieven.

Om in aanmerking te komen voor subsidiëring dient de VZW de Rand, in samenwerking met de plaatselijke Nederlandstalige initiatieven, een beleidsplan op te maken, waarin aangegeven wordt op welke manier invulling kan gegeven worden aan de Vlaamse beleidsprioriteiten, vermeld in het tweede lid.

De subsidie wordt verleend onder de voorwaarden en modaliteiten vastgelegd in de decreten, vermeld in het tweede lid. Deze voorwaarden en modaliteiten worden geconcretiseerd in een samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse ministers bevoegd voor Jeugd, Sport en Cultuur, en de VZW ' de Rand ' ».

B.14.5. Het voormelde decreet verleent de vzw « de Rand » de opdracht om, in samenwerking met de plaatselijke Nederlandstalige initiatieven inzake jeugdwerk, sport en cultuur, gezamenlijke beleidsplannen in te dienen bij de Vlaamse Regering. Die beleidsplannen moeten invulling geven aan de beleidsprioriteiten die de Vlaamse Regering voor de respectieve sectoren heeft vastgelegd (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2012-2013, nr. 2062/1, p. 4).

B.14.6. De vzw « de Rand » is in het leven geroepen bij het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 17 december 1996 « houdende oprichting van de vzw ' De Rand ' voor de ondersteuning van het Nederlandstalige karakter van de Vlaamse rand rond Brussel », opgeheven en vervangen bij het decreet van 7 mei 2004 « houdende omvorming van de vzw ' De Rand ' tot een privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap en houdende vaststelling van de bevoegdheden van de provincie Vlaams-Brabant inzake de ondersteuning van de Vlaamse Rand », gewijzigd bij de decreten van 12 juli 2013 en van 25 april 2014.

De vzw « de Rand » is een privaatrechtelijk vormgegeven extern verzelfstandigd agentschap in de zin van de artikelen 29 tot 31 van het Vlaamse kaderdecreet bestuurlijk beleid van 18 juli 2003, waarin de Vlaamse Regering gemachtigd is te participeren (artikel 3). Haar missie bestaat erin « het Nederlandstalige karakter van de Vlaamse Rand rond Brussel te ondersteunen, uit te stralen en te bevorderen » (artikel 4). Ter uitvoering van artikel 8 is een samenwerkingsovereenkomst gesloten tussen de vzw « de Rand », de Vlaamse Regering en de provincie Vlaams-Brabant, die door de Vlaamse Regering is goedgekeurd op 17 juli 2015 en door de deputatie van Vlaams-Brabant op 20 augustus 2015. De Vlaamse Regering is gemachtigd om personeel ter beschikking te stellen van de vzw « de Rand » (artikel 11) en het beheer van culturele infrastructuren aan haar over te dragen (artikel 12).

B.14.7. De vzw « de Rand » geniet een jaarlijkse subsidie opgenomen in de begroting van de Vlaamse Gemeenschap (artikel 10). De Vlaamse Regering kan ook een subsidie verlenen aan de vzw « de Rand » voor de uitvoering van een of meer beleidsprioriteiten voor het jeugdbeleid, het lokaal sportbeleid en het cultuurbeleid, ten behoeve van de Nederlandstalige initiatieven in de Vlaamse Rand rond Brussel. De subsidie wordt verleend voor de ondersteuning van plaatselijke initiatieven in de zes randgemeenten die geen subsidie hebben aangevraagd in het kader van de sectorale subsidieregelingen in de voormelde aangelegenheden en dient te worden aangewend voor de ondersteuning van deze initiatieven (artikel 10/1).

B.15.1. Het komt de decreetgever toe om, voor de bevoegdheden die hem zijn toegewezen, en rekening houdend met zijn budgettaire mogelijkheden, te beslissen of en onder welke voorwaarden hij bepaalde initiatieven of instellingen met overheidsmiddelen wil subsidiëren.

Het komt hem eveneens toe om, in de uitoefening van zijn bevoegdheid met betrekking tot de algemene financiering van de gemeenten (artikel 6, § 1, VIII, eerste lid, 9^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980), de middelen en de criteria voor de verdeling van de middelen van het Vlaams Gemeentefonds vast te stellen en de toe te passen wegingscoëfficiënt te bepalen.

B.15.2. De subsidiëring van initiatieven of instellingen zoals de vzw « de Rand » kan evenwel niet worden vergeleken met de algemene of specifieke financiering van de gemeenten.

B.15.3. Zoals in B.14.2 tot B.14.4 is vermeld, wordt bij het nieuwe artikel 10/1 van het decreet van 7 mei 2004, ingevoegd bij het decreet van 12 juli 2013, ten aanzien van de vzw « de Rand » een aanvullend subsidiemechanisme geregeld dat ertoe strekt te voorkomen dat lokale Nederlandstalige initiatieven op het vlak van jeugdwerk, sport en cultuur de subsidies van de Vlaamse overheid mislopen wanneer de randgemeenten niet zouden intekenen op de Vlaamse beleidsprioriteiten in die aangelegenheden.

Die aanvullende subsidiëring maakt het de Vlaamse overheid aldus mogelijk om bepaalde plaatselijke activiteiten en initiatieven in het Nederlands financieel te ondersteunen via de vzw « de Rand », rekening houdend met het feit dat de uiteindelijke begunstigden van die subsidiëring instellingen, verenigingen en burgers in de randgemeenten zijn, die een bijzonder taalstatuut in het eentalige Nederlandse taalgebied genieten.

B.15.4. Uit de verdelingstabel die als bijlage bij de memorie van toelichting bij het bestreden decreet is gevoegd (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2014-2015, nr. 357/1, pp. 13-19), blijkt dat een aantal randgemeenten in 2014 subsidies hebben gekregen in de drie domeinen jeugd, sport en cultuur waarin de vzw « de Rand » optreedt, hetgeen inhoudt dat zij aan de voorwaarden voor het verkrijgen van die sectorale subsidies hebben voldaan.

B.16.1. Uit het voorgaande blijkt dat de subsidiëring van plaatselijke Nederlandstalige initiatieven, via de vzw « de Rand », parallel met de sectorale subsidies van de gemeenten wordt geregeld, die bij het bestreden decreet enkel ten aanzien van de randgemeenten wordt gehandhaafd. Die subsidiëring via een extern verzelfstandigd agentschap kan niet worden vergeleken met een algemene of specifieke subsidie- of financieringsregeling van de lokale besturen, die de gemeenten zijn, noch ertoe strekken ze te vervangen.

B.16.2. De keuze om een aanvullende subsidiëring in de domeinen sport, jeugd en cultuur in de randgemeenten te regelen, kan evenmin verantwoord worden dat die gemeenten worden uitgesloten van de forfaitaire financiering van de lokale besturen, via een aanvullende dotatie die afkomstig is van het Vlaams Gemeentefonds.

B.16.3. Met die bij het bestreden decreet in het leven geroepen forfaitaire aanvullende dotatie worden de sectorale subsidies immers in de betrokken domeinen geïntegreerd, door elke band te schrappen die bestaat tussen het toegekende bedrag en het beleid dat op lokaal niveau daadwerkelijk wordt gevoerd in de domeinen die voordien voorwaardelijk werden gesubsidieerd.

Het bestreden decreet geeft aldus concreet gestalte aan een van de doelstellingen van het Vlaamse regeerakkoord 2014-2019, dat ertoe strekt de lokale autonomie van de steden en gemeenten te vergroten, door te kiezen voor een onvoorwaardelijke basisfinanciering (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2014-2015, nr. 357/1, p. 3).

Door van een aandeel in die forfaitaire dotatie te worden uitgesloten, wordt aan de randgemeenten, in de aangelegenheden bedoeld in B.2.2, de uitoefening van de lokale autonomie ontzegd die bij het bestreden decreet aan alle andere gemeenten van het Nederlandse taalgebied wordt toegekend.

B.16.4. De parlementaire voorbereiding van het bestreden decreet toont trouwens aan dat een voorstel van verdeling van de in het leven geroepen aanvullende dotatie werd opgesteld rekening houdend met de randgemeenten, en dat die blijkens het ontwerp van decreet een percentage van die aanvullende dotatie zouden hebben gekregen.

Uit de verdelingstabel die als bijlage bij de memorie van toelichting bij het bestreden decreet is gevoegd (*Parl. St.*, Vlaams Parlement, 2014-2015, nr. 357/1, pp. 13-19), blijkt immers dat de randgemeenten een percentage van de aanvullende dotatie zouden hebben genoten: de gemeente Drogenbos zou 25 000 euro (zijnde 0,0191 pct.) hebben genoten, de gemeente Kraainem 32 534,40 euro (0,0248 pct.), de gemeente Linkebeek 68 527,68 euro (0,0523 pct.), de gemeente Sint-Genesius-Rode 205 158,34 euro (0,1565 pct.), de gemeente Wemmel 305 876,51 euro (0,2333 pct.) en de gemeente Wezembeek-Oppeem 59 787,36 euro (0,0456 pct.).

Uit diezelfde tabel bleken bovendien twee bedragen voor het totaal van de aanvullende dotatie: een totaal van 131 087 213,00 euro, en een ander totaal « zonder faciliteitengemeenten » van 130 390 328,71 euro (*ibid.*, p. 19). Het is dat laatste bedrag dat uiteindelijk de algemene enveloppe van de aanvullende dotatie van het Vlaams Gemeentefonds vormt.

Die tabel bevestigt dat het noch onmogelijk, noch onverantwoord was om bij de verdeling van de aanvullende dotatie van het Vlaams Gemeentefonds rekening te houden met de randgemeenten.

B.16.5. Door de randgemeenten een percentage in de aanvullende dotatie van het Vlaams Gemeentefonds te ontzeggen, ontzegt het bestreden decreet die gemeenten de voormelde bedragen en de waarborg een automatische financiering te verkrijgen met het oog op de verwezenlijking van verschillende soorten van lokaal beleid, waarbij die algemene aanvullende dotatie nochtans ertoe strekt die onvoorwaardelijk te ondersteunen ten aanzien van alle andere gemeenten van het Nederlandse taalgebied. De randgemeenten worden aldus zonder redelijke verantwoording verschillend behandeld in de uitoefening van de lokale autonomie die aan alle andere gemeenten van het Nederlandse taalgebied wordt toegekend.

B.17. Het derde middel is gegrond.

Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen

B.18. Teneinde rekening te houden met de budgettaire moeilijkheden die zouden kunnen volgen uit die vernietiging en de decreetgever toe te staan nieuwe bepalingen aan te nemen, dienen de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd met toepassing van artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, zoals is aangegeven in het beschikkend gedeelte.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt het Vlaamse decreet van 3 juli 2015 « tot wijziging van diverse decreten houdende de subsidiëring aan de lokale besturen en tot wijziging van het decreet van 5 juli 2002 tot vaststelling van de regels inzake de dotatie en de verdeling van het Vlaams Gemeentefonds »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot de aanneming, door de decreetgever, van een nieuw decreet en uiterlijk tot het einde van het begrotingsjaar 2018.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 18 mei 2017.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
J. Spreutels

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2017/202802]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 59/2017 vom 18. Mai 2017

Geschäftsverzeichnisnummer 6343

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des flämischen Dekrets vom 3. Juli 2015 «zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Bezuschussung der lokalen Behörden und zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischen Gemeindefonds», erhoben von der VoG «Association de Promotion des Droits humains et des Minorités» und von Charles Danis.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 25. Januar 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 26. Januar 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob Klage auf Nichtigerklärung des flämischen Dekrets vom 3. Juli 2015 «zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Bezuschussung der lokalen Behörden und zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischen Gemeindefonds» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Juli 2015): die VoG «Association de Promotion des Droits humains et des Minorités» und Charles Danis, unterstützt und vertreten durch RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

In Bezug auf das angefochtene Dekret

B.1. Die Nichtigkeitsklage ist gegen das flämische Dekret vom 3. Juli 2015 «zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Bezuschussung der lokalen Behörden und zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischen Gemeindefonds» (nachstehend: das flämische Dekret vom 3. Juli 2015) gerichtet, das bestimmt:

«KAPITEL 1. — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1. Dieses Dekret regelt eine gemeinschaftliche und regionale Angelegenheit.

KAPITEL 2. — *Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen bezüglich verschiedener Dekrete zur Ausführung des Dekrets vom 15. Juli 2011 zur Festlegung der allgemeinen Regeln, unter denen in der Flämischen Gemeinschaft und der Flämischen Region den lokalen Behörden Verpflichtungen zur regelmäßigen Planung und Berichterstattung auferlegt werden können*

Art. 2. In Abschnitt 2 von Kapitel VI des Dekrets vom 28. April 1998 über die flämische Integrationspolitik, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009 und abgeändert durch das Dekret vom 6. Juli 2012, wird ein Artikel 28/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 28/1. Die Bestimmungen dieses Abschnitts gelten nur für die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ’.

Art. 3. In Artikel 29 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, werden die Wörter ‘ Städte und ’ aufgehoben.

Art. 4. In Artikel 30 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, werden die Wörter ‘ Städte und ’ jedes Mal aufgehoben.

Art. 5. In Artikel 31 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 30. April 2009, werden die Wörter ‘ Stadt oder ’ aufgehoben.

Art. 6. In Artikel 2 des Dekrets vom 21. März 2003 über die Armutsbekämpfung, abgeändert durch die Dekrete vom 18. Juli 2008 und 20. Dezember 2013, wird Nr. 11 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ 11. lokale Behörden: die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten, und die Flämische Gemeinschaftskommission, mit Ausnahme anders lautender Bestimmungen ’.

Art. 7. In Titel VII des Dekrets vom 22. Juni 2007 über die Entwicklungszusammenarbeit, abgeändert durch das Dekret vom 13. Juli 2012, wird ein Artikel 15/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 15/1. Die Artikel 16/1 und 16/2 dieses Titels gelten nur für die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten. ’.

Art. 8. Artikel 17 des Dekrets vom 30. November 2007 über die flankierende Unterrichtspolitik auf lokaler Ebene, abgeändert durch das Dekret vom 29. Juni 2012, wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ Art. 17. Dieses Kapitel gilt nur für die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten. ’

Art. 9. In Paragraph 1 von Artikel 4 des Dekrets vom 6. Juli 2012 zur Unterstützung und Stimulierung der lokalen Jugendpolitik und zur Festlegung der provinziellen Jugendpolitik werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 werden die Wörter ‘ Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ’.

2. Im letzten Absatz wird das Wort ‘ Gemeinden ’ jedes Mal durch das Wort ‘ Randgemeinden ’ ersetzt.

Art. 10. Artikel 4 § 4 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 11. In Artikel 5 § 1 desselben Dekrets wird Absatz 1 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ Um die Konzertierung und die Mitsprache bei der Vorbereitung und der Ausführung der Jugendpolitik zu organisieren, insbesondere im Rahmen des Mehrjahresplans, und bezüglich der Randgemeinden, um bezuschussungsfähig zu sein, setzt der Gemeinderat einen Jugendrat ein oder erkennt der Gemeinderat einen bereits bestehenden Jugendrat an. ’

Art. 12. In Artikel 3 des Dekrets vom 6. Juli 2012 über die lokale Kulturpolitik wird ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

‘ Die Bestimmungen von Titel 2 und Titel 3 Kapitel 1 bis 3 gelten nur für die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten. ’

Art. 13. In Artikel 5 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 werden die Wörter ‘ die Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ’.

2. Nr. 3 von Absatz 2 wird aufgehoben.

3. In Absatz 3 werden die Wörter ‘ und das Kulturzentrum ’ aufgehoben.

Art. 14. In Titel 3 Kapitel 1 desselben Dekrets wird die Überschrift durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ Die Kulturpolitik der Randgemeinden ’.

Art. 15. In Titel 3 desselben Dekrets wird Kapitel 3, das die Artikel 10 und 11 umfasst, aufgehoben.

Art. 16. In Artikel 38 Absatz 2 Nr. 1 desselben Dekrets werden die Wörter ‘ im Sinne von Artikel 10 ’ ersetzt durch ‘ beigefügt als Anlage zu diesem Dekret ’.

Art. 17. In Titel 3 Kapitel 6 desselben Dekrets wird Abschnitt 2, der Artikel 49 umfasst, aufgehoben.

Art. 18. In Artikel 2 des Dekrets vom 6. Juli 2012 zur Stimulierung und Bezuschussung einer lokalen Sportpolitik wird eine Nr. 15 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

‘ 15. Randgemeinden: die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ’.

Art. 19. In Artikel 4 desselben Dekrets wird das Wort ‘ Gemeinden ’ ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinden ’.

Art. 20. Im selben Dekret wird in der Überschrift von Kapitel 2 das Wort ‘ Gemeinden ’ ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinden ’.

Art. 21. In Kapitel 2 desselben Dekrets wird in der Überschrift von Abschnitt 1 das Wort ‘ Gemeinden ’ ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinden ’.

Art. 22. In Kapitel 2 Abschnitt 1 desselben Dekrets wird in der Überschrift von Unterabschnitt 1 das Wort ‘ Gemeinden ’ ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinden ’.

Art. 23. In Artikel 5 desselben Dekrets wird das Wort ‘ Gemeinden ’ ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinden ’.

Art. 24. In Artikel 9 desselben Dekrets wird das Wort ‘ Gemeinde ’ jedes Mal ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinde ’.

Art. 25. In Artikel 10 desselben Dekrets wird das Wort ‘ Gemeinde ’ ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinde ’.

Art. 26. In Kapitel 2 desselben Dekrets wird die Überschrift von Abschnitt 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

‘ Kapitel 2/1. — Der kommunale Sportrat und der Sportrat der Flämischen Gemeinschaftskommission ’.

Art. 27. Im selben Dekret werden in der Überschrift von Kapitel 4 die Wörter ‘ die politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

Art. 28. In Kapitel 4 desselben Dekrets werden in der Überschrift von Abschnitt 1 die Wörter ‘ die flämischen politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

Art. 29. In Artikel 22 desselben Dekrets werden die Wörter ‘ die flämischen politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

In selben Artikel 22 § 1 Nr. 4 werden die Wörter ‘ aufgenommen in dieses Dekret ’ aufgehoben.

Art. 30. In Artikel 23 desselben Dekrets werden die Wörter ‘ die flämischen politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

Art. 31. In Artikel 24 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In Absatz 1 werden die Wörter ‘ die flämischen politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

2. In Nr. 1 werden die Wörter ‘ die flämischen politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

3. In Nr. 2 werden die Wörter ‘ die flämischen politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

Art. 32. In den Artikeln 25 bis 27 desselben Dekrets werden die Wörter ‘ die flämischen politischen Prioritäten im Bereich Sport für Alle ’ jedes Mal ersetzt durch die Wörter ‘ die lokale Politik im Bereich Sport für Alle ’.

Art. 33. In Artikel 2 Absatz 1 des Dekrets vom 7. Juni 2013 über die flämische Integrations- und Eingliederungspolitik wird eine Nr. 31 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

‘ 31. Randgemeinden: die Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ’.

Art. 34. In Artikel 13 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1. In den Paragraphen 1 bis 3 werden die Wörter ‘ Städte und Gemeinden ’ jedes Mal ersetzt durch das Wort ‘ Randgemeinden ’.

2. In Paragraph 5 werden die Wörter ' Stadt oder Gemeinde ' ersetzt durch das Wort ' Randgemeinde '.

3. In Paragraph 6 werden die Wörter ' Städte und Gemeinden ' ersetzt durch das Wort ' Randgemeinden '.

KAPITEL 3. — *Änderungen des Dekrets vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischen Gemeindefonds*

Art. 35. In das Dekret vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischen Gemeindefonds, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 5. Juli 2013, wird ein Kapitel III*quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Kapitel III*quater*. — Sonderbestimmungen in Bezug auf die Festlegung der zusätzlichen Dotation '.

Art. 36. Im selben Dekret wird in Kapitel III*quater*, eingefügt durch Artikel 35, ein Artikel 19*novies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 19*novies*. Ab dem Haushaltsjahr 2016 wird in den Haushalt der Flämischen Region eine zusätzliche Dotation für den Flämischen Gemeindefonds eingetragen. Die zusätzliche Dotation beträgt 130 390 328,71 Euro für das Haushaltsjahr 2016 und wird nicht indiziert. '.

Art. 37. In dasselbe Dekret wird in dasselbe Kapitel III*quater* ein Artikel 19*decies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 19*decies*. Die Liste der Gemeinden und ihre Anteile an der zusätzlichen Dotation im Sinne von Artikel 19*novies*, auf die sie ab dem Haushaltsjahr 2016 Anspruch haben, werden in Anlage 1 festgelegt, die diesem Dekret beigefügt ist. '.

Art. 38. In dasselbe Dekret wird in demselben Kapitel III*quater* ein Artikel 19*undecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 19*undecies*. Die kommunalen Anteile an der zusätzlichen Dotation im Sinne von Artikel 19*decies* werden den Gemeinden zu 50% am Ende des Monats April des Haushaltsjahres, zu 25% am Ende des Monats Oktober des Haushaltsjahres und zu 25 % am Ende des Monats Januar des darauf folgenden Haushaltsjahres ausgezahlt. '.

Art. 39. Im selben Dekret wird in dasselbe Kapitel III*quater* ein Artikel 19*duodecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

' Art. 19*duodecies*. Die Bestimmungen im Sinne von Artikel 6 bis 15 gelten nicht für die zusätzliche Dotation im Sinne von Artikel 19*novies*. '.

Art. 40. Dieses Dekret wird ergänzt durch eine Anlage 1, die diesem Dekret beigefügt wird.

KAPITEL 4. — *Schlussbestimmungen*

Art. 41. Dieses Dekret tritt am 1. Januar 2016 in Kraft, wobei die im Laufe des Tätigkeitsjahres 2015 gewährten Zuschüsse gemäß den Bestimmungen belegt werden müssen, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets in Kraft waren».

«Anlage zum Dekret vom 3. Juli 2015 zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Bezuschussung der lokalen Behörden und zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischen Gemeindefonds

GEMEINDE	Insgesamt	%
AALST	2.057.780,34	1,5698%
AALTER	318.796,75	0,2432%
AARSCHOT	655.847,64	0,5003%
AARTSELAAR	258.149,03	0,1969%
AFFLIGEM	199.766,54	0,1524%
ALKEN	198.240,31	0,1512%
ALVERINGEM	107.251,64	0,0818%
ANTWERPEN	11.751.089,72	8,9643%
ANZEGEM	248.850,77	0,1898%
ARDOOIE	122.684,89	0,0936%
ARENDONK	225.542,66	0,1721%
AS	123.156,89	0,0940%
ASSE	814.611,16	0,6214%
ASSENEDE	212.323,91	0,1620%
AVELGEM	153.218,90	0,1169%
BAARLE-HERTOG	152.137,40	0,1161%
BALEN	351.320,49	0,2680%
BEERNEM	244.881,45	0,1868%
BEERSE	289.254,20	0,2207%
BEERSEL	607.609,90	0,4635%
BEGIJNENDIJK	93.330,51	0,0712%
BEKKEVOORT	79.006,96	0,0603%
BERINGEN	992.112,81	0,7568%
BERLAAR	115.876,77	0,0884%
BERLARE	240.954,76	0,1838%

GEMEINDE	Insgesamt	%
BERTEM	96.422,48	0,0736%
BEVER	4.947,11	0,0038%
BEVEREN	893.880,58	0,6819%
BIERBEEK	309.168,53	0,2358%
BILZEN	640.514,71	0,4886%
BLANKENBERGE	488.238,04	0,3725%
BOCHOLT	215.222,34	0,1642%
BOECHOUT	218.009,78	0,1663%
BONHEIDEN	266.704,82	0,2035%
BOOM	626.237,73	0,4777%
BOORTMEERBEEK	177.593,29	0,1355%
BORGLOON	240.362,23	0,1834%
BORNEM	641.997,88	0,4897%
BORSBEEK	236.868,29	0,1807%
BOUTERSEM	120.754,01	0,0921%
BRAKEL	149.891,59	0,1143%
BRASSCHAAT	748.570,77	0,5710%
BRECHT	380.855,30	0,2905%
BREDENE	271.868,08	0,2074%
BREE	355.148,93	0,2709%
BRÜGGE	2.614.389,16	1,9944%
BUGGENHOUT	219.035,63	0,1671%
DAMME	178.466,18	0,1361%
DE HAAN	219.004,85	0,1671%
DE PANNE	217.494,41	0,1659%
DE PINTE	195.835,52	0,1494%
DEERLIJK	185.021,37	0,1411%
DEINZE	557.916,77	0,4256%
DENDERLEEUV	393.605,81	0,3003%
DENDERMONDE	773.883,42	0,5904%
DENTERGEM	89.646,93	0,0684%
DESSEL	128.528,47	0,0980%
DESTELBERGEN	283.115,20	0,2160%
DIEPENBEEK	267.150,79	0,2038%
DIEST	670.445,23	0,5114%
DIKSMUIDE	389.036,19	0,2968%
DILBEEK	1.197.631,10	0,9136%
DILSEN-STOKKEM	463.117,40	0,3533%
DUFFEL	289.708,64	0,2210%
EDEGEM	407.395,54	0,3108%
EKLO	592.924,13	0,4523%
ERPE-MERE	203.785,99	0,1555%
ESSEN	311.035,75	0,2373%
EVERGEM	618.799,03	0,4721%
GALMAARDEN	129.526,16	0,0988%
GAVERE	199.538,48	0,1522%
GEEL	982.045,52	0,7492%

GEMEINDE	Insgesamt	%
GEETBETS	77.948,22	0,0595%
GENK	2.198.359,29	1,6770%
GENT	5.687.578,08	4,3388%
GERAARDSBERGEN	740.530,64	0,5649%
GINGELOM	88.061,38	0,0672%
GISTEL	192.943,95	0,1472%
GLABBEEK	143.503,83	0,1095%
GOOIK	132.891,29	0,1014%
GRIMBERGEN	1.099.121,34	0,8385%
GROBBENDONK	181.822,49	0,1387%
HAACHT	217.659,36	0,1660%
HAALERT	256.953,01	0,1960%
HALEN	129.282,77	0,0986%
HAM	228.309,90	0,1742%
HAMME	357.168,32	0,2725%
HAMONT-ACHEL	219.065,42	0,1671%
HARELBEKE	483.157,88	0,3686%
HASSELT	2.210.368,27	1,6862%
HECHTEL-EKSEL	199.898,10	0,1525%
HEERS	141.581,38	0,1080%
HEIST-OP-DEN-BERG	818.177,10	0,6241%
HEMIKSEM	192.379,34	0,1468%
HERENT	363.154,30	0,2770%
HERENTALS	736.458,17	0,5618%
HERENTHOUT	125.521,10	0,0958%
HERK-DE-STAD	222.722,19	0,1699%
HERNE	81.824,36	0,0624%
HERSELT	218.721,79	0,1669%
HERSTAPPE	0,00	0,0000%
HERZELE	271.002,34	0,2067%
HEUSDEN-ZOLDER	996.395,87	0,7601%
HEUVELLAND	121.725,35	0,0929%
HOEGAARDEN	116.188,73	0,0886%
HOEILAART	208.114,98	0,1588%
HOESELT	170.009,47	0,1297%
HOLSBEEK	137.486,27	0,1049%
HOOGLEDE	192.157,33	0,1466%
HOOGSTRATEN	334.202,13	0,2549%
HOREBEKE	3.675,06	0,0028%
HOUTHALEN-HELCHTEREN	826.248,30	0,6303%
HOUTHULST	168.362,75	0,1284%
HOVE	147.390,78	0,1124%
HULDENBERG	132.233,16	0,1009%
HULSHOUT	159.125,47	0,1214%
ICHTEGEM	227.150,88	0,1733%
YPERN	824.673,22	0,6291%
INGELMUNSTER	178.683,67	0,1363%

GEMEINDE	Insgesamt	%
IZEGEM	515.432,00	0,3932%
JABBEKE	214.786,06	0,1638%
KALMTHOUT	272.979,47	0,2082%
KAMPENHOUT	187.180,79	0,1428%
KAPELLEN	431.008,29	0,3288%
KAPELLE-OP-DEN-BOS	134.328,89	0,1025%
KAPRIJKE	80.130,16	0,0611%
KASTERLEE	265.958,70	0,2029%
KEERBERGEN	202.288,01	0,1543%
KINROOI	196.696,08	0,1500%
KLUISBERGEN	114.418,66	0,0873%
KNESSELARE	123.284,24	0,0940%
KNOKKE-HEIST	661.699,53	0,5048%
KOEKELARE	88.359,40	0,0674%
KOKSIJDE	458.631,02	0,3499%
KONTICH	297.437,54	0,2269%
KORTEMARK	204.675,25	0,1561%
KORTENAKEN	125.195,27	0,0955%
KORTENBERG	291.707,31	0,2225%
KORTESSEM	124.176,58	0,0947%
KORTRIJK	2.223.064,63	1,6959%
KRUIBEKE	241.281,96	0,1841%
KRUISSHOUTEM	123.692,85	0,0944%
KUURNE	228.669,63	0,1744%
LAAKDAL	245.659,88	0,1874%
LAARNE	222.969,09	0,1701%
LANAKEN	361.463,70	0,2757%
LANDEN	309.008,03	0,2357%
LANGEMARK-POELKAPELLE	124.495,23	0,0950%
LEBBEKE	266.063,22	0,2030%
LEDE	260.491,95	0,1987%
LEDEGEM	131.395,94	0,1002%
LENDELEDE	109.323,37	0,0834%
LENNIK	131.512,40	0,1003%
LEOPOLDSBURG	513.989,49	0,3921%
LÖWEN	2.331.722,77	1,7788%
LICHTERVELDE	124.084,90	0,0947%
LIEDEKERKE	331.426,14	0,2528%
LIER	929.413,20	0,7090%
LIERDE	114.193,89	0,0871%
LILLE	174.280,60	0,1330%
LINT	182.549,84	0,1393%
LINTER	66.662,54	0,0509%
LOCHRISTI	306.704,72	0,2340%
LOKEREN	986.373,46	0,7525%
LOMMEL	741.409,57	0,5656%
LONDERZEEL	267.625,20	0,2042%

GEMEINDE	Insgesamt	%
LO-RENINGE	14.406,56	0,0110%
LOVENDEGEM	138.203,59	0,1054%
LUBBEEK	214.282,51	0,1635%
LUMMEN	219.432,51	0,1674%
MAARKEDAL	113.581,78	0,0866%
MAASEIK	530.007,80	0,4043%
MAASMECHELEN	1.053.409,46	0,8036%
MACHELEN	419.587,62	0,3201%
MALDEGEM	361.630,90	0,2759%
MALLE	268.754,65	0,2050%
MECHELN	2.322.477,30	1,7717%
MEERHOUT	145.639,96	0,1111%
MEEUWEN-GRUITRODE	220.148,09	0,1679%
MEISE	281.826,92	0,2150%
MELLE	182.360,01	0,1391%
MENEN	927.696,69	0,7077%
MERCHTEM	194.943,42	0,1487%
MERELBEKE	388.453,77	0,2963%
MERKSPLAS	127.307,66	0,0971%
MESEN	110.661,78	0,0844%
MEULEBEKE	183.237,14	0,1398%
MIDDELKERKE	341.679,87	0,2607%
MOERBEKE	79.664,40	0,0608%
MOL	938.637,28	0,7160%
MOORSLEDE	180.893,72	0,1380%
MORTSEL	575.138,45	0,4387%
NAZARETH	214.147,67	0,1634%
NEERPELT	292.240,31	0,2229%
NEVELE	200.383,12	0,1529%
NIEL	136.818,76	0,1044%
NIEUWERKERKEN	60.243,45	0,0460%
NIEUWPOORT	225.852,77	0,1723%
NIJLEN	308.000,36	0,2350%
NINOVE	801.496,60	0,6114%
OLEN	205.620,41	0,1569%
OSTENDE	1.844.455,70	1,4070%
OOSTERZELE	178.326,82	0,1360%
OOSTKAMP	374.223,21	0,2855%
OOSTROZEBEKE	121.179,95	0,0924%
OPGLABBEEK	185.971,27	0,1419%
OPWIJK	234.460,16	0,1789%
OUDENAARDE	413.093,15	0,3151%
OUDENBURG	92.064,41	0,0702%
OUD-HEVERLEE	198.691,34	0,1516%
OUD-TURNHOUT	217.541,01	0,1660%
OVERIJSE	561.565,83	0,4284%
OVERPELT	358.248,98	0,2733%

GEMEINDE	Insgesamt	%
PEER	270.256,11	0,2062%
PEPINGEN	108.169,89	0,0825%
PITTEM	82.820,52	0,0632%
POPERINGE	313.263,81	0,2390%
PUTTE	258.987,89	0,1976%
PUURS	309.293,86	0,2359%
RANST	269.626,08	0,2057%
RAVELS	236.596,65	0,1805%
RETIE	179.829,08	0,1372%
RIEMST	171.410,97	0,1308%
RIJKEVORSEL	187.345,84	0,1429%
ROESELARE	1.980.822,17	1,5111%
RONSE	776.123,96	0,5921%
ROOSDAAL	189.818,51	0,1448%
ROTSELAAR	243.706,95	0,1859%
RUISELEDE	53.854,08	0,0411%
RUMST	226.578,49	0,1728%
SCHELLE	137.353,75	0,1048%
SCHERPENHEUVEL-ZICHEM	322.061,23	0,2457%
SCHILDE	291.079,39	0,2221%
SCHOTEN	628.732,52	0,4796%
SINT-AMANDS	123.159,22	0,0940%
SINT-GILLIS-WAAS	274.977,45	0,2098%
SINT-KATELIJNE-WAVER	341.240,11	0,2603%
SINT-LAUREINS	114.754,60	0,0875%
SINT-LIEVENS-HOUTEM	162.441,72	0,1239%
SINT-MARTENS-LATEM	123.748,14	0,0944%
SINT-NIKLAAS	2.115.258,52	1,6136%
SINT-PIETERS-LEEUEW	626.608,28	0,4780%
SINT-TRUIDEN	1.059.243,49	0,8080%
SPIERE-HELKIJN	38.241,10	0,0292%
STABROEK	263.722,98	0,2012%
STADEN	183.324,58	0,1398%
STEENOKKERZEEL	194.184,92	0,1481%
STEKENE	257.737,00	0,1966%
TEMSE	720.426,49	0,5496%
TERNAT	433.982,68	0,3311%
TERVUREN	382.494,03	0,2918%
TESSENDERLO	385.777,26	0,2943%
TIELT	533.467,11	0,4070%
TIELT-WINGE	194.156,69	0,1481%
TIENEN	802.983,51	0,6126%
TONGERN	718.543,41	0,5481%
TORHOUT	410.220,51	0,3129%
TREMELO	153.711,14	0,1173%
TURNHOUT	1.543.621,89	1,1776%
VEURNE	224.058,72	0,1709%

GEMEINDE	Insgesamt	%
VILVOORDE	1.049.281,89	0,8004%
VLETEREN	46.036,26	0,0351%
VOEREN	61.646,68	0,0470%
VORSELAAR	148.245,83	0,1131%
VOSELAAR	176.841,09	0,1349%
WAARSCHOOT	130.989,64	0,0999%
WAASMUNSTER	218.328,11	0,1666%
WACHTEBEKE	118.238,23	0,0902%
WAREGEM	876.378,62	0,6685%
WELLEN	83.664,43	0,0638%
WERVIK	328.846,08	0,2509%
WESTERLO	396.326,83	0,3023%
WETTEREN	619.810,76	0,4728%
WEVELGEM	629.203,26	0,4800%
WICHELEN	184.262,13	0,1406%
WIELSBEKE	130.506,18	0,0996%
WIJNEGEM	141.355,39	0,1078%
WILLEBROEK	552.746,01	0,4217%
WINGENE	229.315,30	0,1749%
WOMMELGEM	132.064,37	0,1007%
WORTEGEM-PETEGEM	80.614,02	0,0615%
WUUSTWEZEL	284.339,11	0,2169%
ZANDHOVEN	197.881,36	0,1510%
ZAVENTEM	646.866,66	0,4935%
ZEDELGEM	315.864,76	0,2410%
ZELE	408.104,48	0,3113%
ZELZATE	247.946,04	0,1891%
ZEMST	409.077,38	0,3121%
ZINGEM	119.293,47	0,0910%
ZOERSEL	349.896,85	0,2669%
ZOMERGEM	131.902,55	0,1006%
ZONHOVEN	309.350,63	0,2360%
ZONNEBEKE	199.268,22	0,1520%
ZOTTEGEM	381.928,89	0,2914%
ZOUTLEEUV	127.389,49	0,0972%
ZUIENKERKE	5.014,44	0,0038%
ZULTE	231.455,78	0,1766%
ZUTENDAAL	127.551,74	0,0973%
ZWALM	122.822,19	0,0937%
ZWEVEGEM	378.987,29	0,2891%
ZWIJNDRECHT	345.107,02	0,2633%
INSGESAMT	130.390.328,71	100%

B.2.1. Das flämische Dekret vom 3. Juli 2015 umfasst im Wesentlichen zwei – einander ergänzende – Gegenstände, die einerseits in Kapitel 2 und andererseits in Kapitel 3 und in der Anlage zu dem angefochtenen Dekret geregelt werden.

B.2.2. Zunächst werden die Bestimmungen von acht flämischen Dekreten, mit denen die Bezuschussung der lokalen Politik in verschiedenen Bereichen geregelt wird, durch Kapitel 2 des flämischen Dekrets vom 3. Juli 2015 abgeändert oder aufgehoben:

- Im Dekret vom 28. April 1998 über die flämische Integrationspolitik: Ein neuer Artikel 28/1 wird eingefügt, und die Artikel 29 bis 31 werden abgeändert (Artikel 2 bis 5).

- Im Dekret vom 21. März 2003 über die Armutsbekämpfung: Artikel 2 Nr. 11 wird ersetzt (Artikel 6).
- Im Rahmendekret vom 22. Juni 2007 über die Entwicklungszusammenarbeit: Ein neuer Artikel 15/1 wird eingefügt (Artikel 7).
- Im Dekret vom 30. November 2007 über die flankierende Unterrichtspolitik auf lokaler Ebene: Artikel 17 wird ersetzt (Artikel 8).
- Im Dekret vom 6. Juli 2012 zur Unterstützung und Stimulierung der lokalen Jugendpolitik und zur Festlegung der provincialen Jugendpolitik: Artikel 4 § 1 wird abgeändert, Artikel 4 § 4 wird aufgehoben, und Artikel 5 § 1 wird ersetzt (Artikel 9 bis 11).
- Im Dekret vom 6. Juli 2012 über die lokale Kulturpolitik: Ein Absatz 2 wird eingefügt in Artikel 3, Artikel 5 wird abgeändert, die Überschrift von Titel 3 Kapitel 1 wird abgeändert, Titel 3 Kapitel 3 und Titel 3 Kapitel 6 Abschnitt 2 werden aufgehoben, und Artikel 38 Absatz 2 Nr. 1 wird abgeändert (Artikel 12 bis 17).
- Im Dekret vom 6. Juli 2012 zur Stimulierung und Bezuschussung einer lokalen Sportpolitik: Eine Nr. 15 wird eingefügt in Artikel 2, die Artikel 4, 5, 9 und 10, 22 bis 27 sowie die Überschrift von Kapitel 2, die Überschrift von Abschnitt 1 von Kapitel 2 und die Überschrift von Unterabschnitt 1 von Abschnitt 1 von Kapitel 2, die Überschrift von Abschnitt 3 von Kapitel 2 und die Überschrift von Abschnitt 1 von Kapitel 4 werden abgeändert (Artikel 18 bis 32).
- Im Dekret vom 7. Juni 2013 über die flämische Integrations- und Eingliederungspolitik: Eine Nr. 31 wird eingefügt in Artikel 2, und Artikel 13 wird abgeändert (Artikel 33 und 34).

Durch diese acht Dekrete werden verschiedene Weisen der Bezuschussung der Ausführungspolitik auf lokaler Ebene in den Bereichen Jugend, Sport, Kultur, Unterricht, Integration, Kinderarmutsbekämpfung und Entwicklungszusammenarbeit geregelt.

Der Anwendungsbereich der somit abgeänderten Dekretsbestimmungen ist für die Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets fortan auf die sechs Randgemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten (nachstehend: die Randgemeinden) begrenzt.

B.2.3. An zweiter Stelle wird durch Kapitel 3 des flämischen Dekrets vom 3. Juli 2015 das Dekret vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischen Gemeindefonds abgeändert, indem ab dem Haushaltsjahr 2016 in den Haushalt der Flämischen Region eine zusätzliche Dotation für den Flämischen Gemeindefonds eingetragen wird, die 130 390 328,71 Euro beträgt und nicht indiziert wird (Artikel 36).

Die Liste der flämischen Gemeinden und ihr Anteil an der zusätzlichen Dotation wird in Anlage 1 zum flämischen Dekret vom 3. Juli 2015 festgelegt (Artikel 37), durch die ebenfalls das vorerwähnte Dekret vom 5. Juli 2002 ergänzt wird (Artikel 40). Der Anteil an dieser zusätzlichen Dotation wird den Gemeinden schrittweise ausgezahlt, und zwar Ende April, Ende Oktober und Ende Januar des darauf folgenden Haushaltsjahres (Artikel 38). Die Beträge dieses Anteils, die in der Anlage zum flämischen Dekret vom 3. Juli 2015 angeführt sind, liegen zwischen null und mehreren Millionen Euro.

Die Randgemeinden gehören nicht zu den in der Anlage zum flämischen Dekret vom 3. Juli 2015 erwähnten Gemeinden.

B.2.4. Das angefochtene Dekret tritt am 1. Januar 2016 in Kraft, wobei die im Laufe des Tätigkeitsjahres 2015 gewährten Zuschüsse gemäß den Bestimmungen belegt werden müssen, die vor dem Inkrafttreten des flämischen Dekrets vom 3. Juli 2015 in Kraft waren (Artikel 41).

B.3.1. Das flämische Dekret vom 3. Juli 2015 ersetzt somit ein System der bedingten Gewährung von verschiedenen sektoriellen Zuschüssen an die lokalen Behörden, das durch die acht in B.2.2 aufgelisteten Dekrete geregelt wurde, durch einen festen Anteil an einer allgemeinen zusätzlichen Dotation des Flämischen Gemeindefonds, der in der Anlage zu diesem Dekret festgelegt ist.

Die nichtindizierte zusätzliche Dotation von 130 390 328,71 Euro des Flämischen Gemeindefonds wird aufgeteilt auf die 302 Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets, die in der Anlage zum angefochtenen Dekret aufgelistet sind und die einen pauschalen Prozentsatz dieser zusätzlichen Dotation erhalten; dieser wird unter Berücksichtigung aller Zuschüsse berechnet, die die flämischen Gemeinden 2014 auf der Grundlage der vorherigen Zuschussregelung erhalten haben.

Nur die Randgemeinden unterliegen weiterhin der vorherigen Zuschussregelung im Bereich der lokalen Politik.

B.3.2. In den Vorarbeiten wurde dargelegt, dass das flämische Dekret vom 3. Juli 2015 in der Kontinuität des flämischen Dekrets vom 15. Juli 2011 «zur Festlegung der allgemeinen Regeln, unter denen in der Flämischen Gemeinschaft und der Flämischen Region den lokalen Behörden Verpflichtungen zur regelmäßigen Planung und Berichterstattung auferlegt werden können» (nachstehend: das flämische Dekret vom 15. Juli 2011) liegt, das dazu dient, «sehr unterschiedliche und detaillierte Regelungen in Bezug auf sektorielles Pläne, Berichterstattungen und Bezuschussungen zu kanalisieren und den Verwaltungsaufwand, der sich aus diesen Regelungen ergibt, erheblich zu verringern» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2014-2015, Nr. 357/1, S. 3). Das Ziel besteht darin, ein Gleichgewicht zwischen einerseits der Festlegung der flämischen politischen Prioritäten in bestimmten Sektoren durch die Flämische Behörde und andererseits einer größeren Autonomie der lokalen Behörden zu finden (ebenda).

Es wurde ebenfalls erklärt, dass durch das angefochtene Dekret das Regierungsabkommen der Flämischen Regierung 2014-2019 umgesetzt wird, in dem es heißt:

«Wir integrieren folgende sektorielle Zuschüsse an lokale Behörden in den Gemeindefonds: lokale Kulturpolitik, lokale Jugendpolitik, lokale Sportpolitik, flankierende Unterrichtspolitik, Kinderarmutsbekämpfung, kommunale Entwicklungszusammenarbeit, Integrationszuschüsse. Die Verteilung des Gesamtbetrags, der dem Gemeindefonds hinzugefügt wird, erfolgt gemäß dem Anteil, den die Gemeinden 2014 aufgrund all dieser Zuschussregelungen erhalten. Die Wachstumsrate des Gemeindefonds findet nicht Anwendung auf diesen Betrag. Für die Gemeinden in der Region Brüssel-Hauptstadt und für die Gemeinden mit Erleichterungen im flämischen Randgebiet bleibt die derzeitige Regelung in Kraft» (ebenda, SS. 3-4).

B.3.3. In der Begründung zu dem angefochtenen Dekret wird die getrennte Regelung für die Randgemeinden wie folgt gerechtfertigt:

«Diese unterschiedliche Regelung ist gerechtfertigt in Anbetracht des besonderen Statuts dieser Gemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten und in Anbetracht der Koordinierung mit der VoG ' de Rand ', die bereits ihre Politik in bestimmten Randgemeinden umsetzt, insbesondere im Bereich der Jugend-, Sport-, und Kulturpolitik. Da in bestimmten Randgemeinden die Zuschüsse über die VoG ' de Rand ' also spezifisch an Initiativen gehen, beispielsweise bezüglich der Ziele im Rahmen der Sportpolitik, ist es angebracht, auch die Zuschüsse, die bestimmten Randgemeinden direkt gewährt werden (nämlich denjenigen, die gewissen flämischen politischen Prioritäten beigetragen sind), an die gleichen Ziele zu binden und sie folglich nicht mehr in die allgemeine Finanzierung aufzunehmen. Die betreffenden Gemeinden behalten die notwendige Freiheit, innerhalb dieser flämischen politischen Prioritäten eine eigene Politik zu entwickeln» (ebenda, S. 4; siehe auch S. 7).

B.3.4. Bei der Prüfung des Behandlungsunterschieds zwischen den Randgemeinden und den anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets im Lichte des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung hat die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates bemerkt:

«4. Der Entwurf enthält mehrere Behandlungsunterschiede zwischen einerseits den Randgemeinden, die keinen Anspruch auf die zusätzliche Dotation erheben können, und andererseits den übrigen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets, die ihrerseits Anspruch auf diese Dotation erheben können. Durch den Entwurf wird auch ein Behandlungsunterschied zwischen den Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets, die Anspruch auf die zusätzliche Dotation erheben können, eingeführt, insofern der Anteil einer jeden Gemeinde auf der Grundlage des Anteils an den sektoriellen Zuschüssen, die jede von ihnen 2014 erhalten hat, festgelegt wird. Hierbei sind folgende Anmerkungen anzubringen.

In Bezug auf die Behandlungsunterschiede zwischen den Randgemeinden und den anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets

5.1. Der Entwurf hat zur Folge, dass ein doppelter Behandlungsunterschied zwischen den Randgemeinden und den anderen, im niederländischen Sprachgebiet gelegenen Gemeinden eingeführt wird. Einerseits werden in den vorerwähnten Sektoren den Randgemeinden spezifische Verpflichtungen auferlegt oder Zuschüsse für spezifische Aufträge zur Verfügung gestellt, während diese Verpflichtungen und Zuschüsse nicht für die anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets gelten. Andererseits können die Randgemeinden keinen Anspruch auf die zusätzliche Dotation erheben, um eine allgemeine Politik im Bereich der lokalen Autonomie zu führen, während die anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets wohl Anspruch auf die zusätzliche Dotation erheben können, auch wenn sie – wegen des angewandten Verteilungskriteriums – nicht alle einen Anteil daraus erhalten. So verfügen die Randgemeinden über weniger Mittel für die von ihnen gewählten Angelegenheiten kommunalen Interesses.

5.2. Aufgrund von Artikel 7bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 werden 'unbeschadet der in Artikel 7 § 1 Absatz 1 und 3 erwähnten Bestimmungen und der Artikel 279 und 280 des neuen Gemeindegesetzes [...] die Zusammensetzung, Organisation, Befugnis, Arbeitsweise, Bestimmung oder Wahl der Organe der auf dem Gebiet ein und derselben Region gelegenen Gemeinden und die Verwaltungsaufsicht über diese Gemeinden durch diese Region auf gleiche Weise geregelt'.

In seinem Entscheid Nr. 35/2003 vom 25. März 2003 hat der Verfassungsgerichtshof in Bezug auf diese Bestimmung des Sondergesetzes wie folgt geurteilt:

'B.14.4. Indem der Sondergesetzgeber festgelegt hat, dass die von ihm aufgezählten Sachbereiche durch die Region "auf identische Weise" geregelt werden müssen, hat er vermeiden wollen, dass die regionale Zuständigkeit für nachgeordnete Behörden angewandt würde, damit bestimmten Gemeinden ohne Rechtfertigung weniger Zuständigkeiten oder weniger Autonomie gewährt wird als den anderen Gemeinden. Es ist den Regionen nicht verboten, objektiven Unterschieden Rechnung zu tragen, die eine unterschiedliche Behandlung rechtfertigen. Aus den Vorarbeiten geht nämlich hervor, dass eine regionale Bestimmung vorschreiben kann, dass eine Gemeinde oder eine Gruppe von Gemeinden im Vergleich zu den anderen Gemeinden der Region über weniger Zuständigkeiten oder über eine geringere Autonomie verfügen wird, wenn der Unterschied notwendig ist (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/1, SS. 20-21, und Nr. 2-709/7, S. 12; *Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, Nr. 1280/003, SS. 10-11).

B.14.5. Die angefochtene Bestimmung verhindert daher nicht, dass Kategorien von Gemeinden, die sich in Bezug auf eine bestimmte Maßnahme in wesentlich unterschiedlichen Situationen befinden, auf unterschiedliche Weise behandelt werden oder dass dieselben Gemeinden, wenn sie ohne vernünftige Rechtfertigung gleich behandelt werden, sich auf die Artikel 10 und 11 der Verfassung berufen'.

Durch Artikel 7bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 wird also der herkömmlichen Bedeutung des Gleichheitsgrundsatzes, in dem nämlich ein Behandlungsunterschied angenommen wird, wenn dieser vernünftig gerechtfertigt ist, nichts hinzugefügt.

5.3. In der Begründung zum Entwurf werden die in Randnr. 5.1 erwähnten Behandlungsunterschiede wie folgt begründet:

'Diese unterschiedliche Regelung ist gerechtfertigt in Anbetracht des besonderen Statuts dieser Gemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten und in Anbetracht der Koordinierung mit der VoG "de Rand", die bereits ihre Politik in bestimmten Randgemeinden umsetzt, insbesondere im Bereich der Jugend-, Sport-, und Kulturpolitik. Da in bestimmten Randgemeinden die Zuschüsse über die VoG "de Rand" also spezifisch an Initiativen gehen, beispielsweise bezüglich der Ziele im Rahmen der Sportpolitik, ist es angebracht, auch die Zuschüsse, die bestimmten Randgemeinden direkt gewährt werden (nämlich denjenigen, die gewissen flämischen politischen Prioritäten beigetreten sind), an die gleichen Ziele zu binden und sie folglich nicht mehr in die allgemeine Finanzierung aufzunehmen. Die betreffenden Gemeinden behalten die notwendige Freiheit, innerhalb dieser flämischen politischen Prioritäten eine eigene Politik zu entwickeln'.

In Beantwortung der Kritik gewisser Beiräte wurde noch Folgendes hinzugefügt:

'In Bezug auf die Gemeinden mit Erleichterungen im flämischen Randgebiet ist ständig das besondere Statut dieser Gemeinden und die Koordinierung mit der VoG "de Rand", die bereits spezifisch zugunsten dieser Gemeinden und Sektoren Initiativen bezuschusst, hervorzuheben. Es ist daher angebracht, die Zuschüsse, die direkt bestimmten Randgemeinden gewährt werden, mit den gleichen Zielen zu verbinden und sie nicht in der allgemeinen Finanzierung anzuführen'.

5.4. Die Rechtfertigung der notwendigen Koordinierung mit der Bezuschussung durch die VoG 'de Rand' scheint sich zu bewähren für die Sektoren, in denen diese Einrichtung Zuschüsse gewährt, was gemäß der Begründung für die Jugend-, Sport-, und Kulturpolitik der Fall zu sein scheint. Wie das 'besondere Statut' der Randgemeinden für die anderen Sektoren einen Behandlungsunterschied rechtfertigen kann, wird jedoch nicht in der Begründung erläutert, was dennoch notwendig ist, um die Vereinbarkeit dieses Behandlungsunterschieds mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung zu rechtfertigen.

Auf die Bitte um diesbezügliche Erläuterung erklärte der Beauftragte:

'Man hat sich dafür entschieden, die Zuschüsse an die Gemeinden mit Erleichterungen im flämischen Randgebiet im Rahmen der Gemeinschaftszuständigkeiten auf einheitliche Weise zu behandeln, damit sie in ihren strategischen Mehrjahresplänen eine kohärente und transversale Politik im Rahmen dieser Zuständigkeiten führen können. Durch die Verbindung mit Kodes für Teilberichterstattungen wird sowohl für die Gemeinde als auch für die Aufsichtsbehörde deutlich, in welchem Maße eine transversale Politik geführt wird und welche Finanzierung die Gemeinde damit verbindet'.

Das Ziel, die sektoriellen Zuschüsse der Randgemeinden in allen im Entwurf erwähnten Sektoren auf die gleiche Weise zu behandeln, scheint die in Randnr. 5.1 angeführten Behandlungsunterschiede für die Sektoren, für die die Notwendigkeit einer Koordinierung der Bezuschussung durch die VoG 'de Rand' nicht gilt, vernünftig rechtfertigen zu können. Es empfiehlt sich, die vorerwähnte Erläuterung in die Begründung aufzunehmen.

5.5. Es ist jedoch anzumerken, dass die sektoriellen Zuschüsse für die Gemeinden in den Sektoren Integration und Eingliederung, Armutsbekämpfung, Entwicklungszusammenarbeit, flankierende Unterrichtspolitik, lokale Jugendpolitik, lokale Kulturpolitik und lokale Sportpolitik innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt werden. Die Folgen der in Randnr. 5.1 angeführten Behandlungsunterschiede wären jedoch unverhältnismäßig, wenn keine Haushaltsmittel für die sektoriellen Zuschussregelungen, die weiterhin für die Randgemeinden gelten, vorgesehen wären, während die anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets die zusätzliche Dotation erhalten würden, die in den Bestimmungen von Kapitel 3 des Entwurfs vorgesehen sind» (ebenda, SS. 99-101).

In Bezug auf das Interesse an der Klageerhebung

B.4. Die erste klagende Partei ist eine VoG, deren Vereinigungszweck darin besteht, die Menschenrechte und die Rechte von Minderheiten, so wie sie in der Verfassung und in verschiedenen völkerrechtlichen Instrumenten festgelegt sind, zu fördern und gegebenenfalls vor Gericht aufzutreten, um eine Verletzung dieser Rechte anzuprangern; sie rechtfertigt ihr Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung des angefochtenen Dekrets durch den Umstand, dass dieses nach ihrem Dafürhalten Diskriminierungen aufgrund der Sprache beinhalte.

Die zweite klagende Partei ist eine Privatperson, die ihren Wohnsitz in der Gemeinde Kraainem hat; sie ist der Auffassung, ein persönliches und direktes Interesse an der Beantragung der Nichtigkeitsklärung zu besitzen, da ihre Gemeinde künftig nicht mehr dieselben Zuschüsse werde erhalten können wie die anderen Gemeinden der Flämischen Region, was schließlich ihre kulturellen Rechte verringern könnte.

B.5. Die Flämische Regierung macht die Unzulässigkeit der Klage mangels Interesse geltend, weil sie der Auffassung ist, dass die klagenden Parteien kein individuelles und direktes Interesse daran hätten, die Nichtigkeitsklärung zu beantragen. Das angefochtene Dekret enthalte nämlich keine Diskriminierung aufgrund der Sprache, und ein Einwohner einer Randgemeinde weise kein Interesse an der Anfechtung des Finanzierungssystems seiner Gemeinde nach, da er nur auf indirekte oder hypothetische Weise davon betroffen sein könne.

B.6.1. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte; demzufolge ist die Popularklage nicht zulässig.

B.6.2. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die nicht ihr persönliches Interesse geltend macht, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.6.3. Durch das angefochtene Dekret ersetzt die Flämische Region das System der bedingten Bezuschussung der Gemeinden in verschiedenen Bereichen durch eine pauschale und automatische Beteiligung des Flämischen Gemeindefonds für alle flämischen Gemeinden, mit Ausnahme der sechs Randgemeinden, die weiterhin der vorherigen Regelung der sektoriellen Bezuschussung unterliegen.

Ohne dass die Beschreibung des Vereinigungszwecks der ersten klagenden Partei wörtlich auszulegen ist als ein Mittel, das sie anwendet, um gleich welche Norm anzufechten unter dem Vorwand, dass sich jede Norm auf die Rechte anderer auswirke, kann angenommen werden, dass er sich vom Allgemeininteresse unterscheidet.

Nach Darlegung der ersten klagenden Partei beeinträchtigt das angefochtene Dekret ihren Vereinigungszweck, insofern die Flämische Region auf diese Weise eine Diskriminierung aufgrund eines Sprachkriteriums eingeführt habe und insofern dieses Dekret die Rechtslage der Randgemeinden und der Einwohner dieser Gemeinden, die besondere Garantien genießen würden, beeinträchtigen könne.

In dieser begrenzten Form hängt die Prüfung dieses Interesse mit der Tragweite zusammen, die dem angefochtenen Dekret zu verleihen ist. Folglich deckt sich die Prüfung der Zulässigkeit, in Bezug auf die erste klagende Partei, mit derjenigen der Sache selbst.

B.6.4. Die zweite klagende Partei führt zur Untermauerung ihres Interesses keine Verletzung der spezifischen Garantien an, die sie als Einwohner einer Randgemeinde genieße, sondern nur eine Beeinträchtigung ihrer kulturellen Rechte, die ihre Gemeinde schließlich in Ermangelung einer Bezuschussung im kulturellen Bereich im weiteren Sinne einschränken könne.

Die zweite klagende Partei kann nicht direkt und nachteilig durch ein Dekret betroffen sein, das die Finanzierung der flämischen Gemeinden regelt. Es trifft zwar zu, dass ein solches Dekret, durch das die Höhe der finanziellen Mittel der Gemeinden festgelegt wird, indirekt Auswirkungen auf die Situation der Einwohner dieser Gemeinden haben könnte, doch die Randgemeinden selbst können in diesem Fall direkt von diesem Dekret betroffen sein. Sich auf die Folgen des Dekrets zu berufen, reicht nicht aus, um nachzuweisen, dass die zweite klagende Partei direkt in ihrer individuellen Situation betroffen sein könnte. Außerdem ist festzustellen, dass durch das angefochtene Dekret die Zuschussregelung der Gemeinden in Bereichen, die über den bloßen kulturellen Bereich hinausgehen, abgeändert wird.

Die zweite klagende Partei weist daher nicht das erforderliche Interesse nach, sodass die Nichtigkeitsklage in diesem Maße unzulässig ist.

Zur Hauptsache

B.7. Die klagende Partei ist der Auffassung, dass die angefochtenen Bestimmungen einen doppelten Behandlungsunterschied zwischen den Randgemeinden und den anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets enthalte, einerseits, insofern die sechs Randgemeinden weiterhin bestimmten spezifischen und administrativen Verpflichtungen unterlägen, um sektorielles Zuschüsse erhalten zu können, und andererseits, insofern diese Gemeinden von der zusätzlichen Dotation, die dazu diene, die Umsetzung der lokalen Autonomie, insbesondere in kulturellen Angelegenheiten, zu gewährleisten, ausgeschlossen würden.

Nach Darlegung der klagenden Partei beinhalte dieser doppelte Behandlungsunterschied einen Verstoß gegen

- Artikel 7bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung (erster Klagegrund),
- Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung (zweiter Klagegrund) und
- die Artikel 10 und 11 der Verfassung und den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit (dritter Klagegrund).

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

B.8.1. Artikel 7bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch Artikel 8 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 zur Übertragung verschiedener Befugnisse an die Regionen und Gemeinschaften, bestimmt:

«Unbeschadet der in Artikel 7 § 1 Absatz 1 und 3 erwähnten Bestimmungen und der Artikel 279 und 280 des neuen Gemeindegesetzes werden die Zusammensetzung, Organisation, Befugnis, Arbeitsweise, Bestimmung oder Wahl der Organe der auf dem Gebiet ein und derselben Region gelegenen Gemeinden und die Verwaltungsaufsicht über diese Gemeinden durch diese Region auf gleiche Weise geregelt».

B.8.2. Aufgrund von Artikel 7bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 sind die Regionen dazu gehalten, unbeschadet der ausdrücklich erwähnten Bestimmungen «die Zusammensetzung, Organisation, Befugnis, Arbeitsweise, Bestimmung oder Wahl der Organe der auf dem Gebiet ein und derselben Region gelegenen Gemeinden und die Verwaltungsaufsicht über diese Gemeinden» auf gleiche Weise zu regeln.

Diese Bestimmung bezweckte, der durch die Regionen vorgenommenen Ausübung «ihrer neu erworbenen Zuständigkeiten bezüglich der Zusammensetzung, Organisation, Befugnis, Arbeitsweise, Bestimmung oder Wahl ihrer Aufsichtsorgane» (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/1, S. 20; siehe auch ebenda, S. 12) einen gesetzgebenden Rahmen zu verleihen im Anschluss an die Regionalisierung der Grundlagengesetzgebung in Bezug auf die Gemeinden und die Provinzen durch Artikel 4 des vorerwähnten Sondergesetzes vom 13. Juli 2001.

Artikel 7bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 betrifft jedoch nur die in dieser Bestimmung aufgelisteten Zuständigkeiten, ohne sich auf alle Zuständigkeiten der Regionen in Bezug auf die untergeordneten Behörden zu beziehen, darunter die Zuständigkeiten – die vor der durch das Sondergesetz vom 13. Juli 2001 erfolgten Erweiterung den regionalen Zuständigkeiten in Bezug auf die untergeordneten Behörden zugeteilt wurden – bezüglich der allgemeinen Finanzierung der Gemeinden (Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980) oder bezüglich der Finanzierung der Aufgaben, die von den Gemeinden in Angelegenheiten, die in die Zuständigkeit der Regionen fallen, zu erfüllen sind, außer wenn diese Aufgaben Aufträge sich auf eine Angelegenheit beziehen, die in die Zuständigkeit der Förderbehörde oder der Gemeinschaften fällt (Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980).

B.8.3. Wie in B.2 und B.3 dargelegt wurde, werden durch das angefochtene Dekret einerseits die Regeln bezüglich der Bezuschussung sektorieller Aufträge der Gemeinden in den Bereichen Jugend, Sport, Kultur, Unterricht, Integration, Kinderarmutsbekämpfung und Entwicklungszusammenarbeit abgeändert und wird andererseits eine allgemeine Finanzierung der Gemeinden durch eine zum Zuständigkeitsbereich des Flämischen Gemeindefonds gehörende zusätzliche Dotation eingeführt.

Für alle anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets als die Randgemeinden werden die sektoriellen Zuschüsse in den vorerwähnten Bereichen durch einen globalen Anteil an dieser zusätzlichen Dotation ersetzt, die zur regionalen Zuständigkeit für die allgemeine Finanzierung der Gemeinden gehört, verstanden als eine Finanzierung für die Gemeinden «nach Kriterien, die nicht direkt mit einem spezifischen Auftrag oder einer spezifischen Aufgabe verbunden sind» (*Parl. Dok.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 516/1, S. 18).

B.8.4. Was diese beiden einander ergänzenden Ziele bezüglich der entweder sektoriellen oder allgemeinen Finanzierung der Gemeinden betrifft, gehört das angefochtene Dekret nicht zum Anwendungsbereich von Artikel 7bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980.

B.8.5. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

B.9.1. Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, eingefügt durch Artikel 9 des Sondergesetzes vom 13. Juli 2001 und abgeändert durch Artikel 2 des Sondergesetzes vom 19. Juli 2012, bestimmt:

«Dekrete, Regelungen und Verwaltungsakte der Gemeinschaften und der Regionen und Handlungen, Regelungen und Verordnungen der lokalen Behörden dürfen die am 14. Oktober 2012 bestehenden Garantien, in deren Genuss die Französischsprachigen in den in Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten erwähnten Gemeinden und die Niederländischsprachigen, Französischsprachigen und Deutschsprachigen in den in Artikel 8 derselben Gesetze genannten Gemeinden kommen, nicht beeinträchtigen».

B.9.2. In den Vorarbeiten zu dieser Bestimmung heißt es, dass sie «bezweckt, den Randgemeinden und den Gemeinden mit Spracherleichterungen zu gewährleisten, dass die derzeit bestehenden Garantien uneingeschränkt aufrechterhalten werden, selbst nach der Regionalisierung des grundlegenden Gemeindegesetzes und Gemeindegewahlgesetzes» (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/1, S. 21), und dass der Gesetzgeber mit dem Begriff «Garantien» «die Gesamtheit der derzeit geltenden Bestimmungen, durch die eine spezifische Regelung für die im Text erwähnten Privatpersonen eingeführt wird, und im Allgemeinen alle Bestimmungen, die Privatpersonen, und insbesondere die öffentlichen Mandatsträger in den Gemeinden im Sinne der Artikel 7 und 8 der koordinierten Gesetze, schützen» gemeint hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, DOC 50-1280/003, S. 10; siehe auch *Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-709/7, SS. 11-12).

B.9.3. Obwohl durch Artikel 2 des Sondergesetzes vom 19. Juli 2012 «zur Abänderung von Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen und von Artikel 5bis des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen» Artikel 16bis abgeändert wurde, indem eine «Aktualisierung» der in dieser Bestimmung enthaltenen Stillhalteklausele bis zum 14. Oktober 2012 vorgenommen wurde (*Parl. Dok.*, Senat, 2011-2012, Nr. 5-1566/1, S. 1, und Nr. 5-1563/4, S. 10), und ausdrücklich präzisiert wurde, dass diese Stillhalteklausele für die Gemeinschaften und die lokalen Behörden gilt (*Parl. Dok.*, Senat, 2011-2012, Nr. 5-1566/1, S. 3, und Nr. 5-1563/4, SS. 11 und 39), wurden damit jedoch nicht die Begünstigten der «bestehenden Garantien» geändert, nämlich seit der Annahme von Artikel 16bis die Privatpersonen in den Gemeinden im Sinne der Artikel 7 und 8 der koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten.

B.9.4. Wie in B.2 und B.3 dargelegt wurde, werden durch das angefochtene Dekret einerseits die Regeln bezüglich der Bezuschussung von sektoriellen Aufträgen der Gemeinden in den Bereichen Jugend, Sport, Kultur, Unterricht, Integration, Kinderarmutsbekämpfung und Entwicklungszusammenarbeit abgeändert und wird andererseits eine allgemeine Finanzierung der Gemeinden durch eine zum Zuständigkeitsbereich des Flämischen Gemeindefonds gehörende zusätzliche Dotation eingeführt.

In Bezug auf seinen Zweck, der die entweder sektorielle oder allgemeine Finanzierung der Gemeinden betrifft, kann das angefochtene Dekret nicht die Garantien, die die Französischsprachigen in den Randgemeinden aufgrund von Artikel 16bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 genießen, beeinträchtigen und kann durch das Dekret nicht gegen diese Bestimmung verstoßen werden.

B.9.5. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des dritten Klagegrunds

B.10.1. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.10.2. Außerdem ist der Grundsatz der Verhältnismäßigkeit untrennbar mit der Ausübung einer jeden Zuständigkeit verbunden.

B.11.1. Wie in B.2 und B.3 dargelegt wurde, werden durch das angefochtene Dekret einerseits die Regeln bezüglich der Bezuschussung von sektoriellen Aufträgen der Gemeinden in den Bereichen Jugend, Sport, Kultur, Unterricht, Integration, Kinderarmutsbekämpfung und Entwicklungszusammenarbeit abgeändert und wird andererseits eine allgemeine Finanzierung der Gemeinden durch eine unter die Zuständigkeit des Flämischen Gemeindefonds fallende zusätzliche Dotation eingeführt.

Die Möglichkeiten zur sektoriellen Bezuschussung der Gemeinden, die in den acht durch das Dekret vom 3. Juli 2015 abgeänderten Dekreten geregelt werden, betreffen fortan für die Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets nur noch die Randgemeinden (Kapitel 2), während diese Randgemeinden von der zusätzlichen Dotation des Flämischen Gemeindefonds ausgeschlossen sind (Kapitel 3 und Anlage).

Durch das angefochtene Dekret wird somit bezüglich der Finanzierung der Gemeinden ein doppelter Behandlungsunterschied zwischen den Randgemeinden und allen anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets eingeführt.

B.11.2. Der Gerichtshof muss prüfen, ob dieser doppelte Behandlungsunterschied mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist, insbesondere hinsichtlich der Folgen des angefochtenen Dekrets für die Randgemeinden, insofern sie weiterhin der vorherigen Zuschussregelung unterliegen und von der zusätzlichen Dotation ausgeschlossen sind.

B.12.1. In ihrer durch das angefochtene Dekret abgeänderten Fassung gelten die verschiedenen in B.2.2 aufgelisteten Dekretsbestimmungen bezüglich der Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets nur noch für die Randgemeinden.

B.12.2. Gemäß den Artikeln 28 und 28/1 des flämischen Dekrets vom 28. April 1998 über die flämische Integrationspolitik haben die Randgemeinden «die Regierolle» für die Integrationspolitik auf ihrem Gebiet, indem sie die Ausarbeitung, Lenkung, Abstimmung und Ausführung der inklusiven Integrationspolitik erledigen. Gemäß den Artikeln 29 bis 31 desselben Dekrets kann die Flämische Regierung diesen Gemeinden innerhalb der verfügbaren Haushaltsmittel einen Integrationszuschuss gewähren auf der Grundlage der strategischen Mehrjahresplanung der Gemeinden, wobei die Gemeinden, die für diesen Zuschuss in Frage kommen, grundsätzlich bereits in der Vergangenheit einen solchen Zuschuss erhalten haben – deren Liste durch den ministeriellen Erlass vom 4. November 2013 festgelegt wurde –, vorbehaltlich des Verfahrens, das im ministeriellen Erlass vom 20. Februar 2014 festgelegt wurde, durch den es einer anderen Gemeinde ermöglicht wird, die Gewährung dieses Zuschusses innerhalb der Grenzen der verfügbaren zusätzlichen Haushaltsmittel während des Politikzyklus 2014-2019 zu beantragen.

Gemäß Artikel 32 desselben Dekrets finden die Bestimmungen des Dekrets über die Planungsverpflichtungen – das heißt das flämische Dekret vom 15. Juli 2011 – Anwendung auf die lokale Integrationspolitik.

B.12.3. Gemäß Artikel 18/1 des flämischen Dekrets vom 21. März 2003 über die Armutsbekämpfung kann die Flämische Regierung innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel den lokalen Behörden – den Randgemeinden und der Flämischen Gemeinschaftskommission gemäß Artikel 2 Nr. 11 desselben Dekrets – einen Zuschuss im Hinblick auf die Kinderarmutsbekämpfung gewähren.

Die Bezuschussung der Randgemeinden unterliegt dem flämischen Dekret vom 15. Juli 2011, und um bezuschussungsfähig zu sein, müssen die Randgemeinden eine Politik zur Kinderarmutsbekämpfung führen, die in der strategischen Mehrjahresplanung der lokalen Behörden angegeben ist.

Die Flämische Regierung legt die Modalitäten und Bedingungen für die Gewährung dieser Zuschüsse fest, wobei die Liste der bezuschussungsfähigen Gemeinden und der Beträge dieser Zuschüsse durch den ministeriellen Erlass vom 7. Februar 2014 festgelegt worden ist.

B.12.4. Gemäß Artikel 15/1 des flämischen Rahmendekrets vom 22. Juni 2007 über die Entwicklungszusammenarbeit gelten die Artikel 16/1 und 16/2 desselben Dekrets nur für die Randgemeinden. In diesen Artikeln ist vorgesehen, dass die Flämische Regierung die Entwicklungszusammenarbeit auf kommunaler Ebene unterstützt, insbesondere durch die Impulspolitik für die kommunale Entwicklungszusammenarbeit, insbesondere anhand einer Kofinanzierung durch die lokale Behörde.

In den Artikeln 3 bis 9 des Erlasses der Flämischen Regierung vom 7. Dezember 2012 sind die Gewährungsmodalitäten und der Betrag des Zuschusses im Rahmen der Impulspolitik für die Entwicklungszusammenarbeit innerhalb der Grenzen der dafür bestimmten Haushaltsmittel festgelegt.

B.12.5. Gemäß Artikel 17 des flämischen Dekrets vom 30. November 2007 über die flankierende Unterrichtspolitik auf lokaler Ebene findet Kapitel IV mit der Überschrift «Zuschüsse zur Stimulierung der flankierenden Unterrichtspolitik» nur Anwendung auf die Randgemeinden. In den Artikeln 18 ff. desselben Dekrets ist festgelegt, dass innerhalb der Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel Zuschüsse vorgesehen werden für Projekte in den Gemeinden, die die flämische Unterrichtspolitik unterstützen. Um bezuschussungsfähig zu sein im Sinne von Artikel 18, müssen die Gemeinden eine neutrale schul- und netzübergreifende flankierende Unterrichtspolitik führen, die in die strategische Mehrjahresplanung der Gemeinde aufgenommen wird, und die Aktionspläne, die die Gemeinde in Zusammenarbeit mit lokalen Akteuren aufstellt, um die flankierende Unterrichtspolitik zu gestalten, teilweise finanziell mit unterstützen.

Aufgrund des Erlasses der Flämischen Regierung vom 19. Oktober 2012 «zur Festlegung der politischen Prioritäten und der Regelung des Verfahrens für die Gewährung von Zuschüssen im Rahmen des Dekrets vom 30. November 2007 über die flankierende Unterrichtspolitik auf lokaler Ebene» in der durch den Erlass der Flämischen Regierung vom 12. Juli 2013 abgeänderten Fassung wird die lokale Verwirklichung der flämischen politischen Prioritäten im Rahmen der lokalen flankierenden Unterrichtspolitik und der Beantragung von Zuschüssen in Bezug auf die lokale flankierende Unterrichtspolitik durch einen Ausschuss beurteilt, der eine Einstufung der Gemeinden im Hinblick auf die Verteilung der Zuschüsse festlegt (Artikel 2/1 bis 7). Dieser Ausschuss kann ebenfalls vor Ort die Ausführung der lokalen Verwirklichung der politischen Prioritäten und die Verwendung der Zuschüsse überwachen (Artikel 8).

B.12.6. Aufgrund von Artikel 4 § 1 des flämischen Dekrets vom 6. Juli 2012 «zur Unterstützung und Stimulierung der lokalen Jugendpolitik und zur Festlegung der provincialen Jugendpolitik» gewährt die Flämische Regierung unter den in diesem Dekret festgelegten Bedingungen den Randgemeinden Zuschüsse zur Unterstützung der Jugendarbeit im Hinblick auf die Ausführung der flämischen politischen Prioritäten im Bereich der Jugendpolitik und der Jugendarbeit, die im Erlass der Flämischen Regierung vom 9. November 2012 festgelegt sind.

Gemäß Artikel 4 § 3 desselben Dekrets können die Zuschüsse, die die Gemeindeverwaltungen erhalten, ausschließlich für die Unterstützung von Initiativen der Jugendarbeit mit Sitz im niederländischen Sprachgebiet oder im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt verwendet werden; diese Initiativen der Jugendarbeit müssen bei ihrer Arbeit die niederländische Sprache benutzen.

Aufgrund von Artikel 3 des vorerwähnten Dekrets vom 6. Juli 2012 gilt das flämische Dekret vom 15. Juli 2011 für die flämischen politischen Prioritäten für die Jugendpolitik, gemäß Artikel 4 § 1.

In Artikel 5 § 1 desselben Dekrets ist vorgesehen, dass der Gemeinderat zur Regelung der Konzertierung und der Mitsprache bei der Vorbereitung und der Ausführung der Jugendpolitik und bezüglich der Randgemeinden, um bezuschussungsfähig zu sein, einen Jugendrat einsetzt oder einen bereits bestehenden Jugendrat anerkennt.

In den Artikeln 2 bis 3/1 des Erlasses der Flämischen Regierung vom 21. Dezember 2012 sind die Bedingungen für die Gewährung von Zuschüssen an die Gemeinden festgelegt, insbesondere die Einhaltung der Verpflichtungen bezüglich der Berichterstattung, die in Artikel 10 des flämischen Dekrets vom 15. Juli 2011 vorgesehen sind.

B.12.7. Aufgrund von Artikel 3 Absatz 2 des flämischen Dekrets vom 6. Juli 2012 über die lokale Kulturpolitik finden die Bestimmungen von Titel 2 und Titel 3 Kapitel 1 bis 3 desselben Dekrets nur auf die Randgemeinden Anwendung. Aufgrund von dessen Artikel 5 bezweckt das vorerwähnte Dekret vom 6. Juli 2012, die lokale Kulturpolitik der Randgemeinden, die in einem strategischen Mehrjahresplan ausgearbeitet wird, zu unterstützen. Aufgrund der Artikel 6 bis 9 desselben Dekrets werden die Zuschüsse gemäß den durch die Flämische Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten für die Verteilung gewährt zur Unterstützung der lokalen Kulturpolitik entsprechend den flämischen politischen Prioritäten in Verbindung mit der qualitativen und nachhaltigen lokalen Kulturpolitik oder einer allgemein zugänglichen öffentlichen Bibliothek, die den heutigen Bedürfnissen angepasst ist und die mindestens 75 Prozent ihres Etats für niederländischsprachige Publikationen verwenden muss. Gemäß Artikel 4 werden die Zuschüsse anhand der Bevölkerungszahlen berechnet.

In Artikel 2 des Erlasses der Flämischen Regierung vom 26. Oktober 2012 «zur Ausführung des Dekrets vom 6. Juli 2012 über die lokale Kulturpolitik», abgeändert durch den Erlass der Flämischen Regierung vom 4. Juli 2012, ist vorgesehen, dass die Zuschussanträge dem flämischen Dekret vom 15. Juli 2011 unterliegen. Durch die Artikel 4 und 8 desselben Erlasses wird ein System organisiert, in dem der Zuschuss entweder auf der Grundlage des Zuschusses während des Tätigkeitsjahres 2013, wenn die Gemeinde bereits bezuschusst wurde, oder auf der Grundlage eines Pauschalbetrags entsprechend der Bevölkerungszahl der Gemeinde gewährt wird. Gemäß dem Erlass der Flämischen Regierung vom 17. Juli 2015 werden die Zuschüsse dem abgeflachten Gesundheitsindex angepasst.

B.12.8. Durch das flämische Dekret vom 6. Juli 2012 «zur Stimulierung und Bezuschussung einer lokalen Sportpolitik» wird die Bezuschussung der Randgemeinden zur Verwirklichung einer Politik im Bereich «Sport für Alle» organisiert. Diese Bezuschussung mit einem Betrag von 2,4 Euro pro Jahr pro Einwohner, wenn die in diesem Dekret angeführten Bedingungen und die durch die Flämische Regierung festgelegten Bedingungen erfüllt sind, muss innerhalb der Haushaltsgrenzen auf die Ausführung der flämischen politischen Prioritäten ausgerichtet sein, die in Artikel 5 desselben Dekrets aufgelistet sind (Artikel 8). Diese Zuschüsse werden durch die Randgemeinde um mindestens 30 Prozent erhöht (Artikel 9). Eine Organisation kann anerkannt und bezuschusst werden für die Begleitung der Gemeinden im Rahmen der lokalen Politik im Bereich «Sport für Alle» (Artikel 22 ff.).

In den Artikeln 4 ff. und 23 ff. des Erlasses der Flämischen Regierung vom 16. November 2012 «über die Ausführung des Dekrets vom 6. Juli 2012 zur Stimulierung und Bezuschussung einer lokalen Sportpolitik» sind die Bedingungen der Bezuschussung in Bezug auf die flämischen politischen Prioritäten «Sport für Alle» für die Gemeinden beziehungsweise eine anerkannte Organisation für die Begleitung der Gemeinden festgelegt.

B.12.9. Artikel 13 des flämischen Dekrets vom 7. Juni 2013 «über die flämische Integrations- und Eingliederungspolitik» bestimmt, dass die Flämische Regierung im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel den Randgemeinden einen Integrationszuschuss gewähren kann im Hinblick auf die Verwirklichung der Ziele der Integrationspolitik im Sinne von Artikel 4 desselben Dekrets. Zum Beginn der Mehrjahresplanung 2014-2019 kommen nur die Randgemeinden, die bereits einen Zuschuss für einen Integrationsdienst oder für die Einsetzung eines Integrationsdienstes erhalten haben, für einen Integrationszuschuss in Frage; die anderen Randgemeinden sind nur bezuschussungsfähig, insofern ausreichende zusätzliche Haushaltsmittel verfügbar sind.

Diese Bestimmung ist jedoch noch nicht in Kraft.

B.12.10. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Randgemeinden durch Kapitel 2 des flämischen Dekrets vom 3. Juli 2015 weiterhin verschiedenen Regelungen bezüglich der sektoriellen Zuschüsse, die an den abgeflachten Gesundheitsindex gebunden sind, gemäß dem Erlass der Flämischen Regierung vom 17. Juli 2015 unterliegen.

Die Gewährung dieser sektoriellen Zuschüsse unterliegt nicht nur der Einhaltung der flämischen politischen Prioritäten und der Verpflichtungen der Berichterstattung im Sinne des flämischen Dekrets vom 15. Juli 2011, sondern sie hängt gegebenenfalls auch von einer vorherigen Bezuschussung und von den Grenzen der verfügbaren Haushaltsmittel ab.

B.13.1. Wie in B.2 dargelegt wurde, bezweckt das angefochtene Dekret, die sektoriellen Zuschüsse für die lokalen Behörden in Bezug auf Kultur, Jugendpolitik, Sportpolitik, flankierende Unterrichtspolitik, Armutsbekämpfung, Entwicklungszusammenarbeit und Integrations- und Eingliederungspolitik durch einen festen Anteil an einer zusätzlichen Dotation des Flämischen Gemeindefonds zu ersetzen. Der Dekretgeber beabsichtigt somit, die Handlungsfreiheit der lokalen Behörden bei der Zweckbestimmung dieser öffentlichen Mittel zu erweitern. Für die sechs Randgemeinden bleibt die Zuschussregelung bezüglich der vorerwähnten Angelegenheiten jedoch in Kraft.

B.13.2. In den Vorarbeiten zu dem angefochtenen Dekret wird die unterschiedliche Behandlung der Randgemeinden wie folgt gerechtfertigt:

«Diese unterschiedliche Regelung ist gerechtfertigt in Anbetracht des besonderen Statuts dieser Gemeinden im Sinne von Artikel 7 der am 18. Juli 1966 koordinierten Gesetze über den Sprachengebrauch in Verwaltungsangelegenheiten und in Anbetracht der Koordinierung mit der VoG 'de Rand', die bereits ihre Politik in bestimmten Randgemeinden umsetzt, insbesondere im Bereich der Jugend-, Sport-, und Kulturpolitik. Da in bestimmten Randgemeinden die Zuschüsse über die VoG 'de Rand' also spezifisch an Initiativen gehen, beispielsweise bezüglich der Ziele im Rahmen der Sportpolitik, ist es angebracht, auch die Zuschüsse, die bestimmten Randgemeinden direkt gewährt werden (nämlich denjenigen, die gewissen flämischen politischen Prioritäten beigetreten sind), an die gleichen Ziele zu binden und sie folglich nicht mehr in die allgemeine Finanzierung aufzunehmen. Die betreffenden Gemeinden behalten die notwendige Freiheit, innerhalb dieser flämischen politischen Prioritäten eine eigene Politik zu entwickeln».

Man hat sich im Entwurf bewusst dafür entschieden, die Zuschüsse an die Gemeinden mit Erleichterungen im flämischen Randgebiet im Rahmen der Gemeinschaftszuständigkeiten auf einheitliche Weise zu behandeln, damit sie in ihren strategischen Mehrjahresplänen eine kohärente und transversale Politik im Rahmen dieser Zuständigkeiten führen können. Durch die Verbindung mit Kodes für Teilberichterstattungen wird sowohl für die Gemeinde als auch für die Aufsichtsbehörde deutlich, in welchem Maße eine transversale Politik geführt wird und welche Finanzierung die Gemeinde damit verbindet» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2014-2015, Nr. 357/1, S. 4).

B.13.3. Der Behandlungsunterschied zwischen den Randgemeinden und den anderen flämischen Gemeinden wurde in den Vorarbeiten also durch das besondere Statut der Randgemeinden und durch die Koordinierung der verschiedenen sektoriellen Zuschüsse durch die VoG «de Rand» gerechtfertigt.

B.14.1. Vor der Annahme des angefochtenen Dekrets wurden alle flämischen Gemeinden, darunter die Randgemeinden, auf die gleiche Weise behandelt hinsichtlich der Gewährung der vorerwähnten sektoriellen Zuschüsse an die Gemeinden. Diese sektoriellen Zuschüsse wurden den Gemeinden nur unter Einhaltung der Bedingungen im Sinne der verschiedenen in B.12 in Erinnerung gerufenen Rechtsvorschriften gewährt, die weiterhin für die Randgemeinden gelten.

B.14.2. Vor der Annahme der angefochtenen Bestimmungen gab es jedoch in Bezug auf die Jugend-, Sport- und Kulturpolitik zusätzliche Bezuschussungsmöglichkeiten in den Randgemeinden durch die externe verselbstständigte Agentur VoG «de Rand» (nachstehend: VoG «de Rand»).

B.14.3. In den Vorarbeiten zum Dekret vom 12. Juli 2013 «zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 7. Mai 2004 zur Umwandlung der VoG ' de Rand ' in eine privatrechtliche externe verselbstständigte Agentur» heißt es diesbezüglich:

«Um zu vermeiden, dass lokale niederländischsprachige Initiativen in den Randgemeinden nicht mehr durch die Flämische Behörde finanziert werden können, weil die betreffende Gemeindeverwaltung nicht den flämischen politischen Prioritäten beigetreten ist, wurde vereinbart, dass die vorbehaltenen Haushaltsmittel auf die externe verselbstständigte Agentur VoG ' de Rand ' übertragen werden, die den Auftrag erhält, diese Initiativen zu unterstützen» (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2012-2013, Nr. 2062/1, S. 4).

B.14.4. Durch Artikel 3 des vorerwähnten Dekrets vom 12. Juli 2013 wurde in das Dekret vom 7. Mai 2004 ein neuer Artikel 10/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Die Flämische Regierung kann der VoG ' de Rand ' einen Zuschuss gewähren zur Ausführung einer oder mehrerer politischer Prioritäten im Bereich der Jugendpolitik, der (lokalen) Sportpolitik und der Kulturpolitik zugunsten der niederländischsprachigen Initiativen im flämischen Randgebiet um Brüssel.

Die politischen Prioritäten im Sinne von Absatz 1 sind die politischen Prioritäten, die festgelegt wurden durch oder aufgrund von:

1. Artikel 4 § 1 Absätze 1 und 2 des Dekrets vom 6. Juli 2012 zur Unterstützung und Stimulierung der lokalen Jugendpolitik und zur Festlegung der provinziellen Jugendpolitik;

2. Artikel 5 Absatz 2 Nr. 2 des Dekrets vom 6. Juli 2012 über die lokale Kulturpolitik, insofern er die Förderung der privatrechtlichen Bibliotheken von Kraainem und Drogenbos betrifft;

3. Artikel 5 des Dekrets vom 6. Juli 2012 zur Stimulierung und Zuschussung einer lokalen Sportpolitik.

Der Zuschuss wird zur Unterstützung von lokalen Initiativen in den sechs Randgemeinden, die keinen Zuschuss im Rahmen der Zuschussregelungen beantragt haben im Sinne von Absatz 2, gewährt und muss zur Unterstützung dieser Initiativen verwendet werden.

Um bezuschussungsfähig zu sein, muss die VoG ' de Rand ', in Zusammenarbeit mit den lokalen niederländischsprachigen Initiativen, einen politischen Plan erstellen, in dem die Weise angegeben ist, auf die die flämischen politischen Prioritäten im Sinne von Absatz 2 verwirklicht werden können.

Der Zuschuss wird unter den Bedingungen und gemäß den Modalitäten, die in den Dekreten im Sinne von Absatz 2 festgelegt sind, gewährt. Diese Bedingungen und Modalitäten werden in einem Zusammenarbeitsabkommen zwischen den flämischen Ministern für Jugend, Sport und Kultur sowie der VoG ' de Rand ' konkretisiert.

B.14.5. Durch das vorerwähnte Dekret wird der VoG «de Rand» der Auftrag erteilt, in Zusammenarbeit mit den lokalen niederländischsprachigen Initiativen für Jugendarbeit, Sport und Kultur gemeinsame politische Pläne bei der Flämischen Regierung einzureichen. Diese politischen Pläne sollen die durch die Flämische Regierung in den verschiedenen Sektoren festgelegten politischen Prioritäten verwirklichen (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2012-2013, Nr. 2062/1, S. 4).

B.14.6. Die VoG «de Rand» wurde gegründet durch das Dekret der Flämischen Gemeinschaft vom 17. Dezember 1996 «zur Gründung der VoG ' de Rand ' für die Unterstützung der niederländischsprachigen Beschaffenheit des flämischen Randgebiets um Brüssel», aufgehoben und ersetzt durch das Dekret vom 7. Mai 2004 «zur Umwandlung der VoG ' de Rand ' in eine privatrechtliche externe verselbstständigte Agentur und zur Festlegung der Zuständigkeiten der Provinz Flämisch-Brabant in Bezug auf die Unterstützung des flämischen Randgebiets», abgeändert durch die Dekrete vom 12. Juli 2013 und vom 25. April 2014.

Die VoG «de Rand» ist eine privatrechtliche externe verselbstständigte Agentur im Sinne der Artikel 29 bis 31 des flämischen Rahmendekrets über die Verwaltungspolitik vom 18. Juli 2003, an der die Flämische Regierung sich beteiligen kann (Artikel 3). Sie hat die Aufgabe, «die niederländischsprachige Beschaffenheit des flämischen Randgebiets um Brüssel zu unterstützen, auszustrahlen und zu fördern» (Artikel 4). In Ausführung von Artikel 8 haben die VoG «de Rand», die Flämische Regierung und die Provinz Flämisch-Brabant ein Zusammenarbeitsabkommen geschlossen, das durch die Flämische Regierung am 17. Juli 2015 und durch den Ständigen Ausschuss von Flämisch-Brabant am 20. August 2015 genehmigt wurde. Die Flämische Regierung ist ermächtigt, der VoG «de Rand» Personal zur Verfügung zu stellen (Artikel 11) und ihr die Verwaltung von kulturellen Infrastrukturen zu übertragen (Artikel 12).

B.14.7. Die VoG «de Rand» erhält einen jährlichen Zuschuss, der in den Haushalt der Flämischen Gemeinschaft eingetragen wird (Artikel 10). Die Flämische Regierung kann der VoG «de Rand» ebenfalls einen Zuschuss gewähren zur Ausführung einer oder mehrerer politischer Prioritäten im Bereich Jugendpolitik, lokale Sportpolitik und Kulturpolitik, zugunsten der niederländischsprachigen Initiativen im flämischen Randgebiet um Brüssel. Der Zuschuss wird gewährt zur Unterstützung der lokalen Initiativen in den sechs Randgemeinden, die keinen Zuschuss für die vorerwähnten Angelegenheiten im Rahmen der sektoriellen Zuschussregelungen beantragt haben, und er muss für die Unterstützung dieser Initiativen verwendet werden (Artikel 10/1).

B.15.1. Es obliegt dem Dekretgeber, bezüglich der ihm erteilten Zuständigkeiten und unter Berücksichtigung seiner Haushaltsmöglichkeiten, darüber zu entscheiden, ob und unter welchen Bedingungen er bestimmte Initiativen oder Einrichtungen mit öffentlichen Mitteln bezuschussen möchte.

Es obliegt ihm ebenfalls, in Ausübung seiner Zuständigkeit für die allgemeine Finanzierung der Gemeinden (Artikel 6 § 1 VIII Absatz 1 Nr. 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980), die Mittel und Kriterien zur Verteilung der Gelder des Flämischen Gemeindefonds zu bestimmen und den anzuwendenden Gewichtungskoeffizienten festzulegen.

B.15.2. Die Zuschussung von Initiativen oder Einrichtungen wie der VoG «de Rand» kann jedoch nicht mit der allgemeinen oder spezifischen Finanzierung der Gemeinden verglichen werden.

B.15.3. Wie in B.14.2 bis B.14.4 dargelegt wurde, wird durch den neuen Artikel 10/1 des Dekrets vom 7. Mai 2004, eingefügt durch das Dekret vom 12. Juli 2013, für die VoG «de Rand» ein zusätzlicher Zuschussmechanismus geregelt, durch den vermieden werden soll, dass lokale niederländischsprachige Initiativen für Jugendarbeit, Sport und Kultur nicht die Zuschüsse der Flämischen Behörde erhalten, wenn die Randgemeinden darauf verzichten, den flämischen politischen Prioritäten in diesen Angelegenheiten beizutreten.

Diese zusätzliche Bezuschussung ermöglicht es somit der Flämischen Behörde, bestimmte lokale Aktivitäten und Initiativen in niederländischer Sprache finanziell zu unterstützen über die VoG «de Rand», indem berücksichtigt wird, dass die Endempfänger dieser Bezuschussung Einrichtungen, Vereinigungen und Bürger in den Randgemeinden sind, die ein besonderes Sprachenstatut im einsprachig niederländischen Sprachgebiet genießen.

B.15.4. Aus der Verteilungstabelle, die der Begründung zu dem angefochtenen Dekret beigelegt ist (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2014-2015, Nr. 357/1, SS. 13-19), geht hervor, dass gewisse Randgemeinden 2014 Zuschüsse in den drei Bereichen Jugend, Sport und Kultur erhalten haben, in denen die VoG «de Rand» tätig ist, was beinhaltet, dass sie die Bedingungen erfüllt haben, um diese sektoriellen Zuschüsse zu erhalten.

B.16.1. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Bezuschussung von lokalen niederländischsprachigen Initiativen über die VoG «de Rand» parallel zu den sektoriellen Zuschüssen der Gemeinden geregelt wird, die durch das angefochtene Dekret nur für die Randgemeinden aufrechterhalten werden. Diese Bezuschussung über eine externe selbstständige Agentur kann nicht mit einer allgemeinen oder spezifischen Zuschuss- oder Finanzierungsregelung der lokalen Behörden, die die Gemeinden sind, verglichen werden und auch nicht dazu dienen, diese zu ersetzen.

B.16.2. Die Entscheidung, eine zusätzliche Bezuschussung in den Bereichen Sport, Jugend und Kultur in den Randgemeinden zu regeln, ermöglicht es ebenfalls nicht, den Ausschluss dieser Gemeinden von der pauschalen Finanzierung der lokalen Behörden über eine zusätzliche Dotation aus dem Flämischem Gemeindefonds zu rechtfertigen.

B.16.3. Diese durch das angefochtene Dekret eingeführte pauschale zusätzliche Dotation umfasst nämlich die sektoriellen Zuschüsse in den betreffenden Bereichen, wobei jeglicher Zusammenhang zwischen dem gewährten Betrag und der tatsächlich auf lokaler Ebene in den zuvor auf bedingte Weise bezuschussten Bereichen aufgehoben wird.

Durch das angefochtene Dekret wird somit eines der Ziele des flämischen Regierungsabkommens 2014-2019 umgesetzt, das darauf abzielt, die lokale Autonomie der Städte und Gemeinden zu vergrößern, indem man sich für eine unbedingte Basisfinanzierung entscheidet (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2014-2015, Nr. 357/1, S. 3).

Indem sie von einem Anteil an dieser pauschalen Dotation ausgeschlossen werden, wird den Randgemeinden in den in B.2.2 erwähnten Angelegenheiten die Ausübung der lokalen Autonomie verweigert, die durch das angefochtene Dekret allen anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets zuerkannt wird.

B.16.4. Die Vorarbeiten zum angefochtenen Dekret zeigen im Übrigen, dass ein Vorschlag zur Verteilung der geschaffenen zusätzlichen Dotation ausgearbeitet worden war unter Berücksichtigung der Randgemeinden und dass die Randgemeinden gemäß dem Dekretentwurf einen Prozentsatz dieser zusätzlichen Dotation erhalten hätten.

Aus der Verteilungstabelle, die der Begründung des angefochtenen Dekrets als Anlage beigelegt ist (*Parl. Dok.*, Flämisches Parlament, 2014-2015, Nr. 357/1, SS. 13-19), geht nämlich hervor, dass die Randgemeinden einen Prozentsatz der zusätzlichen Dotation erhalten hätten; die Gemeinde Drogenbos hätte 25 000 Euro (oder 0,0191 Prozent) erhalten, die Gemeinde Kraainem 32 534,40 Euro (0,0248 Prozent), die Gemeinde Linkebeek 68 527,68 Euro (0,0523 Prozent), die Gemeinde Sint-Genesius-Rode 205 158,34 Euro (0,1565 Prozent), die Gemeinde Wemmel 305 876,51 Euro (0,2333 Prozent) und die Gemeinde Wezembeek-Oppem 59 787,36 Euro (0,0456 Prozent).

Aus dieser Tabelle waren außerdem zwei Beträge für die Gesamtsumme der zusätzlichen Dotation ersichtlich: eine Gesamtsumme von 131 087 213,00 Euro und eine andere Gesamtsumme «ohne die Gemeinden mit Erleichterungen» von 130 390 328,71 Euro (ebenda, S. 19). Der letztgenannte Betrag stellt schließlich die Gesamtheit der zusätzlichen Dotation des Flämischem Gemeindefonds dar.

Diese Tabelle bestätigt, dass es weder unmöglich, noch ungerechtfertigt war, die Randgemeinden bei der Verteilung der zusätzlichen Dotation des Flämischem Gemeindefonds zu berücksichtigen.

B.16.5. Indem den Randgemeinden ein Prozentsatz an der zusätzlichen Dotation des Flämischem Gemeindefonds vorenthalten wird, entzieht das angefochtene Dekret diesen Gemeinden die vorerwähnten Beträge und die Garantie, eine automatische Finanzierung im Hinblick auf die Verwirklichung der verschiedenen Arten der lokalen Politik zu erhalten, die durch diese zusätzliche Dotation aber bedingungslos unterstützt werden soll, angesichts aller anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets. Die Randgemeinden werden also ohne vernünftige Rechtfertigung unterschiedlich behandelt in der Ausübung der lokalen Autonomie, die allen anderen Gemeinden des niederländischen Sprachgebiets zuerkannt wird.

B.17. Der dritte Klagegrund ist begründet.

In Bezug auf die Aufrechterhaltung der Folgen

B.18. Damit die Haushaltsschwierigkeiten berücksichtigt wird, die sich aus dieser Nichtigerklärung ergeben könnten, und es dem Dekretgeber ermöglicht wird, neue Bestimmungen anzunehmen, sind die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen in Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof aufrechtzuerhalten, so wie es im Tenor angegeben ist.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt das flämische Dekret vom 3. Juli 2015 «zur Abänderung verschiedener Dekrete über die Bezuschussung der lokalen Behörden und zur Abänderung des Dekrets vom 5. Juli 2002 zur Festlegung der Regeln bezüglich der Dotation und der Verteilung des Flämischem Gemeindefonds» für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zur Annahme eines neuen Dekrets durch den Dekretgeber und spätestens bis zum Ende des Haushaltsjahres 2018 aufrecht.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 18. Mai 2017.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,

J. Spreutels